

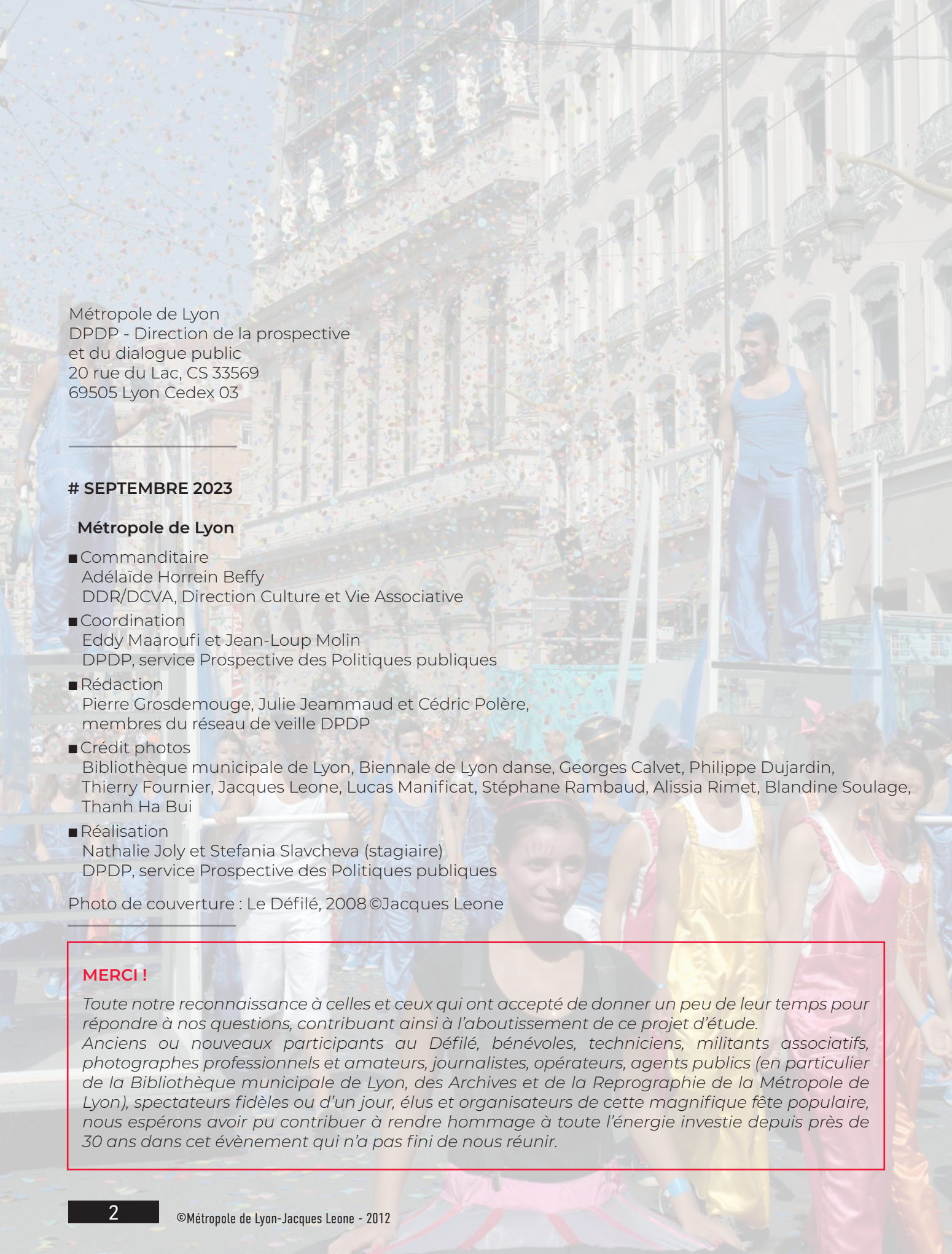
Le Défilé ... en perspectives



MÉTROPOLE

GRAND LYON

LA BIENNALE
DE LYON
DANSE



Métropole de Lyon
DPDP - Direction de la prospective
et du dialogue public
20 rue du Lac, CS 33569
69505 Lyon Cedex 03

SEPTEMBRE 2023

Métropole de Lyon

- Commanditaire
Adélaïde Horrein Beffy
DDR/DCVA, Direction Culture et Vie Associative
- Coordination
Eddy Maaroufi et Jean-Loup Molin
DPDP, service Prospective des Politiques publiques
- Rédaction
Pierre Grosdemouge, Julie Jeammaud et Cédric Polère,
membres du réseau de veille DPDP
- Crédit photos
Bibliothèque municipale de Lyon, Biennale de Lyon danse, Georges Calvet, Philippe Dujardin,
Thierry Fournier, Jacques Leone, Lucas Manificat, Stéphane Rambaud, Alissia Rimet, Blandine Soulage,
Thanh Ha Bui
- Réalisation
Nathalie Joly et Stefania Slavcheva (stagiaire)
DPDP, service Prospective des Politiques publiques

Photo de couverture : Le Défilé, 2008 ©Jacques Leone

MERCI !

Toute notre reconnaissance à celles et ceux qui ont accepté de donner un peu de leur temps pour répondre à nos questions, contribuant ainsi à l'aboutissement de ce projet d'étude. Anciens ou nouveaux participants au Défilé, bénévoles, techniciens, militants associatifs, photographes professionnels et amateurs, journalistes, opérateurs, agents publics (en particulier de la Bibliothèque municipale de Lyon, des Archives et de la Reprographie de la Métropole de Lyon), spectateurs fidèles ou d'un jour, élus et organisateurs de cette magnifique fête populaire, nous espérons avoir pu contribuer à rendre hommage à toute l'énergie investie depuis près de 30 ans dans cet évènement qui n'a pas fini de nous réunir.

Sommaire

Le Défilé de la Biennale de la danse

Édito

par Bruno Bernard, président de la Métropole de Lyon.....	5
1. Le Défilé, fête ou spectacle dans l'espace public ?	7
2. L'engagement, une ressource précieuse pour le Défilé	17
3. Les territoires du Défilé : au-delà du maillage des acteurs, la production d'un sentiment d'appartenance ?	27
4. « Être ensemble » dans le Défilé, une ambition à parfaire au sein des ateliers ?	37
5. Un Défilé au féminin : quelle attitude adopter face à ce phénomène ?	47
6. Quels arts et quelles esthétiques pour le Défilé ?	55
7. Cohésion sociale : vers quels publics le Défilé doit-il se tourner ?	67
8. Un Défilé à recharger en utopie(s) ?.....	81
Making of / Retour rapide sur la méthodologie d'enquête	92



édito

À la lecture de ce cahier, vous le verrez, le Défilé de la Biennale s'appréhende et se vit de multiples façons : spectacle et fête, évènement professionnel et amateur, aventure collective et engagements personnels, une après-midi pour les uns et plusieurs mois de travail pour les autres...

Difficile de retenir tel aspect plutôt que tel autre tant ils se recombinaient au fil des éditions. Une constante cependant en fait toute sa valeur politique : la parade publique qui permet de célébrer la diversité pour mieux défendre l'inclusion et la cohésion sociale.

Le Défilé est bien plus qu'un simple évènement festif. Il est une invitation à transcender les barrières, à rassembler, à partager dans une célébration commune de la créativité et de la diversité culturelle. À chaque édition, les rues s'animent de pas cadencés, de costumes, de couleurs, de rythmes, permettant aux spectateurs de se laisser emporter par la magie de la danse.

Au fil des générations, le Défilé a su évoluer, s'adapter aux changements de notre territoire et attirer, toujours, des publics nouveaux qui entrent dans le monde de la danse. Il transforme ses participants, vous recharge en énergie positive, en confiance et en espoir. Les témoignages qui ont nourri ces cahiers en fournissent la preuve.

Ce Défilé est à l'image de notre société : complexe, fragile, mais nous y avons tous notre place et notre part. Il nous faut en prendre soin et en discuter ensemble, s'écouter, ne pas taire les questions pour qu'il demeure une fête démocratique. C'est l'humble - mais utile - ambition de la série que vient conclure ce cahier que de remettre en perspective et en débat des enjeux du Défilé.

Puisque l'engagement apparaît comme la clé de vingt-sept ans de réussite, œuvrons collectivement pour que ce Défilé reste l'emblème d'une Métropole hospitalière, inclusive, riche de ses communes, de ses quartiers et des liens tissés avec les territoires qui l'entourent.

Longue vie à notre Défilé pour toutes et pour tous.

Bruno Bernard,
Président de la Métropole de Lyon



©Métropole de Lyon - Jacques Leone, 2012



Le Défilé, fête ou spectacle dans l'espace public ?

«Je suis né à Lyon il y a 56 ans, dans une ville qui avait la réputation d'être brumeuse, triste et froide. Adolescent, j'ai beaucoup souffert de l'image de cette ville, car je me suis toujours senti très latin, méditerranéen, et cette idée de ville froide ne me correspondait pas. Cette contradiction explique sans doute beaucoup de mon parcours.»

Ces paroles de Guy Darnet¹ soulignent tant l'évolution des représentations de Lyon que le rôle que le Défilé de la Biennale de la danse a eu dans ce processus de construction de l'image d'une ville festive et cosmopolite. Entre points de vue institutionnel et populaire, la dialectique entre « fête » et « espace public » est au cœur de l'ADN du Défilé pour les participants.

Afin d'en saisir les spécificités, nous décrivons, dans un premier temps, différentes facettes du Défilé, qui emprunte au spectacle, à la fête, au carnaval et au rituel. Si ces notions sont parfois posées en opposition à des fins analytiques (définir par la négative), ce sont autant de cadres qui s'enchevêtrent dans le Défilé, sans s'exclure. De plus, au vu de la grande diversité de fonctions et de statuts des acteurs qui font le Défilé (citoyens amateurs, professionnels de la danse contemporaine, de l'action sociale, élus, etc.), les qualifications et usages du Défilé diffèrent.

Nous interrogeons ensuite les évolutions sociétales qui transforment les manières de faire la fête et d'être ensemble dans l'espace public, qui impactent déjà, ou risquent d'impacter le Défilé, du point de vue de sa forme comme de son sens.

CE QU'IL SE PASSE DANS LE DÉFILÉ

SPECTACLE, FÊTE, CARNAVAL, DE QUOI RELÈVE LE DÉFILÉ ?

– Spectacle

Le Défilé est un objet singulier, particulièrement difficile à catégoriser. C'est, tout d'abord, un spectacle, présenté par des milliers de participants amateurs et professionnels. L'événement est parfaitement préparé, fortement régulé par les pouvoirs publics, et ne laisse *a priori* pas de place à l'imprévu et au désordre. Il distingue des participants, sur une scène urbaine éphémère de plus d'un kilomètre de long, et des publics, installés à sa périphérie ou à distance, devant la retransmission télévisuelle.

Les témoignages distinguent systématiquement les défilants et « le public », qui assiste à une « représentation », une « démonstration », au « clou du spectacle », aboutissement de longs mois de préparation.

On comprend néanmoins que ces frontières sont poreuses, dans le cas, par exemple, des participants aux préparations du Défilé qui se trouvent dans le public. S'il y a bien ceux qui *font* et ceux qui *regardent*, les interactions entre eux sont centrales dans l'expérience du Défilé.

Chercher le regard, constater l'émerveillement, encourager, apprécier une connexion éphémère en sont des modalités courantes, complétées d'autres plus occasionnelles, liées aux spécificités des chorégraphies des groupes. Le public porte les défilants, qui lui transmettent leur énergie et leur joie.

“ Pour moi, le Défilé, c'est un moment de partage avec les autres, un moment de bonheur avec les autres, un moment de vie, être dans un spectacle, voilà, participer à un spectacle pour la Métropole. Voilà. Moi, c'est ça à la base. [...] C'est un moment privilégié parce que tu sais que tu vas faire partie d'un show, d'un spectacle, et que t'as une mission à remplir, donc tu te concentres là-dessus, tu t'es organisé pour ça » (Gérard, Villeurbanne)

Seule la Tarentelle finale place Bellecour, mise en place depuis l'édition 2010, abolit symboliquement ces frontières : public et participants s'y confondent, et peuvent avoir l'impression de ne former qu'un seul ensemble, une communauté éphémère soudée par cette expérience de liesse commune. Cette distinction entre défilants, proposant une performance artistique rigoureusement travaillée, et publics, en position de récepteur, pourrait faire glisser le Défilé strictement du côté du spectacle.

1. Dans « La place et le rôle de la fête dans l'espace public », Certu, 2004.

- Fête

Pourtant, nous avons été frappés de constater dans les témoignages que le Défilé est souvent appréhendé comme une « fête ». Cette notion fluide est abordée par les anthropologues comme une catégorie de la vie sociale nécessairement éphémère, en rupture avec le temps du quotidien, moment d'excès de tout genre (nourritures, alcool, sexe, drogue, etc.) et de relâchement (voire d'inversion) des normes coutumières. Ce temps de suspension scande le rythme de la vie en société, permet des moments de lâcher prise, de respiration, qui agissent comme des soupapes de décompression individuelles et collectives.

La fête est également un facteur de cohésion important au sein des groupes, qui se trouvent réunis autour de croyances et pratiques communes. Plusieurs de ces éléments festifs apparaissent de manière plus ou moins marquée dans le Défilé (suspension relative de normes, de rôles sociaux, etc.), et d'autres en sont remarquablement absents (débordements, désordre, etc.).

Les participants semblent en partie appuyer leur lecture de l'événement comme fête sur des repères esthétiques (danses collectives, éclats visuels et fracas sonores, chars, cotillons, fanfares, costumes chatoyants, etc.) et émotionnels (ils parlent de « joie », « communion », « excitation », « émerveillement », « émulation », etc.).

Mais plus encore, la fête du Défilé est signée par son aspect extraordinaire, hors-norme. Par son ampleur, et par le décalage avec le temps quotidien, notamment avec les usages et symboliques de l'espace public, et les manières d'être ensemble en son sein. Ainsi, fête, espace public, et dimension collective sont souvent liés dans la description de l'essence du Défilé.

- Carnaval

Le Défilé est également rapproché, dans quelques témoignages, du carnaval, fête rituelle caractérisée par la transgression de l'ordre social et mental, moment de tous les excès, inspiration explicite de la première édition consacrée au Brésil. Le carnaval a durablement posé son empreinte sur le Défilé. Une fois encore, à travers des repères esthétiques (procession, chars, percussions, etc.), à travers les costumes et l'anonymat (relatif ou complet) qu'ils permettent, et la mixité (relative) au sein des groupes.

Plus qu'une transgression de l'ordre social, on peut parler de sa suspension : des participants rapportent être « sortis de soi », s'être départis de leurs rôles et statuts sociaux, être sur un pied d'égalité, du banquier à la femme de ménage, du citoyen lambda à l' élu de proximité. Idem sur le plan de l'ordre mental : on se dépasse, on s'autorise des comportements inenvisageables au quotidien.

Dans cette perspective, le Défilé devient subversif : il renverse symboliquement l'ordre social, permet la visibilité et la reconnaissance de groupes sociaux habituellement marginalisés (quartiers populaires, jeunesse issue de l'immigration, chibanis, femmes âgées, personnes en situation de handicap, etc.). Il donne lieu à des processus de désassignation individuels et collectifs, transforme l'espace urbain marchand et individualiste en espace public investi collectivement. Le retournement n'est jamais complet : il reste d'une part dans un cadre institutionnel, adossé aux rapports de pouvoir habituels, et d'autre part l'égalité et la suspension des rôles et hiérarchies sociales semblent quelque peu fantasmées par les participants².

DES USAGES DÉCALÉS DE L'ESPACE PUBLIC DANS LE DÉFILÉ

Attardons-nous spécifiquement sur ces transformations des usages et symboliques de l'espace public le temps du Défilé. Il vit dans l'événement essentiellement à travers « la ville » et « la rue de la Ré », éléments de décor centraux dans l'expérience du Défilé, dotés de leurs caractéristiques physiques et sensorielles propres.

À propos de la rue de la République, les participants retiennent son imposante taille, qui permet la déambulation monumentale devant un public nombreux, donnant aux défilants la vertigineuse sensation « d'entrer dans l'arène ».

La proximité avec le public que permet cette rue encadrée de hauts immeubles est valorisée, tout comme son aspect « caisse de résonance ». Son caractère d'artère centrale à l'architecture riche fournit une scène de choix pour les défilants, « au cœur de Lyon ».

Le prestige du lieu est souligné, tout comme celui du théâtre antique de Fourvière (édition 2021), et des places des Terreaux et de Bellecour. On peut noter une sensation d'ennoblissement par ce contexte physique et symbolique, ennoblissement de l'événement, de la ville, de soi, son groupe, son origine sociale/territoriale, etc.

L'espace public est la condition-même de « l'être ensemble festif », et ce mode particulier de relation sociale redonne de leur substance aux lieux. Le théâtre du Défilé déroge à celui du quotidien, dominé par des logiques marchandes et individualistes.

Dans cet espace-temps extra-ordinaire, collectif et public, accessible et gratuit sont les maîtres mots. Comme le dit le géographe Luc Gwiazdzinski, « la fête humanise l'espace public qu'elle peuple » (2011, 5).

Ce que le Défilé occasionne est donc un autre mode d'être en relation avec l'autre, l'espace et le collectif. Cette subversion éphémère est parfois pensée comme un acte de résistance face aux tendances de marchandisation et d'individualisme, une manière de démontrer et de se rappeler qu'une autre vie collective est possible³.

Un point sur l'espace public

La notion d'espace public charrie tout un imaginaire, allant de la simple voirie à la condition politique de notre vie en commun. Thierry Paquot (2015) propose de distinguer l'espace public au singulier, des espaces publics au pluriel.



La première notion renvoie au lieu et à la pratique d'un débat politique, qui fait se rencontrer et s'entrechoquer les points de vue, les opinions. La seconde désigne les lieux « accessibles au(x) public(s) », caractérisés par la circulation, l'accessibilité et la gratuité.

Au singulier comme au pluriel, ces notions se rejoignent quant à la place centrale qu'elles accordent à la communication, fonction essentielle de la vie collective, entendue comme le fait « d'être en relation avec ».

Permettant la mise en relation entre les individus, le partage d'espaces et de pratiques... le(s) espace(s) public(s) renvoie(nt) aussi aux idées d'échange et de circulation. L'intrication entre qualité des échanges, du dialogue au sein d'une population et son bien-être social en font par ailleurs un symbole important de notre système politique.

Le Défilé s'inscrit dans l'espace public aux deux sens du terme. Il fait le lien, matériellement entre deux places centrales de Lyon (Terreaux et Bellecour), et symboliquement, entre des territoires, des personnes, des idées et des valeurs.

Sa localisation sur la rue de la République, au cœur du centre-ville, est d'ailleurs un support souvent mobilisé par les discours officiels et médiatiques qui valorisent sa dimension politique et citoyenne.

LE DÉFILÉ COMME RITUEL D'AGGLOMÉRATION

Des participants ont rapporté que le Défilé est devenu un rituel dans leur vie, c'est-à-dire à la fois un rendez-vous important qu'ils attendent, et un événement, autour duquel va s'organiser leur vie durant plusieurs mois. Ce terme indique le caractère récurrent de l'événement, son importance pour des individus, mais aussi pour des groupes, puisque le rituel peut engager des amis, des collègues ou des membres d'une famille.

Mais si le Défilé a été décrit comme un « rituel d'agglomération », c'est à partir d'une analyse qui n'a pas grand-chose en commun avec ces vécus. Philippe Dujardin a proposé cette formule pour rendre compte à la fois de l'échelle de l'événement, et de sa capacité à représenter une communauté humaine, celle des habitants de l'agglomération lyonnaise, sur un mode symbolique (les différentes communes qui se réunissent au centre de la ville-centre). Comme il le résume :

“ Le Défilé a un pouvoir agglomérant ; il est le "signe efficace" d'une entité en cours d'invention ; signe d'un faire-corps déjà-là mais aussi d'une advenue » (P. Dujardin, 2002).

La théorisation du Défilé comme rituel d'agglomération, qui arrive très tôt dans son histoire, s'est appuyée sur la mise en place en 1997 de la mission de prospective du Grand Lyon, Millénaire³.

C'est à l'occasion de débats prospectifs sur « l'identité lyonnaise », et de transformations des représentations des périphéries (comme laboratoire des changements) que se forge l'image d'une agglomération « accueillante » et multiculturelle, symbolisée et réactivée biannuellement par le « rituel d'agglomération » que serait le Défilé.

La mobilisation du Défilé comme symbole de l'identité métropolitaine s'inscrit dans des phénomènes plus larges de mise en compétition des villes et métropoles, dans lesquels les événements spectaculaires sont un instrument privilégié du marketing territorial, prisés pour leur forte capacité à produire des images de la ville (Di Méo, 2004).

Le « rituel d'agglomération », construction intellectuelle et institutionnelle, deviendra un élément de langage, très repris dans les discours officiels de la Biennale, ainsi que par les commentateurs politiques et médiatiques.

Pour les pouvoirs publics, le rituel d'agglomération est d'une part un vecteur efficace de cohésion sociale et de construction de sentiment d'appartenance, et d'autre part une mise en scène d'une identité unifiée, cosmopolite, et accueillante. Il s'agit de donner à voir une agglomération multiculturelle où l'intégration des « populations issues de l'immigration » est réussie :

“ En donnant accès à un même espace public aux différents groupes sociaux et ethniques qui peuplent l'agglomération, [le Défilé] incorpore symboliquement des images de la ville (le centre et la banlieue) et des pratiques culturelles différentes (la culture de la rue et la culture académique) dans une même culture publique » (Arnaud, 2008, 119)

Suivant les années et les enjeux politiques, son échelle et sa signification sont parfois actualisées.

“ Avec le Défilé, moment festif et fédérateur pour nos territoires, c'est toute la métropole – de Saint-Étienne aux Portes de l'Isère, de Feyzin à Rillieux-la-Pape, de la Duchère à Mermoz – qui danse ensemble. Le Défilé, c'est l'incarnation du vivre-ensemble et de la mixité que nous promovons partout dans l'agglomération lyonnaise. » (Gérard Collomb, maire de Lyon et président du Grand Lyon, dossier de presse édition 2012).

ENTRE PASSAGE ET CYCLE, DES DIMENSIONS RITUELLES DE L'EXPÉRIENCE

Cette vision de « rituel d'agglomération » se retrouve assez peu dans les témoignages des participants, mais comme indiqué plus haut l'aspect rituel de l'expérience du Défilé ressort effectivement de l'enquête. Son caractère cyclique et ses séquences d'actions codifiées invitent à le rapprocher des rites de passage, dont la structure fut décrite par Arnold Van Gennep.

L'application de sa grille de lecture en trois temps (phase de séparation, de marge, et d'agrégation) permet de mieux cerner l'expérience du Défilé, et la forme originale de lien social qui s'y construit.

Durant le temps de préparation (phase de séparation), le participant est en partie dépossédé de son statut social et incarne un nouveau rôle, costumier, danseur, constructeur de char, etc.

Il passe par de nombreux apprentissages et transformations qui le préparent à « l'épreuve » du Défilé. On décèle des traces de la formation d'une *comunitas* (Victor Turner), une structure sociale qui se construit en marge des hiérarchies et rapports sociaux déjà établis.

“ On ne se posait pas de questions, vous savez, on est un groupe, on ne dit pas “Ben toi, qu'est-ce que tu fais, qu'est-ce que tu fais”. Moi, jusqu'à l'heure d'aujourd'hui, y'a certaines personnes, je ne sais même pas ce qu'elles font dans leur vie professionnelle, parce qu'on était là tous pour danser, ou pour faire la couture. » (Kenza, Vaulx-en-Velin)

Le jour- J du Défilé en est l'aboutissement. La déambulation est assimilée à une épreuve – dont tous confirment la difficulté – qui donne lieu à une émulation individuelle et collective particulière. C'est le moment d'être pleinement quelqu'un d'autre, de goûter à la vie d'artiste, d'éprouver son appartenance à un groupe éphémère, soudé au cours des longs mois de préparation.

La mise à l'épreuve de soi dans le Défilé est parfois décrite comme un « passage », une expérience qui nous transforme. Il est d'ailleurs intéressant de noter que plusieurs participants rapprochent le Défilé d'autres rites de passage, comme le mariage ou la naissance.

Le caractère processuel du Défilé sur cette immense scène urbaine offre un support matériel au déplacement symbolique des participants, vers une autre représentation de soi, des autres, des territoires, de la culture, etc.

La phase d'agrégation, qui marque la fin du passage et sa célébration, peut enfin être identifiée au moment de la Tarentelle finale. Les participants sont ré-agrégés au collectif, qui tout entier devient festif.

“ C'est un apprentissage et puis après y'a une initiation. Alors on ne va pas se faire brûler les pieds, on ne va pas se faire des initiations tribales, mais... notre voyage à nous c'est le Défilé. » (Jacques, Lyon 8^e - Villeurbanne)

Certains défilants soulignent les effets durables de ce passage, et d'autres à l'inverse décrivent davantage un retour à la normale qu'une transformation. Le Défilé apparaît alors comme un rite cyclique, envisagé par les participants comme un véritable rendez-vous qui permet de mettre à distance le reste de l'existence avant de mieux y revenir.

On a été initié une fois, et depuis on se remesure à l'épreuve tous les deux ans. On voit aussi poindre une tension entre les dimensions individuelles et collectives du rituel, qui révèle des facteurs d'engagement très divers (je le fais pour moi/je le fais pour les autres, la ville, la société, etc.).

Outre la proximité de structure, on peut rapprocher le Défilé du rituel du fait de sa portée symbolique. Les anthropologues et sociologues différencient la fête et le rituel par le fait que la première est pratiquée pour elle-même (on fait la fête pour faire la fête), tandis que le second est pratiqué pour agir sur certaines choses. Comme le résume Martine Segalen, « le rite se situe en définitive dans l'acte de croire à son effet, à travers des pratiques de symbolisation » (1998, 17).

Les actes symboliques que sont les rituels créent donc une réalité sociale qui n'existerait pas sans eux, ils expriment les croyances, l'appartenance. Appartenance géographique, politique, représentation utopique d'une manière de faire société... ces charges symboliques du Défilé sont largement explorées dans les autres fiches de ce cahier, nous nous contentons d'en souligner la prégnance dans les expériences.

À REBOURS DES TENDANCES FESTIVES CONTEMPORAINES, L'INVENTION D'UNE TRADITION ?

La naissance du Défilé a également été décrite par Philippe Dujardin comme « l'invention d'une tradition », du fait de la reconstitution de cet événement initialement prévu comme unique. 25 ans plus tard, cette expression résonne plus fort encore, alors que le Défilé est devenu un véritable héritage culturel bien ancré sur le territoire métropolitain, et que s'est construit parmi ses habitants une habitude (voire une culture) de la participation à cet événement singulier.

Dès sa conception, le Défilé a d'ailleurs été étroitement lié aux danses « traditionnelles » par Guy Darmet, qui semble appuyer cette qualification sur leur ancienneté et leur caractère populaire. Cela fait écho à une double manière d'envisager le terme « tradition ». D'abord, celui-ci renvoie à la transmission d'éléments culturels de génération en génération.

Ensuite, il peut être utilisé plus largement pour désigner des modes de relations sociales qui seraient l'apanage de sociétés dites « traditionnelles », par opposition aux sociétés dites « modernes ». Bien que ce découpage ne soit qu'une abstraction théorique dont il convient de se méfier, il peut nous aider à comprendre les spécificités du Défilé.

Des participants expriment ce statut particulier du Défilé, presque archaïque, associé à une certaine nostalgie de formes d'être ensemble primaires et/ou révolues (une vision plus ou moins fantasmée).

« Ça a quelque chose... d'ancestral j'ai envie de dire. Les danses traditionnelles, elles marchent comme ça, sur la répétition, et les gens dansent pendant des heures et rentrent dans un état de transe. Je comprends que les gens puissent être accros à ça, à... toute la vie d'avant, de communauté, de groupe, et ce moment très particulier, et qui est lié au Défilé. [...]

On a glissé petit à petit vers une société où on s'est éloigné beaucoup de la question du rituel, du commun, de tout ça. Et le Covid est allé tellement loin dans la distance entre les gens, et je pense qu'il y a une vraie réflexion à avoir... par exemple en ce qui concerne la danse. Il y a une époque où les gens avaient des rituels, se retrouvaient dans le village régulièrement, dansaient, les enfants apprenaient des parents tout ça, et du coup il y avait une communauté qui se créait. » (Chorégraphe)

Pour les anthropologues, la place et le rôle accordés à la fête et aux rituels divergent sensiblement entre les sociétés dites « traditionnelles » et les sociétés contemporaines (cf. encadré). Par ses effets et son appropriation populaire, il nous semble que le Défilé est à mi-chemin entre tradition et modernité, rituel collectif qui lie le groupe et événement festif support d'attractivité des territoires. Il échappe en partie au moins aux grandes tendances de glissement de la fête vers des « événements festifs ».

Bien qu'il soit un objet très institutionnalisé, la participation des habitants et le travail de fond sur le long terme distinguent le Défilé des logiques événementielles, et les choix des organisateurs autour des financements privés (en refusant par exemple la sponsoring de grandes marques de soda), souligne la vigilance accordée aux risques de marchandisation.

À travers les nombreux témoignages que nous avons recueillis, nous comprenons donc que le Défilé se distingue des « événements festifs » contemporains (Fournier, 2021), et témoigne d'un processus de ritualisation d'une fête collective récente. Il apparaît comme un objet culturel presque anachronique, à rebours de grandes tendances d'individualisation et de déplacement du champ rituel du centre de la vie sociale vers sa marge (Segalen, 1998), et de marchandisation du phénomène festif, qui le viderait de sa substance.

La fête dans les sociétés « traditionnelles » et « modernes »

Selon les chercheurs, dans les sociétés « traditionnelles », fêtes et rituels rempliraient d'importantes fonctions sociales, politiques et religieuses. Au contraire, les sociétés modernes auraient « progressivement transformé la fête en une opération économiquement rentable, tout en inventant un ensemble de loisirs individuels qui la complètent et parfois la remplacent » (Fournier, 2021).

On assisterait à un « éclatement de la fête », sa dissolution en de « multiples festivités » (Lallement, 2018), devenues permanentes dans un contexte d'avènement de la société des loisirs et d'hypermédiatisation (Fournier, 2021). Cela mènerait à distinguer la fête (présente dans les sociétés traditionnelles, objet de tradition collective, lié aux croyances du groupes), de l'évènement festif (caractéristique de la modernité, devenu un spectacle, objet de promotion et de logique marchande) (Fournier, 2021).

Depuis plus de deux décennies, les événements festifs se multiplient pour produire et labelliser les territoires. Ils deviennent produits de consommation. Finalement, « généralisé, l'évènement festif moderne adopte une logique d'animation spectaculaire qui n'a pas de lien avec les fonctions essentielles de la fête traditionnelle » (Fournier, 2021). Il en est de même pour le rituel, au cœur de la vie sociale des sociétés traditionnelles, il occupe dans les sociétés modernes une place bien différente.

Pour Martine Segalen, il ne s'agit pas tout à fait de déritualisation, mais d'un déplacement du champ rituel du centre vers la marge de la vie sociale. De nos jours, on retrouverait des phénomènes rituels notamment dans le champ sportif (chasse, supporters de football, course à pied), de l'enseignement supérieur (bizutage et esprit de corps dans les grandes écoles), familial (baby shower, gender reveal, etc.). C'est bien la dimension collective du rituel qui se trouve affectée. Il ne concerne jamais l'ensemble de la société, mais des petits groupes liés par la parenté, des habitus de classe, une culture professionnelle, etc.

DES OBSTACLES À LA FÊTE : NOSTALGIE DES ANNÉES 1990 OÙ « TOUT ÉTAIT POSSIBLE » ?

À écouter les participants nous partager leurs souvenirs, on se dit parfois que la fête avait l'air plus éclatante « avant ». Entre la première édition, où tout était à inventer, et les éditions suivantes, les organisateurs du Défilé ont calé un fonctionnement qui a donné l'impression à des participants de la première heure d'une liberté perdue ou d'une fête moins improvisée ou transgressive.

Ce sentiment rend compte de la mise en place très rapide (entre 1996 et 1998) de procédures qui encadrent les possibles lors du Défilé, mais aussi d'une tendance de long terme de sécurisation des événements dans l'espace public. Ces évolutions sont perçues positivement par certains, comme le signe que l'évènement gagne en ampleur et en notoriété. Pour quelques autres, elles témoignent d'une institutionnalisation et d'une professionnalisation regrettées de l'évènement.

En tout cas, tous s'accordent à dire la plus grande difficulté à faire la fête dans l'espace public. Quelques-uns décrivent un certain air du temps : place prépondérante des contraintes de sécurité, individualisme, repli sur soi, montée des interdits...

Pour décrire cette adversité, les modes de production de l'évènement culturel en ville sont très ciblés par les professionnels. Ils pointent l'insuffisance des budgets, mais aussi la multiplication des interlocuteurs, les angles morts de l'aménagement urbain, et la frilosité des institutions.

Pour certains professionnels, le faisceau de contraintes qui agit sur le spectacle vivant et le Défilé est annonciateur d'un renouvellement pragmatique et générationnel des esthétiques, rompant avec les formats de déambulation monumentale.

Constatées par les uns, regrettées par les autres, ces évolutions agissent sur le sens du Défilé et ses espaces, entre ordre et désordre, spectacle et fête, évènement et rituel, individu et collectif, populaire et institutionnel.

“ C'était vraiment grisant et assez rigolo de montrer le premier Défilé parce que c'était une autre époque et c'était beaucoup moins structuré [...] C'était assez drôle puisque le premier Défilé on n'avait quasiment pas de barrières sur le parcours, parce qu'on voulait pas du tout que ce soit le Tour de France [...] et deux ans après, la police nationale, la sécurité et la police municipale m'ont repris le bébé entre guillemets, et du coup, ont voulu imposer plein de trucs. Parce qu'ils s'étaient rendu compte de l'ampleur de l'évènement, et du coup, ils voulaient qu'on... qu'on cadre ça un peu à la façon Tour de France, et là, il a fallu que je rame dans l'autre sens, en disant "non c'est un moment festif..." » (Directeur technique)

Les éditions 2016 et 2021, l'une au stade Gerland à cause du risque d'attentats, et l'autre au théâtre de Fourvière du fait du contexte sanitaire, ont accéléré ces tendances. Après avoir fait vivre une forme « traditionnelle » de ritualisation de la vie collective, le Défilé se trouve à nouveau teinté d'un goût d'anachronisme, comme un vestige de l'état d'esprit des années qui ont vu sa naissance. Un témoin en sursis de la possibilité de faire la fête dans l'espace public ?

LES ENJEUX

SOCIÉTÉ DU RISQUE ET RETOUR DE LA FÊTE

Le constat général de la profonde transformation du rôle et des formes des phénomènes festifs et rituels dans les sociétés contemporaines s'accompagne ces dernières années de réflexions plus ou moins inquiètes. La fête est-elle en train de disparaître ?

Ces dernières années, les vagues d'attentats et d'épidémies (et leurs traitements médiatiques) ont accéléré les tendances d'une mise en risque de l'existence et d'un repli sur l'espace domestique qui peut s'avérer sclérosante.

Le climat social tendu et les tendances au contrôle accru de l'espace public s'ajoutent à ce contexte peu favorable à la fête (recul des libertés publiques, sécurisation accrue et déploiement de nouvelles technologies de surveillance, etc.).

Pourtant, on s'accorde à souligner l'importance de la fête dans la vie sociale : «Ce qui est en discussion ici, c'est la définition des priorités collectives que se donnent nos sociétés au sujet de la construction du lien social» (Fournier, 2021). Et tandis qu'elle a été confinée à l'écart de l'espace public pendant presque deux ans, pour beaucoup la fête a révélé sa nécessité, à tel point que de nombreux commentateurs souhaitent la voir prendre davantage de place dans notre société.

LA PLACE DE LA FÊTE DANS LES POLITIQUES PUBLIQUES

Parmi les tenants d'un renouveau de la fête, on peut évoquer par exemple Vito Marinese, docteur en droit public et conseiller parlementaire du groupe socialiste à l'Assemblée nationale française, qui publiait très récemment son manifeste Pour un parti de la fête.

Face à un monde «qui part en vrille», la fête, et plus précisément l'utopie festive, est pour lui un remède précieux : contre l'éclatement social entretenu par les pouvoirs en place, contre l'obsession productiviste et la course à la croissance, etc. Parce qu'elle relie, qu'elle permet de faire une pause, de ralentir, de profiter :

«Voilà pourquoi, indique-t-il, la fête constitue un véritable enjeu civilisationnel : parce qu'elle permet de replacer au cœur de nos convictions politiques la certitude que nous sommes ici pour profiter de la vie.»

Gratuite, publique, égalitaire, ouverte et spontanée, la fête lui apparaît comme un acte de résistance, une «boussole» qui porte un projet de civilisation, dont le bien-être collectif est l'objectif principal. Il invite à inventer des formes militantes festives, car la fête est un moyen autant qu'une fin politique.

Ainsi naît l'idée d'un *Parti de la fête*. Alors que les politiques publiques se placent davantage du côté de la régulation et de la sécurisation, soutenir la fête peut apparaître comme une manière riche et alternative de structurer le vivre-ensemble.

ESPACE PUBLIC, URBANISME, CONTRÔLE ET PERTURBATION

Quelle place les villes donnent-elles à la fête ? Les choix en termes d'urbanisme et d'aménagement ne semblent pas toujours prendre en compte cette dimension éphémère de la vie sociale. D'autre part, nombre de festivités glissent dans des espaces privés et payants, au motif de problèmes de circulation, de sécurité publique ou encore d'hostilité des riverains.

Pourtant, différents chercheurs ont pensé d'autres approches de la fabrique de l'espace public, et de la fête en son sein. Par exemple, pour la philosophe Joëlle Zask, les places occupent un rôle politique important, lieux de réunion, de fête et de construction du lien social. Elle plaide pour une fabrique de la ville à rebours de l'urbanisme monofonctionnel et uniformisant qu'ont adopté nombre de métropoles.

Il s'agit alors de construire une ville tournée vers l'intérieur, par et pour les habitants, soutenant l'appropriation et la cohésion sociale, davantage qu'une perspective extérieure de marketing territorial, qui pousse au gigantisme et à l'aseptisation des espaces publics.

Pour le géographe Luc Gwiazdzinski, alors que nous vivons une époque marquée par la désynchronisation des temps, des espaces et des mobilités, les festivités permettraient «de réinventer un "nous", de retrouver un espace-temps collectif».

Dans ces deux approches, on comprend que ménager des espaces à la fête, c'est prendre soin de la ville et de ses habitants. D'ailleurs, Vito Marinese promeut un «urbanisme de la convivialité» :

«Pour la création de lieux publics destinés à accueillir gratuitement tous ceux qui veulent faire la fête ensemble. Parce que les espaces manquent pour s'amuser, désignons dans chaque village, chaque quartier une Place des Fêtes et investissons-là !».

DES QUESTIONS POUR LE DÉFILÉ

LE DÉFILÉ DOIT-IL ACCENTUER SES DIMENSIONS SPECTACULAIRES OU FESTIVES ?

Le Défilé est bel et bien un spectacle, mais pour les défilants, il charrie d'importantes dimensions festives. Doit-il alors pousser encore plus du côté du spectacle, bon enfant, très cadré, distinguant les défilants du public ? Peut-il, au contraire, choisir d'accentuer ses dimensions festives ?

La première alternative offre de nombreuses possibilités, par exemple, accroître le caractère spectaculaire du Défilé à travers des chars décoiffants ou des pratiques virtuoses ou acrobatiques.

La seconde alternative pourrait se travailler par des espace-temps investis (un Défilé du samedi soir ?), la place des excès en son sein (un char de Bacchus ?), les catégories de participants (repenser voire abolir les frontières entre scène et public ?), ou encore, la part de liberté et d'imprévu laissée à l'événement. Elle pose la question de l'articulation de deux dimensions presque contradictoires du Défilé : à la fois démonstration de danse contemporaine et fête populaire.

LE DÉFILÉ DOIT-IL RESTER DANS L'ESPACE PUBLIC ? ET SUR QUELS PARCOURS ?

L'enquête montre que l'espace public fait partie de l'ADN du Défilé pour de nombreux participants. Cependant, les obstacles à son déroulement sont de plus en plus lourds et nombreux. Par ailleurs, de Rio à Nice, les grands carnivals urbains se sont progressivement installés dans des espaces dédiés (parfois même payants), qui permettent peut-être une gestion facilitée pour les forces organisatrices, et de réduire les perturbations que la fête introduit dans la ville.

Le Défilé doit-il alors continuer de se dérouler dans l'espace public, ou bien doit-il investir des espaces moins accessibles, comme lors des éditions 2016 et 2021 ? Face aux contraintes grandissantes, faut-il choisir de renoncer à la procession dans la rue, ou au contraire, assumer un rôle de résistance ?

D'autre part, le choix du parcours influe largement sur l'expérience esthétique et les symboliques du Défilé. Faut-il alors sanctuariser le parcours rue de la République, ou bien investir d'autres axes, comme ont pu le suggérer d'anciens membres du comité de pilotage en évoquant l'avenue Jean-Jaurès ou le périphérique routier ?

UNE DÉAMBULATION MONUMENTALE OU DES FORMATS PLUS LÉGERS ?

Cette question prolonge celle de l'inscription du Défilé dans l'espace public. Plusieurs témoignages vont dans le sens d'une nécessaire évolution esthétique, pour faire face au faisceau de contraintes qui pèsent sur le Défilé.

La déambulation monumentale pourrait-elle, ou devrait-elle laisser place à des groupes plus restreints égayant la ville ? Faut-il imaginer des formats plus légers, en termes de construction des chars, ou de nombre de groupes et de participants en leur sein ? Le Défilé gagnerait-il à se décentraliser, et à investir plusieurs lieux plus restreints ?

LA FÊTE, UN OBJECTIF EN SOI ?

Le modèle du Défilé repose sur des financements sectoriels, qui soutiennent l'insertion professionnelle, l'action auprès de publics politique de la ville, ou encore l'éducation culturelle et artistique dans l'enseignement. Il apparaît pourtant que le simple fait de proposer un temps festif intrinsèquement collectif fait déjà du Défilé un événement précieux.

La fête peut-elle alors devenir un objectif en soi pour des pouvoirs publics désireux de prendre soin de la vie collective ? Cela peut interroger la manière de penser le financement du Défilé, et la construction de son cahier des charges.



Le Défilé (2014)©Métropole de Lyon - Romain Étienne/ ITEM

Sources

- Arnaud Lionel. « 6. Le « carnaval » comme événement politique ? Les expressions culturelles minoritaires à l'épreuve de la politisation dans le carnaval de Notting Hill et le défilé de la Biennale de la danse de Lyon ». In : *Les frontières du politique : Enquêtes sur les processus de politisation et de dépolitisation* [en ligne]. Rennes : Presses universitaires de Rennes, 2005.
- Arnaud Lionel. *Réinventer la ville : artistes, minorités ethniques et militants au service des politiques de développement urbain : une comparaison franco-britannique*. Presses universitaires de Rennes, 2008.
- Billaudot Bernard. « La caractérisation d'ensemble de la société moderne ». In : *Société, économie et civilisation : Vers une seconde modernité écologique et solidaire ?* [en ligne]. La Plaine-Saint-Denis : Éditions des maisons des sciences de l'homme associées, 2021.
- Boirot Alix, « Là où sont les garçons » : *Springbreak et tourisme festif*, Socio-anthropologie [Online], 38 | 2018.
- CERTU, *La place et le rôle de la fête dans l'espace public*, 2004.
- Collectif Bar-bars, *Livre blanc des états généraux du droit à la fête*, 2021.
- Dujardin Philippe, « Quand la cité prend corps ». In: *Espaces Temps* ., p.78-79, 2002. « À quoi œuvre l'art ? ». *Esthétique et espace public*. p.52-58.
- Dujardin Philippe, L'invention d'une « tradition », Rives méditerranéennes [Online], 47 | 2014.
- Dujardin Philippe, Hugouvieux Gilberte, Bove Sonia, *Quand la ville danse la naissance d'un défilé*. Editions Lyonnaises D'art Et D'histoire, 2000.
- Fournier Laurent Sébastien, *La fête est-elle non-essentielle ?* La vie des idées, 2021.
- Gwiazdzinski Luc, *La ville par intermittence : des temps de la fête à un urbanisme des temps*, Cidades, Revista científica, volume 8, n°13, pp.318-335, 2011.
- Lallement Emmanuelle, *Que la fête s'éclate*, Socio-anthropologie [Online], 38 | 2018.
- Marinese Vito, *Pour un parti de la fête*, Les éditions Hic et Nunc, 2022.
- Paquot Thierry, Introduction, dans : Thierry Paquot éd., *L'espace public*. Paris, La Découverte, « Repères », 2015, p.3-10.
- Peretti-Watel Patrick, Introduction, dans : Patrick Peretti-Watel éd., *La société du risque*. Paris, La Découverte, « Repères », 2010, p.3-5.
- Piessat Lucas, « Veille M3 / Voir fleurir partout des « Places des fêtes » : un enjeu démocratique », *Millénaire 3*, 21/01/2023, URL : <https://www.millenaire3.com/dossiers/2023/cycle-veille-m3-fete-ce-besoin-essentiel-d-etre-heureux-ensemble/veille-m3-voir-fleurir-partout-des-places-des-fetes-un-enjeu-democratique>.
- Segalen Martine, *Rites et Rituels contemporains*, Nathan, 1998, 128 p.
- Zask Joëlle, *Se réunir, Du rôle des places dans la cité*, Éditions Premier Parallèle, 2022.



©Métropole de Lyon - Jacques Leone, 2008



L'engagement, une ressource précieuse pour le Défilé

Pour exister, le Défilé s'appuie sur un fort engagement à tous les étages. L'engagement peut renvoyer à un triple sens : à la démarche d'implication bénévole, à l'exigence qu'implique sa préparation en termes de temps et d'énergie pour tous ceux qui y contribuent, et à la motivation citoyenne voire militante qui le sous-tend. L'engagement est fortement valorisé par les participants qui en tirent de la fierté et, pour certains, l'associent à un acte citoyen (au sens d'agir dans la cité).

Pour les professionnels, cela fait partie de leur *ethos* de s'engager corps et âme au service d'une mission qui a du sens pour eux. Pourtant, à plusieurs reprises, le réservoir d'engagement dont bénéficie le Défilé a pu nous sembler fragile. Cette fiche explore la question de l'engagement du point de vue de ses motivations, de ses modalités selon les publics, et de ses rétributions.

CE QU'IL SE PASSE DANS LE DÉFILÉ

DES PARTICIPANTS VOLONTAIRES DÉJÀ TRÈS ENGAGÉS

De nombreux participants qui viennent d'eux-mêmes dans le Défilé sont déjà des citoyens multi-engagés dans différentes sphères de la vie en société, dans les actions sociales et solidaires, le secteur culturel, et la vie locale (clubs sportifs, système d'échange local, etc.). Participer au Défilé est pour eux souvent vécu comme un prolongement de ces engagements. Ces profils de participants sont très moteurs dans la vie des groupes, que ce soit pour attirer de nouvelles recrues, animer les répétitions et leurs à-côtés (repas partagés, covoiturage, etc.), soutenir et encourager les autres. Engagés dans de nombreux collectifs, ils créent un maillage entre le Défilé et d'autres réseaux associatifs, locaux, ou autres.

Si certains vivront une expérience unique du Défilé, d'autres, plus nombreux, deviendront des fidèles du Défilé, présents d'édition en édition. Ils vont faire évoluer l'espace et les modalités de leur engagement. Poussés par leur montée en compétences et les relations nouées avec les équipes artistiques, certains participants se retrouvent même à glisser, petit à petit, du côté des professionnels.

Par exemple, une couturière amatrice, très investie, se retrouve embauchée par la chorégraphe en tant qu'assistante costumière sur des éditions suivantes. Une autre participante danseuse remplit le rôle d'assistante chorégraphe depuis la première édition dans son groupe historique, sans que cela ne se traduise par le passage du bénévolat au travail rémunéré.

DES PUBLICS CAPTIFS QUI ONT UN VÉCU DIFFÉRENT DU DÉFILÉ

À l'inverse, le Défilé peine à attirer des publics éloignés des pratiques culturelles et/ou associatives. Ils sont intégrés dans des groupes par le prisme de partenariats avec des structures d'insertion, des établissements scolaires, etc. Ces différences dans le mode d'accès au Défilé, qui distinguent les participants volontaires des participants « captifs », semblent bien souvent se traduire par des modalités différentes d'engagement.

Les publics captifs sont considérés comme moins fiables et plus difficiles à engager sur la durée. Ils sont majoritairement disponibles sur des horaires de journée, du fait de leur formation, et des horaires de travail de leurs accompagnants. Ils sont alors plutôt dirigés vers les ateliers de couture ou de construction de chars, ce qui se vérifie davantage pour les structures d'insertion que pour les établissements scolaires. Les horaires choisis pour les ateliers contribuent certainement à ce découpage des publics (et/ou en résultent) : généralement horaires de sortie de bureau et week-end pour les ateliers danse, après-midi en semaine pour les ateliers de costumes et de chars.

Tout cela peut avoir tendance à façonner un découpage dans lequel les publics captifs sont cantonnés aux ateliers chars et costumes ou à des activités annexes. Le risque est de différencier des publics visibles, qui danseront le jour J rue de la République, issus des classes moyennes, ayant un rapport facilité à la culture et à l'engagement, et des publics invisibles, issus des Quartiers Politiques de la ville (QPV), en situation d'insertion, etc., et qui restent en coulisses. Certaines structures d'insertion s'inscrivent explicitement contre cette tendance à séparer les publics et à invisibiliser les publics captifs.

S'ENGAGER QUAND ON N'EST PAS VOLONTAIRE : QUESTIONNER LE SENS DU DÉFILÉ ENTRE ENVIE ET CONTRAINTE

Dans les entretiens, des incompréhensions voire de légères tensions se donnent à voir entre les publics volontaires et les publics captifs quant à l'engagement. Les volontaires «motivés», pour qui l'investissement «vaut le coup», ne comprennent et n'acceptent pas forcément que les publics captifs puissent ne pas partager leur enthousiasme, et ne pas faire preuve de la même détermination.

“J'ai souvenir d'une journée de répétition qui rassemblait beaucoup d'enfants des centres sociaux qui s'entraînaient à part. Souvent, ils venaient là pas très motivés, alors que nous, on se donnait à fond. Je me souviens d'une fois j'avais pour coéquipier un jeune garçon qui n'avait pas envie d'être là. Je n'avais pas envie de faire de leçons de morale et j'avais été obligée de voir [le chorégraphe] en lui disant : là, il faut que tu m'aides parce que moi, je sais pas comment motiver ce petit. Moi, je suis venue de mon plein gré pour danser et lui, il n'a pas l'air...” (Nathalie, Saint-Étienne)

D'autre part, certains publics captifs ont pu exprimer quelques réserves quant à l'investissement qui leur était demandé. Cela souligne que l'engagement dans le Défilé n'a pas la même valeur pour tous, il peut être très bien vécu, ou au contraire, être subi sur le mode de la contrainte, voire de l'exploitation. Ces tensions sont particulièrement présentes dans le cadre de l'insertion et de la participation des publics QPV.

Le sociologue Lionel Arnaud¹ a déjà soulevé cette tension à propos de stagiaires en insertion (2002). Il est probable qu'au fil des éditions, les jeunes participants, issus des QPV, soient de plus en plus souvent entrés dans le Défilé à coup d'incitations fortes des structures partenaires des projets, là où à l'origine l'emportait l'envie de suivre des chorégraphes ayant presque leur âge, issus des mêmes quartiers, et venus à la danse par le hip-hop. Les statistiques donnant la proportion de participants des QPV ne permettent absolument pas d'approcher cette question de l'envie ou de la pression à participer.

Cela questionne profondément le sens du Défilé. S'il a su répondre sur un mode symbolique aux besoins de reconnaissances et d'égalité exprimés dans les années 1990, aujourd'hui ne risque-t-il pas d'entretenir un rapport plus instrumental aux publics «empêchés» ?

Comme le sous-entendent certains chorégraphes, à rebours du discours dominant, est-ce les publics empêchés qui ont besoin du Défilé et de ses effets transformateurs, ou est-ce le Défilé qui a besoin de ces publics pour se légitimer et justifier des financements politique de la ville ?

“Ça m'est déjà arrivé de me retrouver dans des situations un peu embarrassantes, où les jeunes sentent qu'on a besoin d'eux [...] Ils savent que t'as besoin d'eux, et t'as l'opérateur dernière qui est sur les chiffres et qu'il faut des gens qui rentrent dans les critères politique de la ville. [...] Contrairement à ce qu'on essaye de raconter dans les livres c'est pas... l'enthousiasme des banlieues à aller en ville faire un Défilé [...] c'est une lutte, vraiment une lutte... [...] Et donc, y'a un truc qui peut se mettre à tourner à un moment donné à l'envers, quoi.» (Chorégraphe)

DES PROFESSIONNELS MILITANTS DE L'ACTION CULTURELLE POUR LESQUELS LA « PHILOSOPHIE » DU DÉFILÉ FAIT SENS

Du côté des professionnels, qui se définissent parfois comme des militants de l'action culturelle, la notion d'engagement est aussi très importante.

Tous le soulignent : participer au Défilé relève d'un choix, celui d'être au contact des amateurs et des publics empêchés. Participer au Défilé est alors vécu comme une manière de s'engager concrètement dans la vie de la cité, de tenter d'agir sur la société. Dès lors que leur rémunération est sans commune mesure avec leur implication et les savoir-faire mobilisés, notamment pour travailler avec des publics amateurs, il peut y avoir quelque chose de l'ordre du don dans leur participation.

“Participer au Défilé c'est contribuer à construire une société plutôt qu'une autre, contribuer et faire un choix d'être à un endroit plutôt qu'un autre. Très clairement, on fait le choix que pendant un an on va galérer à des répétitions où il manquera toujours la moitié des gens, où ce sera compliqué, inquiétant, insatisfaisant, flippant, parce qu'on se dira qu'on ne va jamais y arriver. Donc il y a quelque chose qui est de l'ordre du don, on donne à un moment donné de ses compétences, de sa personne, pour contribuer à un acte collectif et faire en sorte qu'il reste possible et qu'il continue de prouver un certain nombre de choses.» (Chorégraphe)

1. Arnaud Lionel, *Réinventer la ville : artistes, minorités ethniques et militants au service des politiques de développement urbain : une comparaison franco-britannique*. Presses universitaires de Rennes, 2008.

PROFESSIONNALISATION, DIVISION DU TRAVAIL, CHOIX DE PROFESSIONNELS AGUERRIS...

Sur le long terme, les groupes du Défilé ont fait évoluer leur mode de fonctionnement pour gérer la charge de travail. Tout d'abord, le Défilé s'est professionnalisé. Ce constat très partagé signifie qu'au fil des éditions, de plus en plus de réalisations ont été confiées à des professionnels rémunérés, avec une division croissante des tâches et parfois la réalisation de prestations «clé en main» là où auparavant des amateurs étaient mobilisés.

Du côté de l'organisation, le métier de coordinateur est apparu. Dans certains groupes, des postes spécifiques sous la forme de CDD de six, neuf mois ou plus ont été ouverts pour prendre en charge l'organisation générale du Défilé. Cette professionnalisation a été perçue comme la contrepartie de la montée en puissance du Défilé en nombre de participants et en qualité artistique.

On observe de plus en plus le recrutement de professionnels ayant déjà fait leurs preuves, si possible sur un précédent Défilé. Le choix de professionnels aguerris concerne aussi bien les opérateurs (opérateurs ayant «les reins solides» selon une expression plusieurs fois entendue) que les chorégraphes ou compagnies en charge du volet artistique du projet.

“ Les groupes étaient portés que par les bénévoles, il y avait vaguement quelqu'un de salarié qui était le chorégraphe, et peut-être vaguement le régisseur. Ils se faisaient payer pas très cher, le costume, c'était tout bénévole, tout était bénévole de A à Z. Très vite, ça a posé des tonnes de problèmes. De qualité, de fiabilité du projet. [...] Ce qui était demandé par [les directeurs artistiques du Défilé] c'était des enjeux de qualité, esthétiques, chorégraphiques, musicaux, etc. Et on peut reconnaître ça de positif, de tirer vers le haut, sauf que pour arriver à cette exigence de qualité, il faut des heures et des heures. Ce n'est plus du bénévolat. S'il faut y passer des journées entières pendant 3 mois, là, les gens disent je ne peux pas, quoi ! [...] Le Défilé, dans les dix premières années a basculé au professionnalisme. Toutes les fonctions bénévoles basculent en métiers. [...] Donc il y a une évolution qualitative, qui est positive, mais qui a des conséquences en ricochets dans la chaîne : financièrement, il faut payer les gens. »
(Opérateur)

Ce phénomène a contribué à l'augmentation du budget moyen des projets, excédant largement l'enveloppe financière attribuée à chaque groupe, sans pour autant éteindre le sentiment d'une rémunération trop faible. Selon les opérateurs, le budget nécessaire à un groupe Défilé varie entre 80 000 et 150 000 euros aujourd'hui, un chiffre bien loin de l'enveloppe de 27 000 euros, fournie par l'organisation centrale. Cela peut conduire à creuser l'écart entre les groupes.

UN SUR-ENGAGEMENT CHRONIQUE DANS LE DÉFILÉ

Pourtant, ce phénomène de professionnalisation continue à aller de pair avec un sur-engagement dans le Défilé, qui peut paraître chronique. Professionnels comme amateurs, tous nos enquêtés ont insisté sur ce point. On nous dit parfois que les équipes sont sous-staffées, que les structures sociales ne sont pas souvent toutes entières impliquées dans le projet, que ce sont finalement peu de personnes qui tiennent à bout de bras toute l'organisation. Ce sur-engagement au service d'une mission qui a du sens fait partie intégrante de l'ethos des militants de l'action culturelle. Toutefois, il peut mener à l'épuisement, et est un motif important pour décider qu'on ne repartira plus aux prochaines éditions.

DES FORMES DE RÉTRIBUTION MULTIPLES

Le Défilé offre des formes de rétribution très variées à l'engagement des professionnels et des amateurs. Tour d'horizon de quelques formes principales.

Vivre un beau Défilé. Le processus du Défilé en lui-même est une rétribution, du moins c'est sa promesse. Une joyeuse procession qui honore et valorise tous ceux qui y ont contribué, le contact d'équipes artistiques professionnelles / d'amateurs, de personnes très différentes, l'apprentissage de nouvelles compétences et savoir-être, la prise de confiance en soi, la qualité des liens qui se nouent dans les ateliers, la parade du jour J, etc. : pour la plupart des participants, l'aventure en elle-même justifie tous leurs efforts.

Du point de vue des amateurs, se sentir remerciés et bien pris en charge. Les participants sont particulièrement sensibles aux «petites attentions» des opérateurs et équipes artistiques (goûter à la fin des répétitions, barbecues et autres pique-niques, attention bienveillante des équipes, conservation du costume ou de belles photos de soi, etc.). Tous ces éléments participent à soutenir l'engagement, ou au contraire à le contrarier. Les professionnels sont très conscients de cet enjeu.

Se sentir professionnellement reconnu et considéré. De la même manière, les professionnels sont sensibles au soutien et à la considération qu'ils reçoivent de la part des acteurs publics qui se manifestent par la mise à disposition de salles adéquates, relais de communication, remerciements, discours officiels, etc.

Prestige, visibilité et opportunités professionnelles.

Le Défilé rétribue également les participants professionnels en mise en visibilité de leur travail, en apports en termes de réseau, et parfois en opportunités pour de nouvelles missions. Mais tous ne trouvent pas la même qualité de tremplin. Les costumières disent ne pas bénéficier du même éclairage que les chorégraphes. Les chorégraphes pointent des confrères plus mis en avant.

Rétribution (et répartition) financière. Les formes de rétributions financières sont aussi très importantes pour les professionnels, qui pointent le caractère insuffisant des rémunérations. Plus encore, c'est souvent la question de la répartition des rétributions financières qui apparaît problématique, notamment pour les costumières. Celles-ci expriment le sentiment de ne pas être traitées à la même enseigne que les chorégraphes par exemple (un seul poste financé, budgets inégaux, etc.).

Se sentir utile, agir pour la société. Enfin, les participants professionnels comme amateurs trouvent une importante forme de rétribution dans le sens qu'ils donnent à leur implication dans le Défilé, qui, comme dit plus haut, est vécu comme transformateur pour les publics concernés, et comme une manière de soigner la vie collective.

DU CÔTÉ DES AMATEURS, UN ESSOUFFLEMENT / UNE MUTATION DE L'ENGAGEMENT ?

Un bruit de fond nous a entourés durant toute notre enquête : monter des projets pour le Défilé serait de plus en plus difficile, au regard des moyens humains et financiers, des contraintes du spectacle dans l'espace public², mais aussi de l'évolution de la motivation des publics à s'impliquer sur le long terme. Cela se ressent particulièrement dans les quartiers en politique de la ville, où les publics sont de plus en plus difficiles à recruter, comme en témoignent de nombreux professionnels de ces territoires qui mettent en avant la dégradation socio-économique des quartiers et des tendances sociétales telles que l'individualisme, la montée du religieux, les pratiques numériques, etc.

Aux yeux des professionnels, la temporalité des projets est un facteur important pour l'engagement des publics. D'un côté, ils identifient une tendance à des pratiques culturelles en mode « zapping ».

D'un autre, ils valorisent le travail de longue durée sur les territoires pour parvenir à recruter des participants. Certains chorégraphes se sont fait une spécialité de cette formule, travaillant avec attention les « entre deux Défilés ».

A contrario, d'autres espaces ne souffrent pas du tout de ce déficit d'engagement, certains par exemple se voient contraints de mettre en place des listes d'attente face à l'affluence de participants volontaires. C'est le cas d'un groupe de l'agglomération lyonnaise qui s'appuie sur l'aura de l'opérateur dans le monde culturel, et sur un travail au long cours : les participants au Défilé sont souvent des habitués du lieu. Ce groupe semble également attirer davantage de publics de classes moyennes supérieures, caractérisés par leur rapport facilité et régulier à la culture.

Dans l'équilibre entre « culturel » et « social » que recherche sans cesse le Défilé, ces participants semblent plus attirés par le premier terme que le second, et ont d'intenses pratiques culturelles notamment dans le cadre de la Biennale. À la lecture de certains témoignages émanant de ces profils de participants (dans ce groupe et d'autres), l'engagement peut aussi sembler plus individualiste, et même consumériste en un sens. Participer au Défilé s'apparente à une offre culturelle comme une autre, une occasion qui permet une consommation culturelle avec un petit plus (le gigantisme de l'événement, le brassage social, le contact avec des chorégraphes reconnus, etc.)



Le Défilé (2010) © Stéphane Rambaud

2. cf. « Le Défilé, fête ou spectacle dans l'espace public ? », p.7.

« Pour moi [le Défilé] c'est un des spectacles proposés par [l'opérateur]. Donc c'est pour ça que j'y vais, c'est parce que c'est lui qui le propose. [...] Je vis pour la culture sur Villeurbanne et la Métropole, donc c'est une [offre culturelle] parmi tant d'autres, oui... d'ailleurs, sur le site On va Sortir dont je te parlais tout à l'heure, je fais plein de sorties culturelles sur toute la Métropole. » (Gérard, Villeurbanne)

Le creuset de cet écart entre des publics précaires qui viennent moins facilement, et des publics favorisés qui s'approprient davantage l'évènement montre que malgré sa volonté d'accéder aux publics dits « empêchés », le Défilé n'est pas épargné par les inégalités de fond en termes de pratiques culturelles entre les différentes classes sociales. D'autre part, il s'éloigne finalement beaucoup de ce qu'un chorégraphe déjà cité décrivait comme une « utopie obligatoire de la politique de la ville » qui masque peut-être la réalité des motivations et des profils de participants qui s'engagent aujourd'hui.

DU CÔTÉ DES PROFESSIONNELS, LA FRAGILITÉ D'UN ÉVÈNEMENT QUI REPOSE SUR LA DÉVOTION INDIVIDUELLE ET COLLECTIVE

À l'issue de notre enquête, il nous semble que le modèle reposant sur la dévotion des professionnels militants de l'action culturelle se fragilise. Beaucoup de personnes rencontrées en entretien ont arrêté ou vont arrêter le Défilé. Au-delà des motivations biographiques (passer à autre chose dans sa carrière, se sentir vieillir, etc.), la fatigue, voire le ras-le-bol de s'engager dans le Défilé ont été plusieurs fois exprimés. La durabilité de l'engagement tient à l'alignement de valeurs et aux rétributions effectives que peut offrir le Défilé. Si le sur-engagement est souvent relativement bien vécu dans le Défilé, deux tendances principales affectent la motivation : la combinaison de déceptions dans les rétributions, et la perte de sens.

QUAND LES DÉCEPTIONS EN TERMES DE RÉTRIBUTIONS S'ACCUMULENT : LE CAS DES COSTUMIÈRES

La déception et l'épuisement naissent à notre sens de l'accumulation des rétributions contrariées. Cette idée se nourrit particulièrement du cas des costumières, qui additionnent une faible rémunération, un sentiment d'injustice quant à la répartition des budgets, des conditions matérielles parfois difficiles, une prise en charge accrue de publics

« empêchés », avec une faible reconnaissance et visibilité (voire une invisibilisation) de leur travail. Elles réaffirment dans leurs témoignages l'étendue et la valeur de leur travail, un sujet qui a pu être source de tensions avec les autres participants et équipes artistiques.

Il est d'ailleurs intéressant de remarquer qu'elles décrivent parfois des mécanismes de résistance et mobilisent du vocabulaire issu de la lutte ouvrière (faire bloc dans l'atelier face au chorégraphe, rédiger collectivement des doléances, etc.). Pour beaucoup de costumières que nous avons rencontrées, leur profonde motivation à s'engager dans l'évènement apparaît très fragilisée.

QUAND LES ÉVOLUTIONS DE L'ÉVÈNEMENT QUESTIONNENT LE SENS DE L'ENGAGEMENT

Plusieurs professionnels nous ont décrit des évolutions du Défilé contrariant le sens profond de leur engagement. L'évolution des publics mentionnée plus haut impacte la motivation de ceux qui placent l'action sociale au cœur de leur identité professionnelle. Lorsque qu'ils pensent que leur travail ne bénéficie plus aux « bonnes » personnes, et qu'ils ne reçoivent pas les rétributions attendues, certains expriment le sentiment que leur intervention est instrumentalisée.

La transformation d'un Défilé populaire en une grosse machinerie institutionnelle et insérée dans des processus de marketing urbain³ est peut-être une représentation fantasmée par certains artistes, qui n'en affecte pas moins leur rapport au Défilé. La contrariété survient quand ils ont le sentiment que leur engagement est approprié pour créer une valeur qu'ils ne maîtrisent plus, bénéficiant à des acteurs avec d'autres ordres de préoccupations (jeux politiques, prestige du milieu culturel, etc.).

Enfin, le cahier des charges peut créer à la fois du découragement par sa lourdeur, et donner aux équipes artistiques le sentiment de perdre en capacité créative, tant les contraintes sont nombreuses. Ils sont alors quelques-uns à réaffirmer leur statut de créateur, contrarié par le poids des contraintes. On comprend que la solidité ou la fragilité de l'édifice va dépendre de ce que le Défilé peut proposer en face des attentes d'engagement des professionnels.

3. cf. « Le Défilé, fête ou spectacle dans l'espace public ? », p.7.

« Quand on est professionnel, on sait très bien qu'on ne l'a pas fait pour l'argent parce qu'on ne gagnait pas grand-chose, mais ce qu'on gagnait, c'est qu'on portait un projet où tout le monde était associé. [...] Ce que j'ai vécu les années suivantes, c'était complètement différent, au niveau des participants, je voyais la différence. C'est-à-dire que ce n'était pas aussi diversifié. Il y avait déjà tous les élèves de l'école de danse de la chorégraphe. Et puis après, les quartiers, tout ça, c'était un peu oublié. [...] Il n'y a même pas eu de soirées où on aurait mis en contact justement les gens du stage d'insertion. Donc, si c'est pour faire ça, effectivement, je ne vois pas l'intérêt. [...] à quoi ça sert de s'épuiser si ce n'est pas parce qu'on est fier d'avoir fait ça. Donc, oui, évidemment, on arrête. »
(Flore, Villeurbanne)

« J'ai trouvé qu'après, c'est devenu aussi une espèce de très grosse production et qu'il fallait faire mousser la vitrine de la culture lyonnaise sur le territoire national, mais international aussi. C'est ce sentiment-là, que les enjeux, le curseur a été déplacé un petit peu. »
(Chorégraphe)

LES ENJEUX

UN SECTEUR ARTISTIQUE ET CULTUREL QUI ACCUMULE LES DIFFICULTÉS

Les remontées de l'enquête invitent à questionner largement les conditions d'exercice et de rémunérations des professionnels de l'action culturelle. La pandémie de Covid-19 a rendu criantes les difficultés du secteur culturel et artistique. Des études ont montré que le monde culturel a été 2,5 fois plus touché que le reste de l'économie, et que le spectacle vivant a subi les plus grosses pertes⁴.

De plus, en 2021, l'Institut de Soins et d'Accompagnement des Artistes et des Techniciens (INSAART) a mené la première étude consacrée aux risques psychosociaux dans les métiers du spectacle et du divertissement⁵, et livre des résultats alarmants quant à la souffrance de ces professionnels, parmi lesquels les états dépressifs sont sur-représentés. Pour l'INSAART ce constat est à relier aux conditions de travail, combinant l'insécurité de l'emploi, de faibles rémunérations, des horaires décalés (soirées et weekend), le surmenage et la tendance à considérer les employés comme corvéables à merci, etc. Ce contexte général fait écho aux témoignages des professionnels engagés dans le Défilé.

4. Escudié Jean-Noël, *Crise sanitaire dans les entreprises culturelles : une perte de 20 %, mais très inégalement répartie*, publié le 22 mars 2022. - <https://www.banquedes territoires.fr/crise-sanitaire-dans-les-entreprises-culturelles-une-perte-de-20-mais-tres-inegalement-repartie>

5. *Étude sur l'impact psychologique des conditions d'exercice des métiers du spectacle et du divertissement*, dirigée par le Dr Emma Barron pour l'INSAART, 2021, 58 pages.

UN RENOUVELLEMENT GÉNÉRATIONNEL DES MOTIFS ET MODALITÉS D'ENGAGEMENT ?

Les jeunes ne s'engagent pas moins que leurs aînés⁶. En revanche, les modalités de l'engagement ont pu évoluer. Il ne s'agirait plus de vouloir « changer le monde », mais d'agir pour rendre le monde plus viable autour de soi.

La famille et la proximité sont d'ailleurs deux référents importants dans l'engagement des nouvelles générations. Cet engagement se caractérise également par un fort rejet des institutions, et ce qui leur est apparenté, une recherche d'espaces de liberté et d'intervention concrète, ainsi que la demande de participation à la gouvernance des projets.

D'autre part, le bénévolat est perçu comme une passerelle vers l'emploi⁷. En effet, des politiques publiques récentes mettent le volontariat au cœur du parcours vers l'emploi. Dans ce contexte, certains estiment que les discours valorisant moralement l'engagement auprès des jeunes « en déshérence sociale » sont inefficaces voire contre-productifs⁸.

Les tentatives d'imposer des heures de bénévolat dans certaines collectivités nuiraient finalement aux représentations de l'engagement. Les sollicitations concrètes émanant de l'entourage fonctionnent bien mieux pour susciter l'engagement que la promotion de celui-ci. Enfin, des acteurs associatifs promeuvent de repartir des envies de jeunes.

BÉNÉVOLAT, TRAVAIL GRATUIT ET CONQUÊTE PERMANENTE DE LA CITOYENNETÉ

Alors qu'en France le gouvernement annonçait, il y a peu, lancer une expérimentation visant à conditionner l'obtention du RSA à la réalisation obligatoire de 15 à 20 heures d'activités hebdomadaires, il nous semble important de questionner l'articulation entre engagement, travail gratuit et injonction à la citoyenneté.

6. « L'engagement citoyen et bénévole des jeunes : « Bilan de connaissances » et conditions de développement », *France bénévolat*. - https://www.francebenevolat.org/sites/default/files/DOCUMENTATION/Resume_Bilandeconnaissance_Engagement_jeunes_2018_defdef.pdf

7. Rivat Emmanuel, *L'engagement bénévole des jeunes : de nouveaux défis à relever ?*, *Tribune Fonda* N°239 - Les dynamiques de l'engagement - Septembre 2018.

8. « L'engagement citoyen et bénévole des jeunes : « Bilan de connaissances » et conditions de développement », *France bénévolat*. - https://www.francebenevolat.org/sites/default/files/DOCUMENTATION/Resume_Bilandeconnaissance_Engagement_jeunes_2018_defdef.pdf



Le Défilé (2014)©Stéphane Rambaud

À ce propos, la sociologue Maud Simonet⁹ propose l'expression de «travail gratuit» pour rendre compte de toutes les formes de travail non reconnues comme telles (réalisées en dehors du droit du travail, peu/pas de compensation monétaire). Travail domestique dénié au nom de valeurs et de représentations patriarcales, volontariat, stage et autre service civique promu comme autant de passerelles vers l'emploi, bénévolat, activités obligatoires pour les bénéficiaires d'allocations : toutes ces formes relèvent du travail gratuit.

Maud Simonet met en exergue la rhétorique de la «citoyenneté active» et de la «réciprocité du contrat social» qui sous-tend un processus d'expansion du travail gratuit. En France, le bénévolat et la mise au travail de bénéficiaires du RSA relèvent d'une même politique «qui incite les uns, contraint les autres, à travailler gratuitement pour la collectivité, pour faire preuve de sa bonne citoyenneté».

La sociologue Andrea Muhlenbach propose d'ailleurs la notion de «citoyenneté éthique» pour désigner ce nouveau régime, qui n'est plus un statut ni une condition, mais un processus dans lequel «il faut sans cesse faire la preuve de sa citoyenneté». Cela invite à la vigilance quant à l'invocation à la citoyenneté qui accompagne souvent la valorisation de l'engagement.

⁹ Simonet, Maud, *Travail gratuit, la nouvelle exploitation ?* Éditions textuelle, coll. Petite encyclopédie critique. 2018.

COMMENT S'EMPARER DE CES ENJEUX ? QUELQUES POSSIBLES...

COMMENT PRENDRE SOIN DES FORCES VIVES DU DÉFILÉ ? LE LEVIER FINANCIER

L'enquête montre que les énergies des professionnels sont mises à l'épreuve à chaque édition. S'ils sont prêts à consentir au sur-engagement, le Défilé doit-il tout de même tirer sur cette corde ? Considérant le levier financier, plusieurs options se présentent, qui n'ont pas les mêmes impacts.

Le Défilé pourrait injecter davantage de justice dans la rémunération et les moyens alloués en choisissant d'accompagner la répartition des budgets au sein des différents corps de métiers. Cela doit-il passer par la fixation d'une rémunération minimum par professionnel mobilisé ? Ou par une division préalable des moyens alloués à chaque poste artistique dans les groupes ? Une autre option est d'augmenter le nombre de professionnels rémunérés là où la surcharge est la plus importante, comme dans les ateliers couture.

COMMENT ACCROÎTRE L'ENVELOPPE ATTRIBUÉE AUX GROUPES POUR RÉPONDRE AU MALAISE EXPRIMÉ ?

Face à ces enjeux de rémunérations et de nombres de postes, le Défilé pourrait choisir de réduire son ambition artistique et donc les besoins financiers des groupes, ou au contraire d'accroître le financement apporté à chaque groupe. Mais comment ?

À côté d'une solution "classique", consistant à augmenter les contributions des partenaires publics, peu réaliste dans le contexte actuel, d'autres potentielles évolutions financières sont envisageables, qui impactent de diverses manières le sens donné au Défilé, entre fête, spectacle et espace d'engagement :

- Demander une contribution aux participants. La forte présence de publics plus aisés et très motivés questionne l'équilibre d'un événement qui s'appuie sur l'apport financier de publics captifs qui représentent une part statistique plus faible.

Faut-il imaginer un modèle de contribution des publics plus aisés, en s'inspirant par exemple du quotient familial ou du prix libre ? Si la gratuité est une valeur forte, y a-t-il un enjeu à passer sur une approche par l'équité ? Cela risque-t-il de faire basculer les participants sur un mode consommateur, ou cela répond-il à une évolution des usages déjà éprouvée ?

- Rendre le Défilé rue de la République payant. En France et à l'international, d'autres carnivals sont devenus payants pour le public. Une alternative peut se trouver de ce côté, ce qui accentue la dimension spectaculaire du Défilé, et le transforme en événement marchand. D'autre part, les entreprises pourraient-elles davantage être mises à contribution pour le Défilé à travers, par exemple, des tribunes payantes mises en vente aux comités d'entreprise ?
- Faire appel au financement participatif ou au don. Augmenter les budgets des groupes en recourant à la libre participation financière des habitants s'inscrirait dans la philosophie participative du Défilé, donc ne dénaturerait pas ses finalités. L'appel au don et mécénat pourrait être étendu, allant jusqu'à imaginer par exemple pour un modèle inspiré de celui de la Sagrada Familia (financée exclusivement par des dons et le prix des visites) qui conditionne la dimension de l'événement à la générosité de ceux qui croient en lui.

UN DÉFILÉ BASÉ SUR LA PARTICIPATION DES AMATEURS À TOUS LES ÉTAGES, OU QUI DEMANDE À DES PROFESSIONNELS DES PRESTATIONS CLÉS EN MAIN ?

Le Défilé n'a plus le même sens si les professionnels y prennent une place croissante. Il faut une dimension participative. Mais comment articuler les deux formes d'intervention, et comment soigner cette dimension participative et l'imaginer pour demain ?

Dans le cahier des charges faudrait-il indiquer que tous les ateliers et les réalisations afférentes doivent impliquer majoritairement des amateurs, contre la tendance dans certains groupes à demander à des professionnels des prestations « clefs en main », qui sous-entendent de renoncer aux objectifs liés à la participation ? Faut-il au contraire laisser plus de souplesse, et accepter que des professionnels prennent en charge des réalisations ?

Par ailleurs, comme l'enquête a montré la désillusion de certains militants de l'action culturelle, y a-t-il un enjeu à réinsuffler du sens dans le Défilé ? Faut-il par exemple lâcher sur les contraintes de cahier des charges et remettre l'exigence artistique (au sens de la création mais aussi de l'engagement politique) au centre ? Au contraire, peut-on se dire que le Défilé ne correspond plus à ce type de militantisme ? Doit-il alors se rapprocher d'une logique de prestation, comme nombre d'autres festivals ?

PÉRENNISER L'ENGAGEMENT OU FAVORISER DES MODALITÉS PLUS ÉPHÉMÈRES ?

Des professionnels regrettent que le caractère bien-nal du Défilé se traduise par la démobilité de participants qu'il a été ardu de mobiliser, notamment quand ils viennent des QPV, et par le départ de professionnels de valeur, tels les coordinateurs, qui ne reviendront pas forcément au Défilé suivant. Le caractère "saisonnier" du Défilé a donc des inconvénients de leur point de vue. Pour d'autres, le temps long du Défilé est un obstacle pour de nombreux publics qui gèreraient aujourd'hui leur intérêt en "mode zapping". Le Défilé doit-il alors se repenser dans le sens de la pérennité ou du caractère éphémère de l'engagement ?

- **Pérennité** : Le Défilé pourrait choisir de s'inspirer à nouveau du Carnaval de Rio, et de son inscription pérenne dans la ville à travers les écoles de samba. Une autre option consisterait en un subventionnement annuel des structures qui mobilisent les publics (par exemple une MJC opérateur du Défilé). Une option qui pose la question du type des structures en capacité de jouer ce rôle de « pôles permanents du Défilé » : municipalités, mais aussi équipements culturels, établissements scolaires, centres sociaux, structures d'insertion, etc.
- **Éphémère** : Le Défilé pourrait au contraire envisager des formes d'engagement plus éphémères, en diffusant davantage des formules de stages déjà testées avec des publics en insertion, et en les ouvrant à d'autres profils de participants.



Le Défilé (2018)©Thanh Ha Bui

Les territoires du Défilé : au-delà du maillage des acteurs, la production d'un sentiment d'appartenance ?

Le Défilé a plusieurs types d'impact territoriaux. Il permet à des participants de circuler, il suscite du maillage entre acteurs et des dynamiques territoriales (Feyzin, Bron, etc.) autour de la danse. Il a contribué dès 1996 à l'intégration des quartiers populaires de l'agglomération lyonnaise et de leurs populations, et participe depuis 2016 à une nouvelle politique culturelle en direction des territoires ruraux dits « prioritaires ». Il a engendré une bascule dans la manière dont Lyon et son agglomération se donnent à voir. La ville-centre, au poids culturel écrasant, a projeté, grâce au Défilé, l'image d'une ville festive, ouverte, qui ne craint plus ses périphéries, mais sait les accueillir lors d'une joyeuse parade dansée.

Notre enquête révèle que bien des participants ont le sentiment de représenter leur territoire en défilé à Lyon, vécu intensément quand ils viennent de lieux stigmatisés. En apportant de la visibilité, de la fierté, de l'identité culturelle, le Défilé rend moins asymétrique la relation entre Lyon et son extérieur. Il tend aussi à faire de la ville une capitale culturelle. Tout ceci nous apprend que le Défilé fabrique du territoire selon des modalités qui justifient d'y voir un bel outil de politique publique.

Et demain ? Quel format du Défilé, pour quelles relations entre Lyon, son agglomération et son *hinterland* ? Quelle part de groupes hors agglomération ? Comment exprimer l'articulation des identités territoriales, de l'attachement au local jusqu'au sentiment d'appartenance à la même planète ?

CE QU'IL SE PASSE DANS LE DÉFILÉ

UN DÉFILÉ QUI SE PRÉPARE DANS DE NOMBREUSES COMMUNES

La sélection des candidatures au Défilé privilégie historiquement des territoires rhônalpins situés dans les quartiers Politique de la ville (QPV). Elle ouvre néanmoins aux territoires de droit commun la possibilité de candidater, dès lors qu'ils s'associent à des territoires ayant des quartiers prioritaires. À chaque groupe du Défilé correspond un territoire, qui comprend l'opérateur, les partenaires, les collectivités qui viennent en soutien et les habitants invités à s'inscrire aux ateliers.

La mobilisation des participants se réalise à travers les multiples ramifications des structures, des professionnels, des bénévoles, chacun ayant des habitudes de travail partenarial et des réseaux. Lors d'une édition « normale » du Défilé, c'est-à-dire hors des deux éditions qui ont été impactées par les attentats (2016) et le

Covid-19 (2020-21), les participants viennent d'environ 600 communes de la région Auvergne-Rhône-Alpes. Lyon, Villeurbanne et Vaulx-en-Velin prennent systématiquement part au Défilé et d'autres villes, comme Bron, Vénissieux, Rillieux-la-Pape, très régulièrement. Là où la participation au Défilé est systématique, des habitants apprécient qu'il soit intégré à l'offre culturelle locale. À l'autre bout de l'échelle, des communes participent rarement ou pas du tout, y compris dans l'agglomération lyonnaise.

UN ÉLARGISSEMENT AUX FRONTIÈRES RHÔNALPINES, UNE PARTICIPATION LYONNAISE RÉDUITE À PEAU DE CHAGRIN

Lors de la première édition, 9 groupes sur les 16 présents venaient des arrondissements de Lyon, les autres de communes de l'agglomération. Dès l'édition suivante, le recrutement s'est élargi aux territoires extérieurs, en restant confiné aux limites rhônalpines.

Quand les Régions ont fusionné en 2016, les frontières se sont élargies au nouveau périmètre d'Auvergne-Rhône-Alpes, sans qu'aucun groupe d'Auvergne ne candidate d'ailleurs entre 2016 et 2021. Depuis les Défilés 2018 et 2021¹, les groupes situés hors de l'agglomération de Lyon représentent la moitié des projets et des participants au Défilé.

Dans le même temps, le nombre de groupes de la ville de Lyon a diminué progressivement, tant dans les candidatures que les groupes sélectionnés. En cause, l'augmentation des candidatures régionales et la réticence des opérateurs lyonnais à déposer une candidature, pour ne pas s'exposer à des difficultés financières.

L'élargissement territorial du Défilé, couplé au choix de Dominique Hervieu de limiter à 12 le nombre de groupes retenus par Défilé, donne à chaque projet une grande ampleur (organisation, nombre de participants, partenaires, etc.). Cet élargissement traduit également un changement de rapport de force au sein du Copil du Défilé, avec une capacité grandissante de la Région et de la DRAC à peser sur la sélection des projets.

Depuis 2013, la DRAC a engagé en Rhône-Alpes (puis en Auvergne-Rhône-Alpes), une politique culturelle en direction des territoires ruraux dits « prioritaires », c'est-à-dire des espaces jugés les plus « éloignés » de la culture. Dans ce cadre, la Région et la DRAC voient dans le Défilé une opportunité pour renforcer ou prolonger des contrats territoriaux d'éducation artistique et culturelle (CTEAC), signés avec les collectivités territoriales pour renforcer l'offre culturelle. À chaque édition, des candidatures de ce type sont soumises au Copil. Ainsi, Belley (Ain), la Matheysine ou la Bièvre-Valloire (Isère), ont participé au Défilé en 2018 et en 2020-21. Des chorégraphes en résidence dans ces territoires travaillent avec des structures socio-culturelles et les publics scolaires, et viennent se greffer à un projet de Défilé.

La lutte contre les « déserts culturels » dans des territoires éloignés des métropoles a donc contribué à déplacer les enjeux territoriaux du Défilé.

1. En 2018, 53 % des participants du Défilé se sont impliqués dans un des groupes de l'agglomération de Lyon, 47 % des participants sont donc issus de groupes hors de l'agglomération. Mais les habitants de l'agglomération sont minoritaires dès lors que l'on tient compte de la proportion non négligeable de participants aux groupes portés par les communes de l'agglomération lyonnaise qui résident hors de la Métropole de Lyon.

2. Pour une présentation de cette approche et son inscription dans les courants de la sociologie, voir Yolande Riou, Représentations, participation, ancrage, identité : quatre piliers pour penser l'inscription territoriale. Le cas du Berry, thèse de doctorat, Université d'Orléans, 2011.

DES PROJETS INTERTERRITORIAUX À DIMENSION HAUTEMENT SYMBOLIQUE

Le Défilé peut avoir un rôle dans la transformation du « périmètre » territorial auquel s'identifient des habitants. Quand des communes s'associent dans une candidature, il y a souvent un arrière-plan politique, par exemple accompagner un regroupement et contribuer à un sentiment d'appartenance élargi par rapport à l'échelle communale.

Les associations de territoires ont été encouragées par la Biennale dès les années 2000, et plus encore à partir de 2012, pour pallier au nombre insuffisant de participants de certains groupes. Des opérateurs et chorégraphes ont aussi choisi cette solution pour éviter de porter seuls leur projet, ou pour diversifier leurs sources de financement.

Pour ces raisons, les projets interterritoriaux, inexistant lors des deux premières éditions, ont été de plus en plus nombreux, jusqu'à représenter aujourd'hui la moitié des projets sélectionnés.

Les organisateurs et les élus ont valorisé ces associations parce qu'elles permettent à des habitants des QPV, peu mobiles, de sortir de leurs quartiers et d'échanger dans des conditions de mixité sociale avec des habitants d'autres communes. Elles sont ainsi devenues le symbole d'une capacité à « faire ensemble ».

Le partenariat réussi entre Sainte Foy-lès-Lyon et Vaulx-en-Velin, la « ville riche » et la « ville pauvre » (parties sept fois ensemble), rend en quelque sorte crédible une métropole apte à rassembler au-delà des divisions sociales, territoriales et politiques. L'étude indique néanmoins que les discours tenus sur ces projets interterritoriaux sont loin de susciter l'unanimité des participants, soit qu'ils se sentent peu concernés par cet enjeu, soit qu'ils ne s'identifient pas au territoire mis en avant par le groupe, soit qu'ils estiment qu'il en faut plus pour revenir sur des représentations bien établies.

UN SENTIMENT DE REPRÉSENTER SON TERRITOIRE

En nous appuyant sur une approche interactionniste et systémique de la sociologie², nous considérons que c'est parce que des acteurs investissent un espace donné à travers leurs pratiques et leurs représentations que celui-ci peut se voir conférer le statut de territoire. Étudier le sentiment d'appartenance d'individus à un espace revient alors à étudier tout le spectre

de l'appropriation qui s'y attache (pratiques sociales, modes de partage et de contrôle de l'espace, circulations, interactions, appropriations sensibles par le sens prêté aux pratiques, mémoire collective construite dans la durée).

Près de la moitié des participants interrogés dans le cadre de l'enquête a exprimé le sentiment de représenter, en défilant, le territoire de leur groupe, alors que l'autre moitié est surtout attachée à un chorégraphe, un projet, une structure porteuse, comme Frappaz à Villeurbanne, ou encore à d'autres participants. Ces participants manifestent une fierté à porter, par leur parade soigneusement préparée, les couleurs de leur territoire, ceci dans les rues centrales d'une ville qui, par son prestige, les honore. Au début du Défilé, il arrivait que des noms de communes soient brandis dans le cortège, une pratique proscrite par les organisateurs. Ce n'est plus le cas.

En revanche, à chaque édition, la presse locale consacre un nombre considérable d'articles aux participants des ateliers qui préparent leur cortège, ce qui témoigne à nouveau de la fierté que des territoires retirent de leur contribution au Défilé. Certains groupes ont une identité collective très affirmée. C'est le cas de celui de Bron, dont il est une évidence pour les défilants qu'ils représentent leur commune. Des chorégraphes et opérateurs interrogés ressentent aussi cette identification territoriale. Nous citons un chorégraphe qui a mené des projets en Drôme-Ardèche au début des années 2000 :

« Nous sommes de la Drôme, nous sommes de tel quartier, nous allons à Lyon. C'était bel et bien dit, et les gens le disaient dans le Défilé. Quand ils se rencontraient dans les week-ends que l'on faisait ensemble ils se disaient de quel quartier ils venaient. En ça, il y a peut-être quelque chose qui peut être similaire à un rite. On va montrer quelque chose à l'extérieur qui permet de faire un passage de notre intérieur vers l'extérieur. » (Chorégraphe)

Des chorégraphes stimulent leur troupe par des formules qui font monter l'esprit de compétition (« On va être les meilleurs ! »), à l'instar notamment de Mourad Merzouki. Ce sentiment est probablement vécu avec le plus de fierté dans les territoires qui dans leur histoire ont été dominés sur les plans culturel, social et économique. C'est le cas, par exemple, des périphéries de Lyon, de la région stéphanoise, de la région matheysine, etc. Les participants qui viennent de ces territoires se disent sans esprit de revanche vis-à-vis de Lyon. À travers le Défilé, ils font la démonstration que leur commune et ses habitants « existent ».

Le Défilé peut alors provoquer de petites bascules dans la manière dont est perçu un territoire, de l'intérieur, par ses habitants eux-mêmes, et de l'extérieur. Les exemples de Vénissieux et Vaulx-en-Velin sont frappants.

« Au dernier Défilé, j'étais en spectatrice. On s'est dit qu'on allait s'installer pour voir le Défilé. On s'installe. Et c'est la fierté dans le regard des mamans quand elles ont vu passer le Défilé, et elles l'ont dit – il y avait des gens à côté : "C'est nous qui avons fait les costumes", "Bravo, mesdames !". Elles n'ont vraiment pas pu s'empêcher de dire "C'est nous qui avons fait. C'est notre ville, c'est Vénissieux. On est de Vénissieux". Et les gens ont applaudi en même temps que le groupe passait. C'était un truc extraordinaire. Et on voit, elles avaient une fierté d'être vénissiennes. Alors que d'habitude, on dit tout doucement qu'on vient des Minguettes, parce qu'on ne sait jamais. Et là, elles étaient fières d'être vénissiennes. Et ça, c'est important, ça n'a pas de prix. » (Marie-Josée, Vénissieux)

Dans le même esprit, les participants de Saint-Étienne ont unanimement exprimé le sentiment d'avoir contribué à restaurer l'identité stéphanoise.

« Ça fait du bien de représenter une ville aussi fragile que la nôtre dans quelque chose de beau. On ne nous offre pas souvent de raisons d'être fier de notre ville, assez maltraitée voire mal aimée, donc là, participer à la Biennale pour Saint-Étienne et pas contre Lyon, moi je trouve ça super motivant. » (Anne, Saint-Étienne)

Dès lors que chaque groupe représente une ou des communes, il est apprécié que les édiles le supportent. Leur présence et leur soutien au Défilé sont soulignés dans les entretiens. À l'inverse, le faible engagement, voire le désintérêt d'un maire, est mal vécu.

Les participants comparent les groupes, les classent dans une sorte de palmarès (qualité de la chorégraphie, costumes, etc.). À leurs yeux, la compétition intergroupes est saine : elle pousse chacun à se dépasser, sans être dans un rapport d'antagonisme avec les autres.

C'est ainsi qu'il faut sans doute entendre les formules « Nous avons les plus beaux costumes », « Nous étions en tête du cortège », que peuvent s'échanger les participants. Un glissement semble par ailleurs se deviner entre les premiers Défilés, où les populations migrantes incluses dans les cortèges pouvaient faire référence à leur pays d'origine (souvent dans une logique d'hybridation : nous sommes de Vaulx-en-Velin, et sommes originaires des Comores, etc.), et les éditions ultérieures, où l'identité territoriale mise en avant porte essentiellement sur les lieux où l'on habite.

DÉFILER AU CŒUR DE LYON REVÊT UN SENS PARTICULIER

Les organisateurs ont choisi pour le parcours du Défilé le cœur historique de la ville de Lyon (place des Terreaux, rue de la «Ré», place Bellecour), lui donnant une puissance symbolique sans commune mesure à ce qu'il serait s'il se produisait dans d'autres villes de la région. Des participants se disent stupéfaits et flattés d'avoir la rue de la République «bloquée pour nous». Ils soulignent l'importance de cette artère, dont les bâtiments sont prestigieux mais aussi très identifiables, associés à l'identité de Lyon : «Le Défilé c'est Lyon, c'est la rue de la République». Une participante explique ainsi que si l'on défilait au milieu d'immeubles résidentiels classiques, on ne se sentirait pas à Lyon. Le cœur de la ville, qui est historiquement le lieu du sacré, le lieu noble, le lieu éminent, a donc ici une fonction d'ennoblissement (Dujardin, 2002)². «On avait vraiment l'impression, ce jour-là : la ville nous appartient», témoignent-ils, signifiant que Lyon est, au moins durant ce jour, *leur* ville.

En défilant, les groupes créent un lien invisible entre la multitude de lieux d'où ils viennent et la ville qui les célèbre. Il est probable que par leur ressenti, ils contribuent à faire de Lyon la capitale de tous ces lieux. Il faut souligner que c'est la ville de Lyon, et non la métropole lyonnaise, qui est citée comme lieu d'accueil du Défilé. Ils sont par ailleurs flattés de découvrir que l'événement est couvert par des chaînes de télévision. Si des participants parlent de «prestige», «d'événement international», c'est à la fois en raison de l'espace où se déroule le Défilé, de cette exposition médiatique, et du nombre de spectateurs dans les rues.

UN DÉFILÉ QUI CHANGE L'IMAGE DE LYON, DE SON AGGLOMÉRATION ET DE LA MÉTROPOLE

Dès les premières éditions du Défilé, les organisateurs, mais aussi des élus, des médias, des universitaires, ont eu l'intuition que celui-ci contribue à faire prendre conscience, voire à fonder, une réalité politique métropolitaine, celle d'une agglomération riche de la diversité de ses territoires et de ses habitants. Dans cette perspective, le Défilé serait une sorte de rituel qui exprimerait la dimension politique (au sens de *polis*) de l'agglomération lyonnaise, en donnant par ricochet une dimension humaine à la collectivité territoriale qui épouse ses contours, la Communauté urbaine de Lyon, puis la Métropole de Lyon.

Très rapidement, il a été affirmé, sans guère de preuves, que le Défilé contribue à un sentiment grandissant d'appartenance à la métropole.

À un premier niveau, les entretiens réalisés démentent cette interprétation. À une exception près, les participants n'évoquent jamais un sentiment d'appartenance à l'agglomération, ou l'idée qu'ils représenteraient, via leur groupe, la métropole. La métropole a peu de réalité pour les gens, si ce n'est du point de vue administratif, voire, pour des acteurs qui le savent, du point de vue financier (financement du Défilé).

À un deuxième niveau, l'analyse indique que le Défilé a contribué, avec d'autres événements, les Journées Européennes du Patrimoine notamment, à valoriser l'identité et le patrimoine des communes de l'agglomération lyonnaise, faisant probablement entrer dans les consciences que la richesse, la vitalité, la créativité culturelle, ne sont pas l'apanage de la ville-centre. La fierté que cet «ennoblissement» engendre dans les communes concernées est probablement une ressource de première importance pour un sentiment d'appartenance métropolitain.

Patrice Beghain, l'adjoint à la culture de la Ville de Lyon entre 2001 et 2008, qui a œuvré pour que le Grand Lyon prenne la compétence des Biennales et des Journées européennes du Patrimoine, avait cette lecture politique. Il percevait aussi, à l'instar d'autres élus, que le Défilé modifiait tout à la fois la façon dont Lyon pouvait se percevoir et se donner à voir (ville de travail, ville bourgeoise, ville triste et sage, ville complexée par son rapport à Paris, etc.), et la façon dont les communes de sa périphérie immédiate pouvaient se percevoir et être perçues.

Bref, accueillir le Défilé à Lyon a produit un triple déplacement des perceptions : démonstration de la vitalité des communes périphériques, démonstration de la capacité de Lyon à s'ouvrir, démonstration d'une richesse patrimoniale étendue à l'ensemble de l'agglomération.

“Ça a contribué à changer l'image de la métropole parce que ça a donné l'image aussi d'une ville qui n'était plus la métropole à elle toute seule, mais qui était en capacité de s'ouvrir, dans une espèce d'égalité des territoires. Le transfert des Journées européennes du Patrimoine procédait de la même logique [...] qui n'était pas seulement une logique d'élargissement territorial, mais aussi une logique d'élargissement identitaire. L'identité de Lyon, à travers les Journées européennes du Patrimoine, ce n'était pas seulement la cathédrale Saint-Jean ou l'Hôtel de Ville, c'était aussi, telle ancienne usine présente à Vénissieux ou Vaulx-en-Verin dont le projet de réutilisation était porté souvent par d'anciens salariés, ou telle création architecturale du 20^e siècle à Givors par exemple». (Patrice Beghain)

2. Philippe Dujardin, «Quand la cité prend corps», *EspacesTemps*, n°78-79, 2002.

TROIS GRANDS TYPES D'IMPACTS TERRITORIAUX

Un projet de Défilé a finalement trois grands types d'impact sur des territoires.

Premièrement, il permet aux participants, voire à ceux qui les accompagnent (parents, proches), de circuler, de découvrir leur propre ville, d'autres villes (en cas d'éparpillement des ateliers), ou encore des équipements culturels. Il fait découvrir un peu le Lyon historique, terre inconnue pour nombre de participants.

Au fil des éditions, leur mobilité s'est renforcée, nombre d'entre eux changeant de groupe en fonction de la facilité d'accès à des répétitions, des affinités qu'ils ressentent avec un projet, un chorégraphe, ou encore du choix de participer au Défilé avec des proches. Quand une commune n'a pas de Défilé lors d'une édition, des participants se reportent souvent sur le groupe le plus proche, en passant de Vénissieux à Lyon 8^e par exemple. Les habitudes de travail et les amitiés forgées au fil des éditions motivent d'anciens participants à se déplacer, pour apporter leur aide dans un atelier notamment. En faisant circuler les participants, le Défilé peut lever des a priori sur les territoires fréquentés, ou au contraire les consolider.

Des participants évoquent leur découverte des quartiers de Vaulx-en-Velin, et d'une vie culturelle qu'ils ne soupçonnaient pas. L'étude montre néanmoins que la circulation des participants d'un groupe à l'autre est compliquée, et que des personnes qui aimeraient participer ou revenir au Défilé peuvent y renoncer, quand leur commune ne porte pas de projet, qu'il est trop compliqué de se rendre aux ateliers ou lieux de répétition les plus proches (coût et temps de déplacement, horaires, etc.).

Le Défilé a un autre impact : il permet à des réseaux de se tisser localement entre acteurs, il occasionne du maillage entre les structures situées dans les communes participantes, des partenariats, ce qui est profitable à d'autres projets et aux habitants. Des artistes ont développé des relations singulières à des territoires qui les ont vus grandir, s'épanouir professionnellement, parce qu'ils y ont des attaches ou y ont trouvé des opportunités, tels Mourad Merzouki à Bron, Sylvie Guillermin dans plusieurs territoires de l'Isère, Aurélien Kairo à Feyzin, Régis Bourquin en Drôme-Ardèche, Annick Charlot à Irigny, etc.

Comme l'a décrit le deuxième cahier, des communes s'emparent plus ou moins du projet du Défilé en matière de portage ou d'animation de leur territoire.

Certaines sont très investies (Feyzin, Bron, etc.), d'autres sont décrites sous l'angle d'un portage politique problématique (Lyon, Vénissieux, etc.). Les dynamiques territoriales enclenchées à partir d'une participation au Défilé ne sont donc pas les mêmes. Des villes sont soucieuses que leur investissement profite à leurs habitants, et peuvent conditionner leur financement au fait qu'une certaine place leur soit accordée. Dans tous les cas, l'organisation d'un « pré-Défilé » dans le territoire qui l'a produit est un moment apprécié, parce qu'il fait de ses habitants les premiers destinataires de la parade.

Le troisième impact porte sur l'image d'un territoire. Le Défilé peut ainsi en exprimer l'unité, ce qui sera plus intéressant si le sentiment de cohésion est un enjeu stratégique pour le territoire en question (intercommunalité récente par exemple), ou si la ségrégation socio-spatiale est forte. À Bron ou à Vaulx-en-Velin par exemple, il a été considéré que proposer à tous les habitants de la commune une participation au Défilé revêt une symbolique forte. Au-delà de cette dimension, l'efficacité de cette participation a été relativisée par des témoignages qui soulignent la puissance des phénomènes de ségrégation (habitants qui fréquentent uniquement certains espaces et équipements de leur communes, socialités exclusives), laissant penser qu'il est hors de portée du Défilé de produire à lui seul un sentiment d'appartenance élargi.



Le Défilé (2016) ©Lucas Manificat

LES ENJEUX

RETERRITORIALISATION DES IDENTITÉS : DÉSAMORCER LA TENTATION « EXCLUSIVISTE » ?

Un des ressorts de la mobilisation des groupes est leur motivation à représenter leur territoire, lors du Défilé. Ce sentiment d'appartenance n'empêche les participants ni d'exprimer qu'ils se sentent tous unis lors de cet événement, ni d'exprimer un sentiment de multi-appartenance territoriale («Je suis de Vaulx-en-Velin, mais je me sens aussi de Lyon, et de l'Île de la Réunion dont je suis originaire, et aussi citoyenne du monde» par exemple), ni d'avoir d'autres motivations à s'inscrire. La capacité du Défilé à alimenter un sentiment de multi-appartenance territoriale est précieuse dans un contexte où les territorialisations «exclusivistes» se développent.

En effet, deux grandes logiques sont identifiées depuis plusieurs décennies au niveau mondial. Celle de la territorialité exclusiviste qui défend l'homogénéité de la population d'un territoire, avec, au bout de cette logique, la territorialité fermée, appelée parfois «territorialisme» (ethnisation, survalorisation du territoire d'appartenance, tendance à l'exclusion des personnes considérées comme étrangères). La thèse controversée du «choc des civilisations» de Samuel Huntington (1997) s'est inscrite dans les interprétations qui mettent en avant la montée des identités culturelles exclusives, avec sa proposition centrale selon laquelle une reterritorialisation est en cours autour des grandes unités socioculturelles, les «civilisations».

On mesure en Europe et dans le monde l'avancée de cette logique : renforcement du sentiment national, montée en puissance de la thématique identitaire dans le cadre de la mutation idéologique des droites radicales, dimension d'identité exclusiviste et xénophobe dans divers mouvements populistes, etc.

La seconde logique est celle d'une territorialisation plus flexible. Concourant à cette logique, deux formes d'expérience sont assez nouvelles : celle de la multi-territorialité, favorisée notamment par les technologies de l'information et par le développement des transports. Elle traduit la possibilité de faire l'expérience simultanée de différents territoires, tout en reconstruisant de manière permanente celui que l'on considère sien, une expérience qui change donc notre rapport au temps et à l'espace. La multi-territorialité manifeste également la formation d'une conscience d'appartenir au même «territoire-monde», renforcée par les questions écologiques qui amènent à percevoir

la Terre comme un tout. Ce processus, perçu comme dessinant un nouvel horizon il y a quelques décennies par des intellectuels (Edgar Morin pour ne citer que lui avec son ouvrage *Terre-patrie*) qui défendaient l'idée que les appartenances s'élargissent de plus en plus, jusqu'à arriver à l'appartenance ultime au genre humain, est néanmoins un schéma téléologique de plus en plus contredit par les vécus.

Le Défilé doit de fait se positionner par rapport à ces logiques, qui le mettent en tension. Il a contribué à nourrir et valoriser des identités territoriales, y compris hyper-locales tout en restant dans une approche ouverte de l'appartenance territoriale, en faisant la démonstration que l'attachement au local et le sentiment d'appartenance élargi sont tout à fait compatibles, ou que produire une œuvre culturelle à partir d'identités multiples est fécond.



Le Défilé (2010)©Métropole de Lyon - Jacques Leone

SENTIMENT D'ABANDON DES PÉRIPHÉRIES ET RESENTIMENT À L'ÉGARD DES MÉTROPOLIS

Le Défilé est historiquement dirigé vers les banlieues populaires et leurs habitants, qu'il s'agit de faire participer et d'intégrer. Mais depuis 1996, et comme l'a montré de la manière la plus nette le mouvement des Gilets jaunes, les « banlieues » ne sont plus seules à exprimer colère ou désarroi. Un phénomène qui peut être rapporté à l'évolution de la perception des métropoles. Plusieurs lois de décentralisation ont abouti à la mise en place au 1^{er} janvier 2019 de 22 Métropoles en France, un statut qui permet souvent, outre de gagner en visibilité, de changer de dimension en termes de gouvernance et de moyens.

Dans les métropoles, où résident 29% de la population française, la population pauvre côtoie des ménages au niveau de vie élevé, mais le phénomène de la métropolisation contribue à accentuer les inégalités sociales, en leur sein, et entre elles et leur extérieur. Depuis le référendum sur Maastricht, un clivage sociologique et électoral, tout à la fois réel dans les faits et fantasmé quant à ses proportions, oppose les métropoles, connectées à la mondialisation, et des périphéries, qui restent dans le monde d'avant (Jérôme Fourquet, *L'Archipel français*, 2019). Le CESE note dans son avis « Fractures et transition : réconcilier la France » (2019) qu'un ressentiment monte chez les personnes habitant les bourgs ruraux et les villes petites et moyennes envers les métropoles, perçues comme concentrant des ressources auxquelles ces personnes ne peuvent avoir accès.

Ce ressentiment est alimenté par un sentiment d'abandon et de recul des services publics. Les statistiques montrent que ce sentiment, qui alimente directement un sentiment d'injustice, est plus marqué dans ces espaces périphériques, périurbains et ruraux, qui ne sont pas les plus pauvres, mais où les services publics sont généralement moins présents. Une étude du CREDOC menée en 2017 montre à ce propos que près de 30% des Français ont aujourd'hui le sentiment d'habiter dans un territoire délaissé par les pouvoirs publics. Le terme « métropole » est également de plus en plus mobilisé par des militants anticapitalistes pour désigner un processus qu'il s'agit de défaire. Dans leurs discours (banderoles, murs, tracts, tribunes des collectifs), les mots « métropole » et « métropolisation » sont associés : les nouvelles structures institutionnelles sont reliées à la métropolisation comme dogme néolibéral visant la concentration de la production capitaliste de valeur dans les plus grandes villes (« Et tout, le monde, déteste la métropole ? » Entretien avec la critique sociale, *Métropoles*, n°28, 2021). Des projets concernant les métropoles

sont perçus sous cet angle, tels les ZFE, en passe de devenir un emblème des métropoles excluantes pour une partie des catégories populaires.

C'est là que le Défilé interpelle : s'il n'a pas pour vocation de réimplanter des services publics sur les territoires, il peut d'une part contribuer à renforcer l'offre culturelle sur certains (CTEAC, résidences d'artistes, ateliers...), et d'autre part et surtout, redonner un sentiment de valeur culturelle à des territoires. C'est probablement une autre manière de contrecarrer le sentiment d'abandon et de désamorcer du même coup un sentiment d'injustice, puisqu'ici c'est bien une métropole qui accueille le Défilé et met ses participants à l'honneur.

LE DÉFILÉ, UNE MANIÈRE POUR LYON D'ÊTRE CAPITALE PAR ADHÉSION PLUTÔT QUE PAR DOMINATION?

Si Lyon commence à rayonner sur son territoire régional avec son expansion industrielle au 19^e siècle, cela n'installe pas une identité avec les territoires qui sont en relation (souvent d'infériorité) avec cette ville. Notre enquête révèle que pour les défilants, Lyon est la ville où l'on veut défiler. Le Défilé semble produire une première mise en visibilité de Lyon en tant que capitale culturelle régionale non pas auto-proclamée mais plébiscitée par les publics. Par ailleurs, c'est à Lyon que se produit la valorisation des groupes et de leurs territoires, qu'il s'agisse des communes de l'agglomération qui trouvent le moyen d'affirmer leur valeur culturelle, ou de territoires extérieurs.

Le Défilé contribue ainsi à inscrire la ville de Lyon dans un espace relationnel qui s'affranchit d'anciens modèles hégémoniques, et à faire du Défilé l'espace qui exprime l'existence d'une communauté de valeurs.

À ce titre, le Défilé peut contribuer à poser un « relationnel territorial » entre la Métropole de Lyon et son extérieur, utile voire indispensable à la réalisation des objectifs de politique publique (notamment de planification écologique) de cette dernière. Il peut contribuer à construire une politique fondée sur le principe d'une coopération avec les territoires adjacents, périurbains et ruraux, en prenant en compte non seulement la dimension fonctionnelle de leur interdépendance, mais en l'inscrivant également dans une dimension historique³.

3. Cela a été pointé comme une condition de réussite des objectifs métropolitains en matière de transition écologique : Fondation Jean Jaurès, « Un nouveau récit de la métropolisation : une opportunité pour une stratégie territorialisée de la planification écologique et solidaire », 2022.

COMMENT S'EMPARER DE CES ENJEUX ? QUELQUES POSSIBLES...

FAIRE VÉRITABLEMENT DU DÉFILÉ UN RITUEL D'AGGLOMÉRATION, OU EN FAIRE LE PORTE-DRAPEAU DE LYON, CAPITALE CULTURELLE D'UN VASTE TERRITOIRE ?

- La première option implique le choix radical de revenir sur l'élargissement territorial du Défilé aux groupes venant de la Région, et de recentrer le Défilé sur l'agglomération lyonnaise. Cette option se justifierait s'il est considéré que le Défilé doit être un rituel d'agglomération au sens plein, permettant à une cité de se rassembler, de faire corps, d'exprimer un sentiment d'appartenance, en fêtant ses territoires et populations. Cela suppose que la cité dont le Défilé est le symbole corresponde précisément au périmètre de la Métropole de Lyon. Une telle option supposerait qu'au sein du Copil, la Métropole de Lyon estime que les enjeux (défaut d'intégration des quartiers, défaut de sentiment d'appartenance, etc.) justifient ce choix, qui serait impliquant financièrement pour elle, puisque la Région se retirerait des financeurs. Ce choix n'interdirait pas d'avoir des groupes extérieurs invités, mais à la marge. Il prendrait donc au sérieux la formule souvent prononcée du « rituel d'agglomération », en adaptant la forme du Défilé à cet objectif.

Alors que durant l'enquête les participants n'ont pas témoigné d'un sentiment d'appartenance à la métropole, il est possible que cela change si le Défilé était pensé selon cet axe.

- La deuxième option consiste à continuer ou maintenir l'élargissement territorial du Défilé, ce qui contribue de fait à poser Lyon comme capitale culturelle d'un vaste territoire. L'avantage est de modifier les relations entre Lyon, sa métropole et ses alentours, d'en faire une sorte de phare culturel et humaniste, posant une dimension de capitale régionale ou suprarégionale sur un domaine distinct de l'économie et de l'emploi, porteur de sens.

UN DÉFILÉ POUR DIRE LA VALEUR DE TERRITOIRES STIGMATISÉS, OU L'APPARTENANCE À LA MÊME TERRE-PATRIE ?

Les anthropologues et sociologues ont coutume de dire que le rituel institué, renforce la cohésion d'un groupe ou l'ordre social. À partir des résultats de l'étude, on comprend que le Défilé peut établir différentes choses. Pour les définir, on pourrait se demander : quelle utopie décide-t-on de projeter aujourd'hui sur le Défilé ? Parmi les options possibles, citons en deux :

- Des participants disent que le Défilé « redonne confiance en l'humain », ce qui plaiderait pour un rituel qui symbolise, par exemple, l'appartenance à une même terre-patrie.
- Des défilants affirment que participer réinscrit leur territoire sur la carte, ce qui plaiderait pour un rituel exprimant la valeur de tous les territoires et de tous les habitants, en particulier celles et ceux victimes d'invisibilisation ou de stigmatisation.

METTRE EN AVANT DES MOMENTS COMMUNS POUR EXPRIMER L'IDENTITÉ COMMUNE, OU ASSUMER DES PROPOSITIONS HÉTÉROGÈNES, POUR EXPRIMER LA PLURALITÉ DES IDENTITÉS ?

- Mettre en valeur ou augmenter les moments communs, comme actuellement de danse ou de chant à la fin du Défilé, pour exprimer l'unité, la capacité à être à l'unisson, l'appartenance commune, etc.
- Ou estimer qu'un thème commun au Défilé suffit pour exprimer ce qui rassemble les participants, et qu'il faut plutôt exposer la diversité des récits, la diversité des modes d'accès à des thèmes universels, la diversité des modes d'articulation des identités, la multi-appartenance ?

Le Défilé (2010)©Métropole de Lyon - Jacques Leone



SANCTUARISER LE PARCOURS DE LA RUE DE LA RÉPUBLIQUE OU LE RENOUVELER, JUSQU'À ALLER À DÉMULTIPLIER FLUX ET LIEUX ?

- Maintenir le parcours historique dans l'hyper-centre de Lyon ? Les retours de l'enquête plaident pour garder cet écrin en raison de la puissance symbolique et valorisatrice d'un Défilé situé dans les artères historiques de Lyon.
- Alternier au fil des éditions et des symboles ? Hors de Lyon, des défilés ont fait ce choix, telle la Zinneke Parade qui a traversé Bruxelles du nord au sud, fait aussi le tour du centre-ville, et est également partie de quatre carrés distincts pour converger vers le centre : à l'arrivée, les participants se sont assis en cercle pour former un centre symbolique autour d'un repas partagé. Dès lors que l'on ne considère pas l'actuel cahier des charges comme un cadre immuable, mais comme un schéma adaptable, on pourrait imaginer des flux convergeant vers un point central, ou un parcours qui change en fonction d'un symbole (un parc pour la biodiversité). Le choix d'un nouveau parcours peut symboliser un tournant politique. En l'occurrence, le parcours le long des berges du Rhône, choisi en 2002 et 2004, avant l'inauguration en 2007 des Berges du Rhône, annonçait la « reconquête des fleuves ». Mais ce choix peut également exprimer que la centralité de la Métropole se situe hors de la Presqu'île. Parmi les anciens membres du Copil, Marc Villarubias a proposé que le Défilé se fasse sur le périphérique, pour symboliser le lien entre Lyon et l'est de l'agglomération, alors que Guy Darmet a pu proposer l'avenue Jean Jaurès, pour finir le Défilé au Stade de Gerland.

MAINTENIR LA LIMITE DES 12 GROUPES PAR DÉFILÉ, OU REVENIR DESSUS ?

- En rester à une candidature ouverte à 12 groupes ? En 2012, Dominique Hervieu a donné des arguments à cette limitation, parmi lesquels la qualité du Défilé, la durée limitée de la parade ou encore la facilité d'organisation.
- Laisser comme cela a été le cas entre 1996 et 2010 la possibilité d'avoir plus (ou moins) de groupes ? Un nombre non limité à 12 comporte d'autres avantages, notamment le renouvellement plus aisé des artistes et des territoires, en facilitant les candidatures (moindre focalisation sur la notoriété des chorégraphes et la capacité de rassemblement de

l'opérateur). À signaler que pour qu'il y ait plus de groupes, il faudrait qu'il y ait davantage de candidats. Pour l'édition 2023, seules 14 candidatures ont été reçues, et le risque est pointé que ce nombre ne soit même pas atteint à l'avenir. Se pencher alors sur les moyens d'enrayer la chute historique des candidatures ?

METTRE DE LA COMPÉTITION ENTRE TERRITOIRES, OU EN RESTER À UN DÉFILÉ BASÉ SUR L'ÉMULATION ?

- S'inspirer du carnaval de Rio, où la compétition est présente à travers l'esprit de compétition entre écoles de samba et quartiers, et la désignation de champions. Cela reviendrait à formaliser une forme de compétition sous-jacente dans le Défilé, mais qui n'a pas d'expression autorisée, tout en gardant un esprit d'unité et d'émulation. Cela aurait pour intérêt d'utiliser davantage un ressort psychologique très stimulant pour certaines personnes, et de changer le narratif du Défilé, en « dramatisant » les performances des groupes, en donnant des possibilités nouvelles, comme une remise de prix divers concernant la danse, les costumes, les chars, la musique, permettre le vote du public, etc.
- En rester au format actuel, d'émulation entre communes et territoires. L'intérêt de ce choix est d'éviter de faire apparaître des gagnants et des perdants. Il est cohérent avec la manière dont le travail des groupes est organisé (esprit de coopération).

ENVOYER TOUS AZIMUTS LES APPELS À PROJETS OU CHERCHER À COLORIER LES ZONES BLANCHES ?

- Continuer à envoyer tous azimuts les appels à projets tout en s'assurant de la participation de communes clés comme Lyon, Villeurbanne ou Vaulx-en-Velin par exemple. Cette modalité a l'avantage de partir des « envies » locales de participation.
- Chercher à colorier les « zones blanches » de non-participation au Défilé révélées par une cartographie récente (agglomération grenobloise quasi absente avant l'édition 2023, etc.) ? Si cette option est choisie, faudrait-il réaliser un audit pour comprendre les difficultés et motivations de ceux qui ne candidatent pas, faire émerger ou accompagner des candidatures, accepter des projets plus fragiles ?



©Stéphane Rambaud, 2010

« Être ensemble » dans le Défilé, une ambition à parfaire au sein des ateliers ?

Le Défilé donne l'occasion à de nombreuses personnes de faire ensemble durant les ateliers, avec un mélange entre les âges et les milieux sociaux. La projection vers un objectif motivant, le temps passé ensemble, la possibilité de trouver sa place quelles que soient ses capacités, mais aussi la mise entre parenthèses des catégories sociales (« on ne regarde pas si tu es noir/blanc, riche/pauvre, homme/femme, jeune/vieux, etc. »), contribuent à la sensation d'être unis dans un projet commun.

Pour autant, ces mêmes catégories sociales pèsent lourdement : le prisme du genre et les habitus de classe interviennent dans la légitimité ressentie à s'inscrire à des activités, et il est difficile d'éviter que les ateliers aient une composante majoritaire qui fasse repoussoir (pour les classes populaires, les hommes, les jeunes). Et si le Défilé « fait du bien » individuellement, il n'est pas relié à des désirs de transformation sociale, ce qui traduit une forme de désenchantement sur la possibilité de réparer le vivre ensemble.

Faut-il revoir le recrutement et le fonctionnement des ateliers pour accueillir les publics populaires ? Se donne-t-on l'objectif d'obtenir une mixité forte sur la durée des ateliers, ou plus modestement le jour du Défilé ? Face aux tentations essentialistes, le Défilé doit-il valoriser des identités ou les questionner ?

CE QU'IL SE PASSE DANS LE DÉFILÉ

UN SENTIMENT DE « MÉLANGE »

Les participants ont livré leur sentiment de mélange : « Le Défilé, c'est se retrouver tous mélangés », au sein des groupes et ateliers. Un sentiment réconfortant : « du coup, chacun se dit, j'ai ma part dans cette Biennale ». La dominante féminine des ateliers ne remet pas en cause l'impression de mixité des groupes, pas plus que la présence relativement faible des classes populaires et des jeunes.

Des propos semblent parfois contradictoires, quand, par exemple, des participantes louent le mélange dans le Défilé, tout en citant les bénéfices d'une ambiance féminine de leur groupe. Les participants étaient surtout leur impression de « mélange » par la présence de tous les âges dans les groupes et par la diversité des profils accueillis : une famille complète trouve sa place dans un atelier comme une personne isolée, une personne valide comme une personne en situation de handicap, un enfant de 10 ans comme une personne de 75 ans, une personne intégrée comme une personne désocialisée ayant besoin de se « reconstruire ».

Le sentiment de mixité est aussi renforcé par la présence de personnes amenées par des structures sociales ou d'insertion. Des participants et intervenants retiennent aussi que le Défilé rend possible des rencontres que la vie ordinaire n'autorise pas.

UNE MIXITÉ DIFFICILE À OBTENIR, MAIS PRÉCIEUSE

Les chorégraphes soulignent que l'inscription aux ateliers des publics cibles du Défilé, habitants des QPV, des jeunes et des classes populaires est bien plus difficile à obtenir que celle des « habitués », une rançon de son succès. D'une édition à l'autre, des publics habitués aux pratiques culturelles se réinscrivent. Ces mêmes chorégraphes insistent sur la valeur de la mixité, qu'ils s'emploient à rechercher, même si la tâche est difficile.

« La mixité des publics est fondamentale, déjà parce qu'elle crée une perméabilité entre les milieux sociaux, et puis, parce qu'elle vient finalement ouvrir des horizons pour tout le monde, et pas que pour les gens défavorisés (...). Tout d'un coup on va rencontrer des gens qu'on n'aurait jamais rencontrés autrement, et puis, surtout, on fait tomber des idées reçues sur plein de choses, sur des personnes, sur des milieux et sur des lieux. Et ça, pour moi, ça participe à la transformation du monde, c'est sûr et certain. » (Chorégraphe)

SE SENTIR UN GROUPE, UNE SOURCE DE PLAISIR

Les participants expriment leur sentiment de «faire groupe», avec les personnes de leur atelier danse, couture, char, musique à un premier niveau, et au-delà, avec le «grand groupe» qui forme un cortège auprès des 11 autres le jour du Défilé.

Pour en arriver à se ressentir comme partie prenante d'un groupe, il a fallu conjuguer plusieurs phénomènes : les liens entre participants, qui se renforcent dès lors qu'ils s'entraident, s'encouragent, partagent et échangent ; le fait d'avoir progressé, vécu et surmonté ensemble les mêmes «galères» ; la projection vers un objectif motivant, induit par l'exigence artistique que maintient le chorégraphe, qui rassemble le groupe autour d'une obligation de résultat ; le temps passé ensemble, ce que permet l'inscription des ateliers dans une durée, souvent étendue sur plusieurs mois. C'est dans ce temps long que des liens se créent, qu'une cohésion de groupe s'amorce, ce que constatent, y compris en le regrettant, les partenaires qui ne peuvent amener leurs publics sur cette temporalité.

Les intervenants allient bienveillance et exigence, motivent, rassurent, valorisent, sont dans l'échange, sauront ne pas trop demander à un public précaire, pour éviter qu'il ne se «sauve». Des personnalités d'exception sont décrites. Les intervenants utilisent divers stratagèmes pour faire exister le groupe, s'attendant, par exemple, à créer du lien entre participants dès le départ par des moments de partage. Ils expliquent souvent ne pas séparer les participants mais former un grand groupe dès le début pour maximiser les possibilités d'échanges. Si des sous-groupes se rassemblent uniquement le jour du Défilé, il y aurait moins d'effets, guère de possibilité d'interactions entre personnes éloignées socialement.

«Faire groupe» est pour beaucoup de danseurs une source de jubilation et d'énergie qui culmine en défilant : c'est là qu'un sentiment de «communion» est souvent ressenti (avec son groupe, avec les autres participants, avec le public). C'est là encore que l'on peut être submergé par l'émotion à exécuter à l'unisson les mêmes gestes.

Les défilants ont souvent exprimé leur sentiment, à la fois extrêmement plaisant et déconcertant, parce qu'inédit, «d'appartenir à un grand tout» avec les milliers de participants, «d'être tous unis, d'être vraiment tous ensemble». Le plaisir de faire ensemble, qui a de multiples déclinaisons pratiques (avoir sué ensemble, avoir construit tel objet, avoir réussi telle chorégraphie, etc.) est exprimé dans tous les ateliers.

Repères sur la notion de «vivre ensemble»

Considérée comme ayant une validité scientifique limitée, la notion du vivre ensemble a été utilisée suite aux difficultés de garantir l'harmonie sociale dans des sociétés contemporaines confrontées à la présence grandissante de populations issues de l'immigration. Comment peut-on vivre ensemble, et former un projet de société partagé, avec toutes les différences qui nous séparent ? Ce concept nous pousse à envisager le sens et la nature de ce qui nous rassemble, et la possibilité d'un devenir commun. En France, elle a émergé surtout au début des années 1980, où le pays prenait conscience de sa diversité ethnique et culturelle. Elle a été utilisée dans des débats qui portaient notamment sur les modèles souhaitables de la gestion de la diversité (républicanisme, multiculturalisme, interculturalisme, etc.).

Il existe plusieurs définitions du vivre-ensemble, mais elles mettent souvent l'accent sur la possibilité de se fixer des objectifs communs. Citons-en une : «Le vivre-ensemble pourrait être défini comme une cohabitation harmonieuse qui permet l'émergence d'un projet de société commun entre personnes d'origines diverses qui partagent un même territoire» (White, 2015)¹. Cela suppose une envie commune, ce qu'exprimait Ernest Renan quand il insistait, en 1882, sur deux éléments fondateurs de la nation : «le premier est la possession commune d'un riche héritage de souvenirs, l'autre est l'engagement, le souhait de vivre ensemble». Au niveau des organisations internationales, la notion de vivre-ensemble met en avant la reconnaissance des différences, la non-violence, la recherche du consensus par l'écoute et le dialogue, la sécurité et l'inclusion.

Les conceptions du vivre ensemble se sont transformées depuis la naissance du Défilé. Les enquêtes sur les valeurs des Français indiquent qu'ils attendent des autres le respect des règles de base d'un «vivre ensemble», ce qui renvoie à la civilité mais aussi à des comportements traduisant la culture dominante : parler le français et «partager la culture française», Ceci laisse à penser que la reconnaissance des différences s'affaiblit au profit d'une vision plus nationale et assimilatrice, forcément clivante.

1. Bob White, *Le vivre-ensemble comme scénario de l'interculturel au Québec*. In F. Saillant, (Ed.), *Pluralité et vivre-ensemble*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2015.

Le groupe va, dans des cas rares, jusqu'à être comparé à une famille, exprimant une cohésion maximale. L'importance donnée au «faire ensemble» marque la différence entre ceux qui préparent le Défilé, et le public qui y assiste, une expérience bien moins transformante.

“L'après-midi on s'est tous retrouvés, on a mangé ensemble, après, on a dansé ensemble, on a attendu ensemble, donc, dans ces cas-là, ça papote, ça danse dans les coins (rires). C'était super, je me souviens... On a dansé devant l'école où on était, c'était super sympa. [...] Et puis, on est tellement contents d'être tous ensemble que là... c'est que des sourires et du bonheur. On reste concentrés, c'est une façon de se concentrer aussi, de se créer une petite bulle, et la petite bulle, on est avec les gens qu'on aime et tout va bien, quoi. [...] C'est un sentiment d'appartenance qui est extrêmement fort.»
(Madeleine, Villeurbanne)



Le Défilé (2014) ©Stéphane Rambaud

LA FICTION D'UNE ABOLITION DES HIÉRARCHIES SOCIALES

La constitution du groupe et la participation au Défilé de façon générale supposent de laisser au vestiaire les hiérarchies sociales qui valent dans la société. Il est souvent dit, «Dans le Défilé il n'y a pas de catégories sociales», «On ne regarde pas d'où on vient.» (métier, catégorie sociale, origine ethnique, etc.). Si les participants ne sont pas dupes, cela signifie que dans le contexte de sa préparation, l'attitude commune consiste à faire abstraction des différences, pour participer au projet commun, une attitude qui rappelle une dimension constitutive de la citoyenneté (égalité de principe sans distinction de sexe, d'origine, de race ou de religion). Il est parfois souligné également que le Défilé met les participants à égalité, en particulier dans les moments d'épreuves.

Les témoignages frappants sur les interactions rendues possibles à l'intérieur des groupes entre des personnes socialement éloignées ne font pas oublier que dans le cadre des ateliers, on retrouve des rapports sociaux de classe, de genre, et d'origine, autant dans le choix des activités, que dans les affinités qui s'établissent (voir par exemple les analyses de la fiche consacrée au genre).

“Le Défilé, si on est tous ensemble, c'est pas une question de gommer nos différences, mais on est tous ensemble sur quelque chose. C'est hyper important. L'idée des costumes, c'est ça, on est tous unis. C'est des costumes différents mais vous voyez ce que je veux dire c'est gommé par les costumes : t'es une femme, t'es un homme, on s'en fout, t'es costumé et tu dances. Tu viens d'une origine ou pas, tu dances, on s'en fout. Tu sais pas danser le hip hop, tu dances quand même. T'as jamais fait de danse africaine, c'est pas grave, tu dances quand même, vous voyez ce que je veux dire ?» (Isabelle, Saint-Étienne)

DIFFÉRENTES COUCHES DE RELATIONS

La plupart des participants soulignent la convivialité des ateliers. Les liens forts et engageants sont plus souvent décrits dans des groupes de taille restreinte, comme les ateliers char ou costume, où des participantes iront jusqu'à finir chez elles la nuit des travaux de couture à quelques semaines du Défilé, pour décharger la costumière épuisée, mais aussi dans les groupes animés par des personnalités charismatiques. Les relations qui s'établissent au sein des groupes sont teintées par leur composition, ainsi que par la danse qui mobilise les corps et le toucher.

Ausein d'un groupe chacun tisse différentes «couches» de relations, et des interactions de différentes natures. Parmi celles couramment décrites, certaines sont intergénérationnelles. Des personnes endossent naturellement des rôles parentaux ou grand-parentaux, et encouragent, valorisent, transmettent, protègent, sans être soumis aux enjeux qui existent dans de telles relations. Les participants qui s'inscrivent aux ateliers avec des amis, collègues, ou membres de leur famille anticipent qu'ils vivront une belle aventure. Leur relation pourra s'enrichir de l'expérience du Défilé, parfois au-delà de ce qu'ils peuvent imaginer.

Les participants tissent des liens qui dans certains cas dureront le temps du Défilé, dans d'autres résisteront aux années et donneront lieu à des amitiés plus ou moins fortes. Certains se disent un peu à l'écart, ne cherchent pas forcément la relation, d'autres s'inscrivent au Défilé spécialement pour faire la connaissance d'autres personnes, d'autres encore restent surtout entre eux, collègues, membres d'une même famille, groupe d'amis déjà constitué, etc.



Le Défilé (2016)©Métropole de Lyon - Thierry Fournier

Il n'est pas toujours facile de s'intégrer quand on vient seul ou quand son statut est décalé vis-à-vis du groupe. D'autant qu'un groupe est souvent formé de sous-groupes plus ou moins identifiés, qui suivent leur propre fonctionnement, à l'intérieur ou à l'extérieur. Par exemple, au sein d'une chorale qui intègre un groupe, existera d'emblée une complicité et des relations fortes entre ses membres, fruit d'années de pratique commune.

TOUS ENSEMBLE, MAIS PAS TOUS PAREILS

«Faire ensemble» ne veut pas dire pour autant «tous pareils». En effet, il existe mille manières de trouver sa place dans le Défilé, dans une chorégraphie, dans un atelier couture, mille rôles à disposition, exposés ou non au regard du public. Les encadrants insistent sur ce point, et s'emploient à donner une place à chacun. Il est apprécié par les participants que n'importe qui puisse, par exemple, s'inscrire à un atelier danse, même sans savoir danser, ou que des personnes peu habituées à s'exposer ou à mener des activités culturelles puissent se voir proposer des formes d'implication pas trop déstabilisantes (aider ponctuellement dans un atelier de couture par exemple).

À partir des capacités et des appétits des danseurs, un chorégraphe peut attribuer à des sous-groupes de danse des rôles distincts dans la chorégraphie, permettant à chacun de trouver une place qui lui convient dans le tableau général. C'est le cas à Bron, où plusieurs groupes de danseurs de niveaux différents passent à tour de rôle en tête du cortège.

DES TENSIONS MALGRÉ TOUT : DIFFICULTÉS À SE FAIRE UNE PLACE, SENTIMENT D'ÊTRE LAISSÉS À PART...

Souvent, dans les ateliers, les groupes ont une composante majoritaire — de genre, d'âge, en termes de classe sociale, d'origine ethnique, etc. — qui influence son fonctionnement. Là où les majoritaires n'auront pas conscience de ce que cela peut avoir d'excluant, ceux qui sont en minorité seront susceptibles de le ressentir et d'exprimer, *in situ*, leur malaise. La question est d'autant plus difficile à aborder que les participants, dans leur ensemble, se présentent comme tolérants, et que, dans le contexte de la préparation du Défilé, l'attitude générale consiste bel et bien à faire comme si les statuts sociaux étaient mis entre parenthèses, pour participer au projet commun.

Pour éviter ces risques de fragmentation, une solution parfois pratiquée consiste à mettre en place des sous-groupes, assez homogènes de fait, qui se rassembleront en grand groupe le jour du Défilé. Inconvénient : ils ne laissent pas le temps aux personnes éloignées socialement les unes des autres de se rapprocher, ce que permet un atelier commun sur plusieurs mois. Cette méthode traduit finalement un renoncement à faire vivre des groupes en situation de forte mixité sociale.

Pour faire comprendre ces vécus, on prendra l'illustration donnée par des collégiens venant d'un collège réputé «social» d'une commune de la périphérie lyonnaise. La professeure d'EPS qui les encadre a observé que lorsqu'ils arrivent en répétition, ils sont relégués en fond de salle par les participantes qui se pressent dans les premières lignes de la configuration chorégraphique. Pour éviter les tensions, elle a finalement renoncé aux répétitions communes pour ses élèves.

Ce témoignage est une bonne illustration d'un phénomène établi dans les études sur la mixité sociale : les situations de forte mixité sociale ne sont acceptables par les groupes socialement dominants que sur une durée courte, peu engageante, ici, les répétitions générales, le trajet en car, puis la parade le jour J. Une chorégraphe indique que «les bobos de la Croix-Rousse sont super émerveillés d'être dans le bus avec les gens de Vaulx-en-Velin». Cette mixité acceptable voire recherchée pour son exotisme est parfois qualifiée de «mixité comme spectacle».

Des tensions peuvent aussi surgir quand les normes sous-jacentes au fonctionnement d'un groupe apparaissent au grand jour. Ainsi, un participant se sentait mal à l'aise dans un groupe, quand il s'est aperçu que

la nourriture proposée était halal. Habitué probablement à évoluer dans le groupe majoritaire, il se trouvait ici en minorité, avec de nombreuses femmes, racisées, faisant état de leur religion.

Exemple inverse, des participantes arborant des signes musulmans ont livré leur sentiment d'être l'objet de regards méfiants après les attentats de 2015. Les différences d'attitude peuvent également être sources de tensions entre les participants venus de leur propre motivation, et ceux venus par incitation, les premiers pouvant vivre d'autant plus mal l'attitude des seconds que s'y ajoutent des écarts sociaux et de génération.

Une autre forme d'exclusion exprimée est liée à l'activité exercée au sein du Défilé. Plus que d'autres, les musiciens peuvent se dire «à part», parce qu'ils répètent de leur côté et voient tardivement les danseurs, un sentiment partagé par des costumières. Le sentiment que les personnes en situation de handicap sont moins présentes et moins visibles dans le Défilé que par le passé a pu aussi être exprimé.

DE NOUVELLES PERCEPTIONS DE SOI ET DES AUTRES

Dès lors que le Défilé est perçu comme une belle manifestation, très positive humainement comme artistiquement, par le message qu'il adresse, par le don et contre-don du public qui exprime sa joie, se met en place une forme de boucle de rétroaction positive. Un chorégraphe dit qu'il y a une forme d'effet thérapeutique de participer à un «événement qui fait du bien».

Ces effets sont provoqués par une participation qui, aussi minime soit-elle et quelle que soit sa forme, contribue au magnifique résultat final. Ils sont liés à la visibilité, obtenue avec la valorisation opérée par la participation au Défilé et le sentiment de réussite, d'être allé individuellement et collectivement «jusqu'au bout». Une source de fierté, marquée par les applaudissements et les nombreuses marques de reconnaissance apportées par les intervenants, les pairs et le public. Un «booster» de la confiance en soi, qui change le regard porté sur soi-même.

L'expérience du Défilé peut, pour bien des personnes en manque de confiance à un moment de leur vie, aider à conforter son identité ou à trouver sa place dans la société. Des personnes que la vie n'a pas épargnées y trouvent des ressources où puiser.

On peut aussi modifier son regard sur autrui, ressortir avec un peu moins de préjugés (ce dont témoignent les habitants de Vaulx-en-Velin et de Sainte Foy-lès-Lyon, ayant participé au même groupe), et porter un autre regard sur des personnes éloignées socialement. Des éducateurs comptent sur le Défilé pour «casser le stigmate» et offrir à des jeunes des expériences hors de leurs groupes de pairs.

UN DÉFILÉ QUI RESTE UN PHARE, EXPRIMANT DES BESOINS HUMAINS FONDAMENTAUX

Ce qui marque les participants dans le Défilé, c'est souvent ce qui le distingue de la vie sociale ordinaire, notamment dans sa dimension humaine : projet collectif versus individualisme ; brassage social versus entre soi ; égalité versus hiérarchisation sociale, etc. Si le Défilé est le plus souvent vécu comme une parenthèse ou une respiration dans sa vie, il laisse parfois entrevoir l'image d'un monde davantage axé sur la relation humaine, le plaisir partagé à faire ensemble, la fraternité, le souci des autres.

«Toute la place, blindée de monde, une foule incroyable, tout le monde dans le même mouvement a fait cette chorégraphie. (...) Des rassemblements, il peut y en avoir pour des tas de choses. Mais la foule, qui dans un même élan, fait la même chorégraphie, la même chose, vraiment, dans un esprit bon enfant, et juste, on participe, on est juste dans la joie, dans le partage... Il n'y a que ces mots-là en fait, ces jours-là. Et de se lancer dans une chorégraphie et voir cette foule, tous jouer le jeu, tout le monde a envie. Je trouve que ça transporte. Je trouve que ça fait re-croire en l'humain, de se dire : on est capable de faire des choses bien ensemble. Je trouve ça assez incroyable, ça me touche» (Vanessa, Grenoble).

Le Défilé est, par ailleurs, perçu comme d'autant plus précieux que bien des situations mettent les gens à distance. Des chorégraphes ont exprimé par exemple le sentiment qu'il vient à contre-courant de tendances qui segmentent la société, appauvrissent les relations humaines (télétravail et importance des écrans, Covid-19, perception de l'autre comme menace, attirance pour l'intimité, l'entre-soi, la sécurité).

Les grands événements festifs qui brassent toutes les catégories de population sont de plus en plus rares. Par ailleurs, il est décrit comme à contre tendance parce qu'il apporte une occasion de faire ensemble dans la durée, dans une société du «zapping» et de l'immédiateté.

Alors que diverses situations d'enfermement sont décrites ou pourraient l'être (sécession des classes supérieures), le Défilé offre une rare occasion d'ouverture. Il répond aussi à un besoin fondamental, dès lors que toute communauté a besoin de moments partagés, où symboliquement elle expose son socle de valeurs.

“Le Covid a vraiment pointé un truc. On est dans une société qui s'est beaucoup éloignée des rituels, des moments où on se retrouve, où on vit des expériences ensemble, ça peut être des spectacles, une kermesse, la foire à la saucisse, qui fait qu'à un moment donné tu discutes avec des gens que tu connais pas, dans un rapport charnel. Et le problème, c'est qu'on risque de sortir de ça avec justement un côté encore plus mini-communautés, très fortes, très fermées, des trucs plus communautaires, plus polarisés, plus d'entre-soi, mais très chaleureux. Que ce soit religieux ou sur d'autres trucs.» (Chorégraphe)

UNE PERTE DE LA DIMENSION POLITIQUE ET TRANSFORMATRICE DU DÉFILÉ, CONCOMITANTE AU DÉSENCHANTEMENT SUR LE VIVRE ENSEMBLE

Si l'étude identifie en creux des aspirations fortes sur le vivre ensemble, ces dernières ne demandent pas au Défilé de porter des transformations, ce qui traduit une forme de désenchantement sur le vivre ensemble et les lignes de force qui façonnent nos sociétés.

Signe, peut-être, de la perte de dimension transformatrice du Défilé, les revendications qui agitent la France d'aujourd'hui et recomposent le paysage politique, comme la question des identités ou la transition écologique, en sont quasi-absentes. C'est d'autant plus frappant qu'une proportion élevée de participants est engagée dans des activités bénévoles, donc *a priori*, à même d'énoncer des désirs de transformation.

Les visions actuelles du Défilé contrastent avec ses premières années, où il a servi de réceptacle à une soif de reconnaissance et d'égalité, exprimée notamment par la jeunesse des quartiers populaires et immigrés de l'agglomération lyonnaise. Les revendications auxquelles répondait le Défilé portaient plus directement sur le vivre ensemble et sur un projet politique pour la cité.

Ainsi, de l'aspiration à être reconnu en tant qu'artiste, alors que l'on pratique les danses urbaines, ou à être considéré comme Français, à égalité de droits.

Le Défilé répondait ainsi davantage à des demandes collectives, liés à la reconnaissance en termes d'égalité, là où, aujourd'hui, sur le plan de son efficacité concrète, il est davantage perçu comme moyen de développement de soi.

LES ENJEUX

UNE DISTANCIATION SOCIALE QUI S'ACCROÎT, DONNANT DE LA VALEUR AU LIEN HUMAIN RENDU POSSIBLE PAR LE DÉFILÉ

Le Défilé est apprécié parce qu'il a une dimension humaine extrêmement forte, suscitant des interactions qui mobilisent tous les aspects des relations entre personnes. Dans un contexte où bien des situations sociales mettent les autres physiquement à distance, au risque de déshumaniser les relations, le Défilé est perçu comme ayant encore plus de valeur.

Le développement de la distanciation sociale par le biais des écrans a ainsi largement substitué une autre forme de proximité à la proximité géographique. La pandémie de Covid-19 nous a montré que ces formes de relations à distance sont généralement pauvres humainement, risquées psychologiquement, et qu'elles ne permettent pas de lever les appréhensions envers autrui. Elle a souligné à quel point le Défilé fait du bien en répondant à des besoins fondamentaux à la vie sociale.



RECHERCHE D'UN « COCON », DEMANDE DE SÉCURITÉ : DES TENDANCES QUI TRAVERSENT LE DÉFILÉ, À REBOURS DE SES MESSAGES

Par certains aspects, le Défilé permet à des groupes de mettre en place des espaces où la confrontation à l'altérité est modérée en raison de valeurs communes et d'une composante, largement majoritaire en termes de genre et de catégorie sociale qui limite ce que la différence sociale peut avoir de dérangeant. La portée du message central du Défilé s'en trouve du même coup écornée.

Par ailleurs, on a pu observer que les participants mettent davantage l'accent sur les bienfaits individuels que collectifs du faire ensemble. Certes, ils adhèrent à l'idée que les relations interhumaines sont pourvoyeuses de nombreux bénéfices, mais ce qu'ils décrivent sans cesse, c'est que participer à cette aventure, leur fait du bien individuellement.

Le Défilé n'est pas perçu comme un vecteur de transformation sociale. Est-ce l'expression d'une modalité devenue dominante d'envisager l'articulation individu-groupe (prendre soin de soi pour prendre soin du collectif) ? Ce qui est sûr, c'est que les Français ont des aspirations grandissantes au confort, à la sécurité (qui suppose d'évaluer si l'autre est un danger ou un risque), à évoluer dans un groupe restreint, ce dont rend compte la notion de « civilisation du cocon ». Cette tendance contribue au repli sur le domicile, repli lui-même facilité par la possibilité d'y rapatrier toute une série d'activités.

IDENTITÉS : OBSESSIONS IDENTITAIRES ET PROGRESSION DES CONCEPTIONS FIXISTES

Le Défilé n'est guère le réceptacle à des revendications identitaires, ce qui peut paraître étonnant tant l'obsession sur les identités dans nos sociétés contemporaines est un fait avéré. Un point préoccupant est la tendance à percevoir l'identité comme une donnée fixe, et non comme un construit, et à surinvestir une de nos identités.

Une part non négligeable des jeunes Français considèrent qu'il convient d'envisager la culture et l'identité comme des acquis non susceptibles d'évolution, et non comme quelque chose qu'ils peuvent se forger eux-mêmes. Lors d'interventions dans les collèges et lycées sur le thème de la laïcité, il a été constaté une « biologisation du religieux », qui traduit la même tendance.

Le Défilé (2008) © Philippe Dujardin





Les chibanis de l'association lyonnaise L'Olivier des sages (2016)©Blandine Soulage

COMMENT S'EMPARER DE CES ENJEUX ? QUELQUES POSSIBLES...

SE FAIRE DU BIEN OU CHANGER LA SOCIÉTÉ ?

- Le Défilé pourrait s'inscrire dans une logique de transformation de la société, en devenant réceptacle aux aspirations de ses participants. Mais alors, quels formats inventer pour qu'il puisse accueillir de telles aspirations ? Quels aspects du vivre-ensemble devrait-il déployer ? À quelles demandes sociales peut-il offrir un écho : un espace de basculements, de solutions pour «réparer» le vivre-ensemble ?
- Le Défilé peut aussi vouloir chercher à «faire du bien» aux participants. À ce titre, il peut être perçu soit comme un moyen de réparer les individus, de les renforcer, d'améliorer leur capacité à entrer en lien avec autrui, soit comme une bulle de bien-être. C'est d'ailleurs ainsi que beaucoup de participants le vivent. Le Défilé pourrait alors s'assumer comme espace de respiration ou de «parenthèse enchantée», où des personnes différentes par leurs origines et leurs capacités collaborent joyeusement, avant de retourner dans le quotidien d'une société «dure», offrant peu de possibilités de rencontres et encore moins d'occasions réelles de fraternité.

SE FROTTER À L'AUTRE DIFFÉRENT (PLUS DE MIXITÉ SOCIALE DES GROUPES) OU S'EN PROTÉGER (LOGIQUE DES SILOS) ?

- Le Défilé doit-il accepter que des sous-groupes fonctionnent en silo, et retrouvent les autres aux répétitions finales ? Dans cette optique, c'est lors de ce rassemblement final que se joue l'essentiel, le sentiment d'appartenir à la même communauté. L'étude indique que cette option présente des avantages : les participants peuvent y gagner en confiance en soi, valorisation, apprentissages, etc. Elle évite par ailleurs tensions et micro-agressions subies par les personnes minoritaires des ateliers.
- Pousser à ce que les groupes fonctionnent en situation de mixité forte serait davantage conforme au message originel du Défilé. Cette option impliquerait d'accompagner des groupes et de revoir le recrutement. Elle renvoie à l'objectif d'obtenir la présence aux ateliers dans la durée des publics fragiles ou en insertion, pour maximiser les effets du Défilé, notamment en termes d'interactions sociales. Il faudrait donc trouver des solutions pour que ces publics y viennent un peu plus souvent et/ou longtemps.

UNE JAUGE DE CENTAINES DE DÉFILANTS PAR GROUPE, OU DES GROUPES PLUS PETITS ?

- L'humanité dans la relation, la capacité à intégrer, à faire un pas vers l'autre différent, sont corrélées à la taille des groupes, comme l'attestent les témoignages des ateliers couture ou des ateliers danse, réunissant moins de 100 participants. Quelques voix ayant connu les premiers Défilés aimeraient que les groupes ne dépassent pas ce seuil pour garder en humanité. Laisser la possibilité d'avoir de petits groupes aurait aussi l'avantage de permettre à des professionnels, avec une stature moins établie d'être retenus au Défilé, alors que la logique actuelle veut que pour tenir le choc de grands groupes et de la course à la qualité, il faut des artistes ayant fait leurs preuves.
- Les grands groupes ont d'autres avantages : il est plus facile d'organiser un défilé avec 12 groupes, plutôt qu'une vingtaine, en termes de déroulé de l'événement, d'organisation, de financement, etc.

VALORISER DES IDENTITÉS OU LES QUESTIONNER ?

- Face à la tendance à percevoir les identités comme données au départ, le Défilé peut être un espace qui les questionne, qui montre, par exemple, qu'on peut habiter simultanément plusieurs identités.
- Il peut aussi assumer de valoriser les identités de ceux qui y participent (identités locales, culturelles, religieuses, etc.), avec des choix possibles (mettre en lumière une identité invisibilisée, etc.)

DES DÉPLACEMENTS HORS DU CADRE RÉPUBLICAIN POUR CHERCHER CERTAINS PUBLICS ?

- Pour capter des publics peu présents au Défilé, ce dernier peut-il déployer d'autres manières d'être ensemble, en s'inspirant de la signification de cette notion dans une multitude de contextes ? Assumer des espaces non mixtes pour faire participer plus de personnes ? Utiliser les codes culturels des « minorités » que l'on veut capter, par exemple lors de moments conviviaux ?
- Peut-on penser que le Défilé tel qu'il est, en restant dans le cadre républicain, doit être « porté à connaissance » des populations qui, pour des motifs culturels ou religieux, n'y participeraient pas par « désaccord » avec leurs valeurs personnelles. Assister au Défilé est susceptible de lever des préjugés chez certains d'entre eux. À cet égard, une démarche de dialogue, de pédagogie et d'*aller vers* pourrait sans doute dissiper certains malentendus.



Le Défilé (2008) © Georges Calvet

Un Défilé au féminin : quelle attitude adopter face à ce phénomène ?

Parmi les quelques 4000 participants au Défilé, 80% sont des femmes. Rien d'étonnant, pourrait-on penser, dès lors que la danse, une activité genrée, est leur activité première durant les mois d'atelier puis lors du Défilé lui-même.

Cette forte présence féminine mérite néanmoins d'être questionnée, dès lors que le Défilé se veut un événement d'agglomération ouvert aux femmes comme aux hommes, qu'il repose ensuite sur l'idée cardinale que la « rencontre » entre personnes socialement différentes est la condition de leur enrichissement, et que la question de l'émancipation concerne potentiellement les deux sexes.

CE QU'IL SE PASSE DANS LE DÉFILÉ

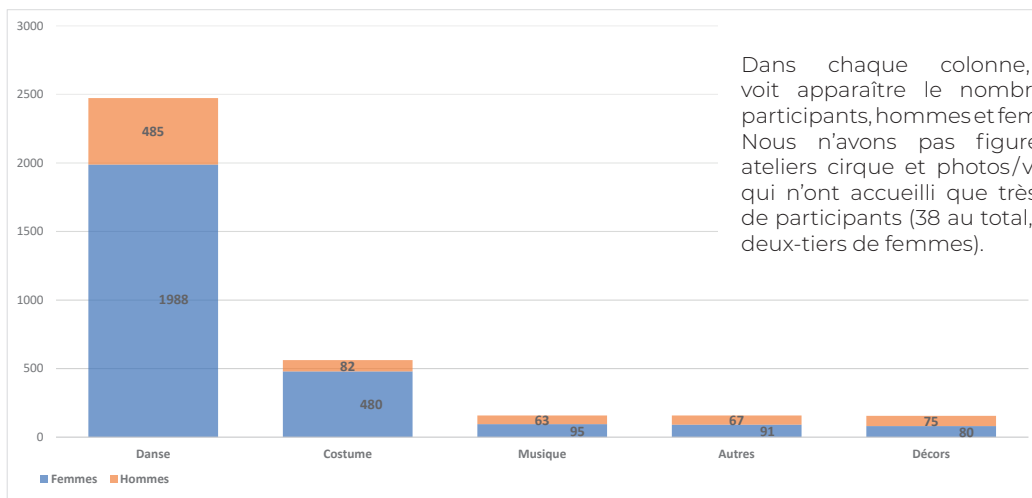
HUIT PARTICIPANTS SUR DIX SONT DES FEMMES

La spécialisation genrée du Défilé s'est renforcée depuis 1996. Huit participants sur dix sont des femmes (édition 2018), particulièrement présentes dans les ateliers danse (à 80%) et costumes (à 85%), les plus importants en volume, puisqu'ils attirent respectivement 70% et 15% des participants.

Dans les ateliers décors/chars, musique, et « autres » (porteurs d'eau, habilleuses, chauffeurs de chars, encadrants)¹, nettement moins fréquentés (6% des participants chaque fois), la présence des deux sexes est équilibrée, mais en moyenne seulement : au cas par cas, il n'est pas rare de constater une dominante très marquée de l'un ou de l'autre sexe, avec, typiquement, des « ateliers chars » uniquement masculins.

Dans l'ensemble, si l'on suit la philosophe Geneviève Fraisse, qui estime que le seuil prérequis pour la mixité est de 30% *a minima* de personnes de l'autre sexe, la mixité est rarement de mise dans les ateliers.

La représentation des sexes dans les ateliers (édition 2018, source : UrbaLyon)



Dans chaque colonne, on voit apparaître le nombre de participants, hommes et femmes. Nous n'avons pas figuré les ateliers cirque et photos/vidéos qui n'ont accueilli que très peu de participants (38 au total, dont deux-tiers de femmes).

1. Le pourcentage total dépasse un peu les 100% parce que certaines personnes ont participé à plusieurs ateliers.

LES STÉRÉOTYPES DE GENRE ET L'ENTRE-SOI DÉTERMINENT LES PROFILS DES PARTICIPANTS

Les stéréotypes liés au genre — opinion généralisée quant aux caractéristiques que les femmes et les hommes possèdent ou doivent posséder, et aux rôles qu'ils jouent ou doivent jouer — rendent le coût à l'entrée des ateliers plus ou moins élevé selon que l'on s'estime doté des compétences « masculines » ou « féminines », censées favoriser l'activité proposée.

Le cas des ateliers danse mérite qu'on s'y arrête, parce qu'ils attirent 70% des participants. Les stéréotypes agissent en la matière bien avant le Défilé, puisque dès les parcours juvéniles l'activité danse (en école de danse par exemple) aura pu, dans certains cas, être empêchée chez les garçons. Au collège et au lycée, des profs d'EPS rapportent que la plupart des garçons fuient toute activité perçue comme de la danse.

Même le hip-hop n'est plus une garantie pour les attirer, contrepartie d'une féminisation de la pratique. Les femmes viennent souvent spontanément aux ateliers danse alors que les hommes y sont « tirés », qui par une compagne, qui par une mère ou une tante ou un(e) enseignant(e).

“ On a très peu d'hommes qui viennent seuls, déjà. S'il y a des hommes, souvent, ils sont accompagnés. Enfin, ils viennent avec leur conjointe ou avec leur maman, quoi ». (Anaëlle, Villeurbanne)

D'autres hommes ne franchiront pas la porte des ateliers danse parce que leur manière d'envisager leur identité n'est pas compatible avec les stéréotypes véhiculés par cette pratique. Ces stéréotypes se manifestent ensuite dans les ateliers eux-mêmes, en soumettant les hommes à une pression supplémentaire parce qu'ils sont hommes, sont plus regardés, et qu'un milieu très féminin n'aidera pas à se rassurer face à un manque de confiance éventuel.

Les stéréotypes de genre pénalisent également les jeunes filles et les femmes qui s'estiment peu féminines et sont mal à l'aise avec les compétences attendues de la féminité, censées les favoriser, par exemple avec la « grâce ».

“ J'ai toujours eu un peu envie de faire de la danse, mais c'était pas ma priorité, je préférais plutôt les sports comme la course. En vrai, c'est pas trop mon domaine, tout ce qui est être gracieuse, savoir bien danser. Je sais pas forcément bien bouger mon corps ». (Clémence, Saint-Priest)

La composition de l'atelier joue ensuite un rôle d'amplificateur : dès lors que la présence de l'un ou de l'autre sexe est dominante ou ultra-dominante, le sexe opposé peut l'interpréter comme l'indice qu'il n'est pas à sa place (une participante l'exprime par la formule « un sexe pousse l'autre »).

Dans un atelier char, les hommes admettront ainsi former un milieu où les femmes auront du mal à rester (« Nous, les constructeurs de chars, c'était vraiment un domaine un petit peu fermé, c'était entre hommes »), de même que dans un atelier couture, une costumière admettra que la présence d'un homme peut être malvenue en empêchant les femmes de se sentir à l'aise.

Malgré tout cela, nous devons cependant noter que des personnes de l'un et de l'autre sexe se sont dites indifférentes aux stéréotypes de genre et à la composition des groupes, ne s'attachant qu'à leur intérêt pour l'activité ou le projet artistique.

COMPOSITION DES GROUPES : DES ARGUMENTS DIFFÉRENTS SELON LE DEGRÉ DE MIXITÉ

Quelle que soit la composition des groupes en termes de présence des hommes et des femmes, les participants ont exprimé soit leur satisfaction, soit leur indifférence à ce sujet.

Hommes et femmes en situation de mixité dans un atelier apprécient ces contextes, parce qu'ils adhèrent à la mixité comme philosophie générale du Défilé (s'enrichir au contact de l'autre) et parce qu'elle contribuerait à la qualité des relations dans le groupe. La présence d'hommes, plus « cashs », assainirait, par exemple, plus vite les situations compliquées ou apporterait une tension intéressante, des vécus toujours largement influencés par les stéréotypes de genre.

Hommes ou femmes en situation d'entre-soi – partiel ou total – apprécient également ces contextes, mais pour d'autres raisons.

Quand les femmes valorisent l'entre-soi – l'entre-soi féminin est bien plus fréquent dans l'ensemble des ateliers – elles avancent deux raisons principales : l'entre-soi les met à l'abri du regard, du jugement, des attendus et de la pression de l'autre sexe et rend l'ambiance plus détendue. Un groupe composé surtout de femmes est associé ensuite à une ambiance davantage aidante, attentionnée aux besoins d'autrui, solidaire, maternelle, empathique.

Dans un milieu ultra-féminin, les besoins organisationnels des femmes sont pris en compte. La garde des enfants, par exemple, s'organise spontanément entre participantes. Amenés aux répétitions, ils sont placés sous la surveillance du groupe. Les grossesses sont acceptées, accompagnées, objets de discussion, là où elles pourraient être un handicap dans la vie professionnelle.

Quand l'entre-soi est total, comme dans des ateliers couture, un autre argument se surajoute : la non mixité est la condition sine qua non de la présence de femmes – ce qui atteste de la véracité de la formule précitée « un sexe pousse l'autre » – qui vont s'extraire de l'espace domestique et s'autoriser à une expression qui ne pourrait pas avoir lieu sous un regard masculin. Les femmes ici décrites sont immigrées et viennent souvent voilées.

LE DÉFILÉ PERMET À CHAQUE SEXE DE TROUVER UNE PLACE ET DE SE SENTIR UTILE

Dans son ensemble, le Défilé « fait avec », voire utilise les stéréotypes de genre lors du recrutement des participants aux ateliers. La diversité des activités proposées permet à tout un chacun de s'engager à la hauteur voulue.

Dans les ateliers danse, les chorégraphes s'ingénient en général à donner une place à quiconque est prêt à s'engager dans le Défilé, même très modestement. Pour convaincre, il n'est pas rare que les arguments mettent en avant les compétences présumées de l'un ou de l'autre sexe.

Les propos adressés aux hommes (« On a besoin de vous pour porter/pousser/assembler... ») pourront les amener à tenir la fonction de pousseurs, de monteuses des chars, de porteurs d'eau, etc.

De même, pour des femmes qui accepteront des travaux de couture. Ils exprimeront un sentiment d'utilité et de fierté d'avoir contribué au Défilé mais c'est bien en tant qu'hommes ou en tant que femmes, dépositaires de compétences spécifiques, qu'ils auront trouvé leur place dans cette « aventure » et seront valorisés, y compris quand la « rareté masculine » amène un chorégraphe à donner aux hommes un rôle particulier (porter les drapeaux en tête de cortège, réaliser des hakkas, jouer les superhéros), ou quand des femmes, sans participer directement, apportent de délicieux plats à l'arrivée du Défilé.

À ce titre, l'étude corrobore d'innombrables travaux qui ont montré qu'un « arrangement des sexes », organisé ou spontané, est souvent de mise dans des activités mixtes, assignant à chacun des rôles prédéfinis. À titre d'illustration, la proximité physique des ateliers chars et couture à Bron favorise de multiples échanges de services.

LE DÉFILÉ PEUT OUVRIR À UNE NOUVELLE PERCEPTION DE SES COMPÉTENCES

Si le Défilé « fait avec » les stéréotypes de genre, les imaginaires sexués des activités, et les activités genrées, il n'enferme pas les participants dans ces modalités. La prise de confiance en soi, l'envie de participer à un bel événement, ou un effet d'entraînement peuvent inciter des participants à accroître leur participation.

Certains d'entre eux vont cheminer d'un atelier à l'autre, quand ils constatent que les compétences requises ne sont pas hors de leur portée. Ils surmontent alors les obstacles formés par les représentations genrées de l'activité, tels ces participants qui se sentaient incompetents à danser et en sont venus à s'inscrire aux ateliers danse.

LE DÉFILÉ PERMET À DE JEUNES FEMMES D'AVANTAGE QU'À DE JEUNES HOMMES DE PRODUIRE UNE IMAGE CORPORELLE POSITIVE ET DE S'ÉMANCIPER

Le Défilé est aussi utilisé par des jeunes femmes pour expérimenter des rapports à leur corps qui ne seraient pas acceptés ou qu'elles ne s'autoriseraient pas sur d'autres scènes sociales : danser, se montrer, se costumer, sortir, rencontrer... Le Défilé est vécu par elles et perçu par leurs familles comme un environnement sûr pour ces explorations.

Elles l'utilisent alors comme un moyen de négocier leur émancipation puisque, ni milieu familial, ni milieu professionnel, le Défilé fonctionne comme un « tiers espace ». Il est probable que la danse, davantage que les autres pratiques exercées en atelier, favorise cette émancipation parce qu'elle donne la possibilité d'extérioriser par le corps ce qui ne peut être mis en mots (Gonissen, 2022). En revanche, le Défilé produit nettement moins ces effets d'émancipation sur les jeunes hommes, tout simplement parce qu'ils sont très peu présents.

LES ENJEUX

LES STÉRÉOTYPES DE GENRE

L'enquête a fait ressortir, on l'a vu, le rôle décisif des stéréotypes de genre. Elle a montré aussi que par bien des aspects, le Défilé s'affranchit des images très normées du masculin et du féminin, quand des chorégraphes par exemple font défiler des femmes dans des positions de pouvoir ou d'autorité, ou quand ils valorisent tous les corps, ou quand les costumes puisent dans d'innombrables normes et esthétiques. Le Défilé ouvre alors des possibles, loin des modèles enfermants.

Les stéréotypes de genre sont un sujet majeur pour le Défilé, comme ils sont un sujet majeur pour la société toute entière, puisqu'ils jouent un rôle en amont d'enjeux comme les violences sexuelles, la répartition des tâches parentales et domestiques, la division du travail et les discriminations dans l'accès à l'emploi.

L'adhésion aux stéréotypes de genre a diminué durant les dernières décennies, mais reste prégnante dans toutes les catégories de population, surtout les moins diplômées, les plus religieuses et à moindre taux d'activité féminin (Insee Références, Femmes et hommes, l'égalité en question, Édition 2017).

Ces stéréotypes sont un problème à trois titres : ils sont une barrière à l'entrée d'activités, ce qui réduit les possibles en matière de pratiques et d'apprentissages ; ils produisent de la souffrance identitaire chez les personnes qui ne peuvent/he veulent pas y correspondre (les hommes peuvent ainsi souffrir des normes de virilité : être fort, ambitieux, protecteur, ne pas montrer ses émotions, etc.) ; ils contribuent à hiérarchiser des pratiques, selon qu'elles sont associées au féminin ou au masculin, ce qui est source d'inégalités entre hommes et femmes à de multiples niveaux (salaires, visibilité médiatique, etc.).



Le Défilé (2016)©Blandine Soulage

LES ACTIVITÉS GENRÉES

La faible mixité des ateliers du Défilé est conforme à ce qu'on observe dans les pratiques sportives et culturelles des Français, dans leur ensemble, et dans la danse amateur en particulier. Est-ce à dire que ce n'est pas un sujet ? Pas certain. L'existence d'activités genrées peut apporter des ressources spécifiques aux participants desdites activités (comme le développement de la confiance en soi et d'une sociabilité spécifique).

Elles deviennent problématiques si l'on se rappelle qu'il existe un *continuum* dans la vie sociale entre le champ des loisirs et celui des métiers. Laisser s'installer des pratiques genrées valide finalement un monde professionnel où il existe des métiers « masculins » et des métiers « féminins », avec tous les problèmes que cela pose, en particulier les freins à l'entrée pour l'autre sexe.

L'ÉMANCIPATION

Dans l'enquête, les participants ont décrit des moments d'émancipation, quand une jeune fille explique que le Défilé l'a aidée à franchir un cap dans la perception de son corps, quand des participantes à un atelier couture sortent de leur rôle domestique et que la parole se libère, quand un homme dit avoir pris conscience qu'il pouvait danser alors qu'il était persuadé du contraire, etc.

L'émancipation se manifeste quand un individu ne se réduit pas ou remet en question son association à une place, à un rôle institué, exprimant « je ne suis pas que ça/le fait d'être ça n'implique pas cela ». Elle se mesure donc toujours aux tutelles spécifiques qui pèsent sur l'individu dans des contextes donnés. C'est un sujet pour le Défilé, directement en prise avec ses objectifs, comme c'est un sujet pour la société.

LA SEXUALISATION DES DANSES ET DES TENUES

Une participante remarquait qu'il ne serait plus possible de danser au Mas du Taureau dans des tenues aussi dénudées qu'en 1996. Les costumes et les danses sont-ils moins sexualisants aujourd'hui qu'hier ? Cette question n'a pour l'instant pas touché le Défilé mais pourrait le concerner et à ce titre justifier une réflexion. Elle revient régulièrement dans l'actualité.

Dans le sport cela donne lieu à un débat récurrent quand une sportive ou une équipe féminine refuse la tenue exigée parce qu'elle est estimée trop dénudée et sexualisante.

De nombreuses danses (Booty shake, Twerk, Pole dance, New Burlesque, etc.) au succès croissant auprès de femmes et parfois d'hommes partout dans le monde, ont pour point commun d'hyper-sexualiser les corps et d'être à forte connotation sexuelle (mouvements du bassin, acte sexuel mimé, etc.). Les femmes qui les pratiquent ou les promeuvent se revendiquent souvent d'un féminisme d'émancipation, visant à redonner du pouvoir aux femmes.

Dès lors que le regard masculin sexualise leur corps et leurs mouvements (*male gaze*), danser pour soi, sans tenir compte de ce regard, peut être un moyen de se le réapproprié, libérateur et thérapeutique. Maïmouna Coulibaly, l'une des pionnières de la *Booty therapy*, explique, dans son autobiographie *Je me relève*, comment la pratique de cette danse lui a permis de surmonter des traumatismes. Des jeunes femmes ayant subi des violences viennent dans son atelier «Précisément parce que notre cul est probablement la partie la plus exposée au *male gaze*, Maïmouna et ses élèves le font shaker comme jamais – un geste en forme de grand doigt d'honneur à tous les hommes qui prétendent en faire leur trophée.» rapporte une journaliste qui l'a rencontrée

La *pole dance* qui se développe depuis les années 2010 en France, où le corps dénudé et érotisé joue avec une barre, rappelant les clubs de striptease est dans la même philosophie. Loin d'une lecture qui peut en être faite de manière spontanée (reprise de stéréotypes de genre, modèle de la femme bel-objet), les enquêtes menées auprès des danseuses témoignent d'une volonté de concilier la féminité avec des attributs souvent définis comme masculins tels la force, la recherche de sensations fortes, le potentiel sexuel.

Mais ces mouvements sont nourris d'ambiguïté, ils n'échappent sans doute pas à l'injonction, véhiculée tant par les médias que par une partie du post-féminisme, qu'être une femme libérée se traduit par une aptitude à être sexuellement décomplexée et par une banalisation de représentations de la sexualité qui facilite l'exposition de la nudité. Rien n'interdit de penser que la lecture *a posteriori* de ces mouvements y voit, de manière moins optimiste, un dévoiement de l'aspiration à l'émancipation. Dès à présent ils entrent en tension avec des approches bien plus conservatrices du corps des femmes

LA MINORATION DES ACTIVITÉS EXERCÉES PAR LES FEMMES

Le Défilé est impacté par le processus qui conduit à dévaloriser les pratiques ou activités dès lors que les femmes y sont majoritaires. Les femmes chorégraphes sont plus nombreuses que les hommes, mais pas forcément plus reconnues. Le chorégraphe le plus cité dans l'enquête est Mourad Merzouki, un homme. Des chorégraphes femmes ont pu expliquer les difficultés à se faire une place dans le champ du hip-hop.



Le Défilé (2010) ©Stéphane Rambaud

Une illustration frappante de ce processus nous est donnée par l'expression «petites mains» utilisée pour désigner le travail de femmes chargées de réaliser les milliers de costumes sur des machines à coudre. Cette expression désignait initialement, en France, des débutantes exerçant sous la responsabilité et l'autorité d'une seconde main et d'une première main.

La postérité, à travers l'expression «petites mains», a retenu la position subalterne de la couturière, renvoyant l'art couturier au devoir de minutie et de discrétion exigé des artisanes. En reprenant cette expression, les personnes interrogées, les organisateurs et les médias, contribuent, sans en avoir conscience, au statut subalterne de cette activité et des femmes qui l'accomplissent. Remédier à la minoration des activités dites féminines est un enjeu pour le Défilé.

COMMENT S'EMPARER DE CES ENJEUX ? QUELQUES POSSIBLES...

RÉAFFIRMER UN DÉFILÉ METTANT LA DANSE EN AVANT ? OU ALLER VERS UN DÉFILÉ METTANT À L'HONNEUR PLUSIEURS DISCIPLINES ARTISTIQUES ?

- Un Défilé trans-artistique, qui ne serait probablement plus dans son intégralité une parade dansée, aurait l'avantage de mieux valoriser un ensemble de disciplines et atténuerait les freins à l'inscription à un Défilé, marqué par la danse et les stéréotypes de genre. Cela ouvrirait la possibilité de proposer des activités davantage «hybrides».
- Réaffirmer un Défilé centré sur la danse permettrait d'affirmer la spécificité lyonnaise de la danse, de valoriser un art peu mis en avant (au regard du théâtre, de la musique, etc.) et de continuer à faire découvrir la danse à de nombreux participants. Le Défilé ouvrant la Biennale de la danse, il est par ailleurs malaisé de concevoir un Défilé multi-artistique.

DÉGENERER LES ACTIVITÉS GENRÉES ? OU LES FAIRE DIALOGUER ?

- Dégenerer autant que possible les activités du Défilé trouve ses arguments dans l'histoire de la mise en place en France de la mixité hommes-femmes, envisagée comme une condition, d'une part, pour que les deux sexes apprennent à se connaître et se respecter, et d'autre part, pour qu'il n'existe pas d'espace réservé à l'un ou à l'autre sexe. En dégenerant les activités, le Défilé contrarierait les mécanismes sociaux qui contribuent à l'inégalité entre hommes et femmes par l'accès différencié à des activités. Il donnerait l'occasion aux participants de développer des compétences indépendamment de leur sexe. Une gageure, parce que cela demanderait aux organisateurs d'appréhender le Défilé sous le prisme du genre, mais aussi parce que des fonctionnements très ancrés poussent à genrer des activités. Le hip-hop en est un exemple, puisque les politiques publiques ont contribué à dégenerer cette pratique en organisant sa féminisation, ce qui n'a pas empêché danseuses et danseurs de la regenrer bien vite.²

2. À l'issue d'une enquête qualitative menée entre 2000 et 2003, la sociologue Sylvia Faure montrait que les filles développaient une autre vision et une autre pratique du hip-hop, plus «féminine». Là où les pratiques masculines restaient basées sur la confrontation et la prouesse dans l'exécution de figures au sol, elles dansaient davantage debout et s'intéressaient à la création chorégraphique.

- Faire dialoguer des activités genrées se justifierait parce que dans bien des cas, il est possible de le faire sans que cela soit une source d'inégalités ou de pouvoir d'un sexe sur l'autre, et que, par ailleurs, c'est une manière assez simple de faire en sorte que chaque personne trouve une place, une valeur et une utilité dans le Défilé. Dans cet «arrangement des sexes» hommes et femmes ont aussi de nombreuses occasions d'interaction, donc de connaissance mutuelle.



Le Défilé (2010) © Métropole de Lyon - Jacques Léone

ALLER VERS PLUS DE MIXITÉ ? OU UTILISER LES AVANTAGES DE LA NON-MIXITÉ ?

- S'appuyer davantage sur les vertus de la non-mixité se justifierait parce que pour différents groupes sociaux, peu présents au Défilé, la mixité est compliquée. Des ateliers décors ouverts uniquement aux femmes, couture ou danse spécifiques pour les hommes, pourraient être des «sas» pour faire entrer des publics dans le Défilé, quitte à les encourager ensuite à découvrir d'autres ateliers, éventuellement mixtes. La mise en place de la non-mixité mérite néanmoins une attention particulière (risque de dévoiement ou d'instrumentalisation).
- S'efforcer de rendre les ateliers plus mixtes permettrait de faire bénéficier aux personnes des deux sexes des vertus du Défilé en termes de développement personnel et de sociabilité. Cette option reste néanmoins malaisée à mettre en œuvre, notamment si l'on veut obtenir la présence des classes populaires des deux sexes (réticences spécifiques aux pratiques mixtes dans les classes populaires³) et parce que l'entre-soi est attractif et engendre une moindre pression qu'un milieu hétérogène⁴.

3. Dans leur ensemble, les classes populaires font preuve d'une moindre mixité sexuée des pratiques culturelles, de loisirs et dans le travail. Elle découle d'habitudes, de catégories de perception et d'appréciation dont les filles et les garçons des milieux populaires héritent à travers leur socialisation.

4. «Les sociabilités entre membres d'un même sexe, que permet la pratique, sont valorisées pour les plaisirs spécifiques qu'elles suscitent. Communiquer, échanger, s'amuser, débattre, jouer, s'exprimer sont alors définis comme plus simples, plus agréables, plus évidents à mettre en œuvre avec celles ou ceux qui partagent le même «sexe». (Marie Buscatto, *Sociologies du genre*, 2019)

REDÉPLOYER LE VOLET ÉMANCIPATION ET LES PUBLICS À CHERCHER ? OU VISER SURTOUT L'ÉMANCIPATION DES FEMMES ?

- Si l'émancipation définit l'action de s'affranchir d'autorités, de tutelles, ou de préjugés, cherche-t-on à mobiliser des collégiens avant que les stéréotypes de genre ne soient trop ancrés chez eux ? Des jeunes hommes des quartiers populaires, décrits par des éducateurs de rue comme se repliant sur leur groupe de pairs ? Des jeunes femmes, parfois dans les mêmes quartiers, que la montée du religieux peut contribuer à maintenir dans des comportements très encadrés ? Cherche-t-on surtout avec l'émancipation à déconstruire les stéréotypes de genre (en décorrélant par exemple danse, costume et féminité à travers les propositions artistiques et la communication, en aidant les participants à se donner une image positive de leur corps, quel qu'il soit) ? On comprend à travers ces exemples que le Défilé ne peut maintenir un objectif d'émancipation sans réinterroger ce qu'il entend par là, et les publics à accompagner dans ce processus.
- On peut estimer que l'émancipation est avant tout un projet qui doit viser les femmes, parce que structurellement soumises à des processus de domination. Dans ce cas, on peut gagner à s'interroger : les profils des femmes présentes sont-ils ceux que le Défilé doit aider à s'émanciper ? Le participant lambda décrit par les chorégraphes (une femme de 40 à 60 ans, souvent active, ayant des pratiques culturelles) est-il le public féminin que le Défilé doit viser dans une perspective d'émancipation ?

ÉVITER LA SEXUALISATION DES CORPS DANSANT ? OU LAISSER FAIRE ?

- Il serait envisageable d'inciter à ne pas sexualiser les tenues au motif qu'elle contribue à des normes genrées «toxiques». Les costumes seraient alors systématiquement conçus dans une perspective de désexualisation des corps.
- On peut choisir de laisser faire pour ne pas rendre le Défilé trop normatif, ne pas rogner sur la liberté artistique des professionnels (comment imposer aux chorégraphes et costumiers un tel objectif ?), ne pas proscrire certaines danses, et parce que ce n'est pas (encore) un sujet.

METTRE EN PLACE DES MÉCANISMES ASSURANT UNE ÉGALITÉ HOMMES-FEMMES ? OU NE PAS INTERVENIR ?

- Les inégalités hommes-femmes jouant dans les domaines artistiques du Défilé, cela justifierait de réfléchir à la mise en place de mécanismes (accès aux postes clés comme ceux des chorégraphes, rémunérations, etc.).
- Ne pas intervenir peut se justifier parce que ce serait trop compliqué ou contre-productif. Comment justifier par exemple que dans une logique de quotas, autant de chorégraphes hommes et femmes soient choisis alors que les chorégraphes sont en France aux deux-tiers des femmes, que la danse est de surcroît un des rares secteurs artistiques féminisés, et qu'avec peu de candidatures cela pourrait remettre en cause la qualité des projets ?



Le Défilé (2020)©Métropole de Lyon - Thierry Fournier



©Blandine Soulage, 2016

Quels arts et quelles esthétiques pour le Défilé ?

Le Défilé repose depuis le départ sur un format inchangé (marche dansée sans pause, chorégraphie en boucle, costumes, musique jouée en direct et sonorisée, chars) qui suscite l'adhésion des participants. Diverses modalités s'offrent néanmoins aux organisateurs.

En fonction de son contenu artistique et esthétique, le Défilé peut séduire différents profils de participants. Il est avéré que lorsqu'un atelier de danse hybride les pratiques (danse/cirque, danse/sport, etc.) ou les styles (hip-hop/danse afro, etc.) il peut drainer de nouveaux profils. Cela amène un questionnement sur les arts et esthétiques à intégrer au Défilé, en fonction des publics souhaités et des enjeux perçus.

La question porte aussi sur la place de la vidéo (écrans géants) et les usages du numérique. Des choix s'offrent enfin entre l'actuelle parade dansée, et un événement plus éclaté, qui pourrait se détacher en partie de la danse et d'une unité de lieu et de temps.

Cette fiche n'a pas l'ambition de retracer 25 ans d'évolution des esthétiques du Défilé. Elle cherche plutôt à rassembler les données de l'enquête et à comprendre comment le Défilé se positionne sur cette question des arts et des esthétiques.

CE QU'IL SE PASSE DANS LE DÉFILÉ

L'HYBRIDATION DES DANSES COMME MÉTHODE

Les premiers Défilés s'appuient sur de jeunes danseurs et chorégraphes majoritairement issus du mouvement hip-hop, qui avaient été, quelques années plus tôt, poussés à travailler avec des chorégraphes contemporains. Lors des éditions 1996 et 1998 du Défilé, Fred Bendongué, Mourad Merzouki, Kader Attou, Landrille Bouba Tchouba et d'autres font dialoguer le hip-hop avec la danse contemporaine, les arts circasiens, les danses traditionnelles, les arts du mime.

Ces chorégraphes ont vécu intensément le défi de créer du neuf en croisant ces univers artistiques, tout en éclatant une hiérarchie des arts qui tient le hip-hop pour une catégorie mineure. Ils sont soucieux aussi de déjouer l'attendu selon lequel ces enfants d'immigrés ayant grandi dans les «quartiers» devraient dénoncer par la danse leur condition minoritaire.

“Le défi qu'on relevait, c'était comment se faire rencontrer deux univers, deux cultures diamétralement opposées : une qui a un ancrage vraiment populaire qu'on appelle la danse hip-hop et l'autre, beaucoup plus élitiste, qu'on appelle la danse contemporaine. Comment dire que finalement, l'une comme l'autre se valent ? Et de créer quelque chose qui soit inattendu, improbable.» (Chorégraphe 1)

“Il y avait cette envie de partir de ce vocabulaire qu'est le hip-hop, mais de l'amener vers autre chose. Il y avait aussi cette volonté de sortir de cette foutue case dans laquelle on a voulu toujours nous mettre [...]. Ça m'insupportait ! Je ne comprenais pas pourquoi il fallait que je m'enferme dans quelque chose. Au contraire, moi, mon envie c'était l'ailleurs.» (Chorégraphe 2).

Leur parcours évoque ceux des «transfuges de classe» ou «transclasses», parce qu'en empruntant des éléments de la danse contemporaine, ils vont parfois déjouer un déterminisme social et artistique, découvrir de nouveaux milieux sociaux, jouer leurs créations dans des théâtres. La philosophe Chantal Jacquet a mis en évidence, dans la trajectoire des transclasses, le rôle que jouent les rencontres et la découverte de modèles alternatifs. Ici, les rencontres sont celles de chorégraphes vivant dans la région (tels Maryse Delente, Odile Duboc, Pierre Deloche, Jean-Claude Carles) et d'acteurs culturels (Marcel Notargiacomo, fondateur de la compagnie Traction Avant, Jean-Marie Bilh, directeur du centre culturel Théo Argence, etc.). Leur choix d'associer le hip-hop à d'autres styles va être «gagnant» parce qu'il rejoint une tendance de fond de la danse contemporaine.

Celle-ci se réinvente en effet en hybridant les approches, et en établissant des ponts avec des pratiques artistiques ou sportives, tel que le théâtre (Maguy Marin, Sidi Larbi Cherkaoui, etc.), le cirque (Jean-Baptiste André, Mathurin Bolze, Angela Laurier, Phia Ménard, Yoann Bourgeois, Damien Jalet), l'escalade (danse-escalade avec Laura de Nercy et Bruno Dizien), etc.

Le choix de mêler le hip-hop avec d'autres genres artistiques est également « gagnant » parce qu'il donne naissance en France à une danse à la spécificité reconnue internationalement. Lors de la première tournée aux États-Unis de Récital (1998) de la compagnie Käfig de Mourad Merzouki, qui fusionne hip-hop, musique classique, éléments nord-africains et andalous, la critique qualifie sa pratique d'hybridation (McCarren 2020)¹. Elle remarque des différences qui le distinguent du hip-hop américain : chorégraphie davantage écrite, travail à l'unisson des danseurs et absence d'animosité visible entre eux, soit une nouvelle lecture de la mentalité des battles.

L'hybridation des genres est une constante du Défilé, impulsée par Guy Darmet, confortée après 2012 par Dominique Hervieu, qui y voit un processus par lequel la danse ne cesse de se renouveler. À titre d'illustration, lorsqu'au final du Défilé 2016, une grande « Rumba Tarentelle » réunit participants et publics, elle ne manque pas de souligner que cette danse s'est renouvelée, en étant réinterprétée d'un pays à l'autre (il existe une rumba catalane/gitane, une rumba congolaise, cubaine, etc.).

L'HYBRIDATION DES PRATIQUES ET DES GENRES, UNE MANIÈRE D'ATTIRER DES PARTICIPANTS

L'hybridation des pratiques et des genres répond aussi à une demande du public du Défilé, qui aime être surpris. Elle intéresse les participants. Chaque genre artistique a son public. Plus le Défilé propose de pratiques et de styles variés, plus il offre de portes d'entrées à ceux qui sont tentés d'y participer. C'est une manière également de renouveler l'intérêt de danseurs aguerris. Quand lors du Défilé 2016, Mourad Merzouki ajoute du disco, du Bollywood et de la funk à une base hip-hop, il aiguise la motivation des danseurs. Pour ces raisons, l'univers du cirque revient souvent au Défilé, par la présence d'échassiers ou de voltige, ou quand Jean-Claude Carles choisit le thème Barnum Parade en référence au cirque (2012).

C'est aussi le cas du sport. Lors de l'édition 2004 des « Jeux Vaulx-lympiques », où les enfants des écoles primaires vaudoises participent à des activités sportives en écho aux JO d'été, le défilé de clôture fait office de répétition générale avant le Défilé de la Biennale de la danse, en mêlant danse et sport (spectacle de danse-escalade).

LE DÉPASSEMENT DES CLIVAGES POPULAIRE/ÉLITISTE, CONTEMPORAIN/TRADITIONNEL

Le format de défilé inventé par Guy Darmet est original aussi par la manière dont il se positionne sur deux sujets majeurs, celui du caractère populaire ou élitiste de la danse, et celui du positionnement de la danse à l'égard des traditions. Guy Darmet a toujours admis qu'il a inventé le Défilé en s'inspirant des formes traditionnelles de défilés populaires, telles qu'elles existent sous forme de carnaval en Provence, mais aussi au Brésil. Il voit dans les danses populaires des formes toujours vivantes, ancrées dans des cultures et des territoires partout dans le monde, qu'il n'y a aucune raison de marginaliser, au contraire. Par ailleurs les danses traditionnelles ont influencé les danses classiques, et l'existence de filiations dans la danse va de pair avec la possibilité d'inventer, d'innover.

Le Défilé, à travers les choix de ses directeurs artistiques, mais aussi parce qu'il fait appel à des chorégraphes militants, œuvre à réduire la fracture entre la danse actuelle et les publics populaires. La Maison de la danse, la Biennale de la danse et le Défilé s'inscrivent délibérément dans cette entreprise, avec succès se targue Guy Darmet puisque des centaines de milliers de personnes se rassemblent dans les rues de Lyon. Dominique Hervieu refuse également de choisir, pour la Biennale et le Défilé, entre un événement populaire et un événement élitiste : il convient de dépasser cette opposition, sans sacrifier ni la dimension populaire de la danse, ni l'exigence artistique et le caractère expérimental qui accompagne des formulations novatrices.

La Biennale de la danse et son Défilé se veulent alors des lieux d'accueil de l'hétérogénéité des tendances et mouvements de la danse. Leurs directeurs artistiques évoquent une « esthétique ouverte », une « esthétique de la diversité » ou de « l'hétérogénéité », accompagnant les évolutions de la danse et de la société. Ils revendiquent de prendre le meilleur de chaque style, dans le registre populaire comme dans le registre savant.

Dominique Hervieu dit ainsi vouloir faire cohabiter des chorégraphes qui à la Biennale s'inscrivent dans une démarche d'expérimentation radicale, tels Dimitris Papaioannou, William Forsythe ou François Chaignaud, et des chorégraphes du Défilé tels Kadia Faraux, qu'elle juge tout aussi excellents dans leur genre.

1. McCarren, « Le hip-hop, de la rue à la scène », *Nouvelle histoire de la danse, en Occident. De la préhistoire à nos jours*, Laura Cappelle (dir.), 2020.

Le directeur artistique a en effet la possibilité de programmer un chorégraphe à la Biennale, ou au Défilé, ou dans les deux événements. Certains d'entre eux ont été présents d'abord à la Biennale avant de venir au Défilé : c'est le cas d'Abou Lagraa (Biennale 1998), de Delphine Gaud (2000). Mourad Merzouki participe au Défilé 1996, à la Biennale 1996, pour revenir au Défilé à partir de 2006.

Il est important de relever que Dominique Hervieu associe une analyse précise à une action qui amplifie les efforts de son prédécesseur. Côté analyse, elle théorise ce qui a été selon elle une impasse dans la danse, faisant référence au mouvement de la « non danse » ou « danse conceptuelle » qui dans les années 1990 s'oppose au spectaculaire, à la représentation, aux décors, aux costumes, au mouvement, à la virtuosité. C'est une manière de positionner le Défilé et sa Biennale contre une conception encore prégnante dans la création contemporaine qui a pour effet de mettre à distance des publics populaires.

Côté action, elle met en place à la Maison de la danse, pour la Biennale et son Défilé, une véritable stratégie pour rendre la danse populaire, utilisant toute la panoplie des moyens à sa disposition : bals, spectacles hors les murs (dans des hôpitaux, maisons de retraite, etc.), formats courts (pour ne pas lasser le public populaire), œuvres augmentées (ajout de danseurs, professionnels ou amateurs pour rendre l'œuvre plus spectaculaire ou monumentale), cours de danse gratuits dans l'espace public, etc. Très attachée durant son parcours de danseuse et chorégraphe au développement des liens entre la création artistique et la pratique amateur, elle met en place les conditions pour que par acculturation, des amateurs aiguisent leur goût et aillent vers des spectacles de niche.

Tout ceci fait apparaître la grande cohérence entre le Défilé et la Biennale de la danse en matière d'intention et de réalisation : mettre le plus grand nombre de spectateurs possible face aux danses ; faire découvrir les danses qu'elles soient issues de traditions anciennes ou totalement émergentes ; donner à voir la diversité des esthétiques et l'hybridation des genres ; inscrire la danse dans une histoire longue et mondiale (les thématiques de la Biennale ont été par exemple l'histoire de la danse en France en 1988, les sources africaines de la danse en 1994) ; et à travers les thèmes choisis, montrer comment la danse s'ancre dans des sociétés, dans des philosophies ou des religions.

S'APPROPRIER L'ESPACE PUBLIC, FAIRE PARTICIPER DES « AMATEURS » : DES APPROCHES QUI ONT RENCONTRÉ L'INTÉRÊT DE PROFESSIONNELS

Le choix de Guy Darnet de faire danser des milliers de personnes dans la rue est facilité, dans sa mise en œuvre, par un tournant de la danse contemporaine. Ce n'était pas une rupture complète que de demander à des chorégraphes de le faire, puisque dès les années 1980, la danse contemporaine investit les espaces publics. La scène à l'italienne, espace traditionnel depuis le 17^e siècle, est récusée par de nombreux chorégraphes, qui critiquent la hiérarchie entre les danseurs et les spectateurs matérialisée par une scène surélevée, et qui cherchent de nouveaux espaces de représentation.

Certains chorégraphes, dont Pierre Deloche, Annick Charlot, Sylvie Guillermin, Denis Plassard, vont trouver dans le Défilé un format qui les conforte dans leurs partis pris. Annick Charlot qui crée systématiquement dans l'espace public depuis 2010, voit dans les cinq Défilés réalisés auparavant une sorte de révélation à elle-même du plaisir à réaliser des formes monumentales. À Lyon plus qu'ailleurs, danser dans la rue et partager la danse avec des amateurs trouve une réception importante, grâce au Défilé qui offre un espace pour le faire, et parce que des chorégraphes lyonnais ont depuis longtemps creusé ce sillon, tel Pierre Deloche avec ses « créations civiles ».

L'autre thème très prégnant lors de la naissance du Défilé est celui de la « participation ». Dans le monde de la danse des années 1990, les appels à associer les amateurs et les professionnels sont courants chez les chorégraphes, qui y voient le moyen d'ouvrir de nouveaux espaces à l'exercice de l'art. La « participation » est un sujet transversal à de nombreux champs, puisque censé revivifier la démocratie (démocratie participative), l'urbanisme (concertation) et évidemment le champ artistique. Des chorégraphes et des costumiers militants ont exprimé durant l'enquête l'importance qu'ils accordent au travail avec des amateurs. Ils considèrent justifiés leurs efforts pour faire venir dans les ateliers celles et ceux qui n'ont pas un accès facilité à la culture. Certains d'entre eux vont les rencontrer y compris dans les écoles, les prisons, les maisons de retraite, etc. Leur pratique les a persuadés des effets émancipateurs de la culture sur les publics « empêchés ». Ils peuvent se concevoir comme des « passeurs », et donnent de nombreux exemples de cas où ils ont contribué, dans le cadre du Défilé, à diffuser ou vulgariser (par exemple Aurélien Kairo faisant slammer à partir de textes de Nietzsche).

EXIGENCE ARTISTIQUE ET POIDS DES CONTRAINTES

Ceux qui portent le Défilé, directeurs artistiques et artistes, sont persuadés que la qualité du spectacle est un critère clé de la valorisation des participants, qui adhèrent à un projet parce qu'ils y voient un challenge, et sont fiers de leur réussite finale. Cela exige des chorégraphes, costumières, encadrants des ateliers chers et musique, de concilier exigence élevée et accueil bienveillant tout au long du travail d'atelier. Des chorégraphes tiennent aussi à l'exigence, parce que des spectacles de qualité peuvent plus ou moins impacter leur réputation.

Mais travailler avec des amateurs et produire le Défilé dans l'espace public est aussi source de contraintes. Les chorégraphes et costumières rapportent qu'ils doivent composer avec des participants de niveaux hétérogènes, qui parfois n'ont jamais dansé ou cousu. Il convient alors d'user de souplesse et de pédagogie, rassurer, s'adapter, y compris chemin faisant, simplifier, renoncer. Si cela n'empêche pas d'être créatif, les difficultés additionnées (budgets limités, fatigue, vitesse donnée de déplacement des groupes...), engendrent une lassitude qui peut les amener à arrêter le Défilé.²

DANSER ENSEMBLE, ÊTRE EN PRÉSENCE DE CORPS QUI DANSENT, DES ÉMOTIONS RARES

Les arts du Défilé ont en commun d'utiliser beaucoup les corps des participants comme instruments pour produire le spectacle et engendrer des émotions. La coprésence des corps dans les ateliers de danse, puis la présence des corps des danseurs à quelques mètres des spectateurs le jour du Défilé, engendrent des émotions spécifiques, qui ne seraient pas les mêmes, par exemple, si les répétitions se faisaient en «visio», ou si l'on assistait au Défilé par écrans géants interposés.

Durant l'enquête, les participants danseurs ont exprimé le sentiment de former un seul corps le jour du Défilé, et insisté sur l'émotion ressentie à faire des gestes à l'unisson. Une perception qui a été décrite par des chercheurs et des spécialistes de la danse. Selon la psychanalyste et pionnière française de la danse-rythme-thérapie France Schott-Billmann :

“ Les danseurs ont la tendance naturelle à reproduire les gestes des autres pour être semblables. La danse mimétique participe à un processus de désindividualisation : le danseur qui répète l'autre en l'imitant se décentre de lui-même, s'allège de soi »³
(France Schott-Billmann)



Le Défilé (2018)©Métropole de Lyon - Thierry Fournier

2. Cf. « L'engagement, une ressource précieuse pour le Défilé », p.17.

3. Citée par Claudia Palazzolo, « Rave, dystopie du populaire ? », *Recherches en danse*, n°9, 2020.

Lorsque de nombreuses personnes dansent ensemble, la dimension physique de l'expérience collective contribue au sentiment de former un seul corps avec le groupe, à travers une dynamique de désindividualisation et de recommunautarisation.

Des participants ont rapporté par ailleurs avoir changé de rapport à leur propre corps grâce au Défilé, donnant raison aux chorégraphes convaincus que l'apprentissage de la danse est un formidable outil pour mieux habiter son corps, le rendre plus ouvert, plus habile, plus disponible, plus à l'aise, mieux à même d'exprimer ses émotions, ce qui facilite ensuite la relation à autrui.

Dans les ateliers, ces chorégraphes (qui parlent parfois d'effets thérapeutiques de la danse, ou de danse qui soigne) amènent les participants à prendre conscience de leur corps. Ils y voient un enjeu à travailler dans les ateliers avec des personnes en manque de relation positive à leur corps (adolescents en phase de questionnement, personnes aux corps abîmés ou en situation de handicap).

Du côté des spectateurs du Défilé, la présence physique des danseurs provoque des émotions elles aussi singulières. Comme l'enquête n'a pas interrogé les spectateurs, on se base sur les témoignages des défilants et sur d'autres enquêtes. L'anthropologue François Laplantine, qui a beaucoup enquêté dans la danse et le théâtre, soutient que l'émotion qui vient au spectacle de la danse est provoquée par la sensation d'éprouver physiquement ce qui est regardé, de ressentir dans son corps le mouvement en direct, d'avoir un sentiment d'osmose avec les danseurs et tous ceux qui les regardent :

« Ce qui nous affecte, ce que nous ressentons dans notre propre corps en présence d'un spectacle chorégraphique se constitue bien à partir du regard, mais cette expérience n'est pas seulement visuelle. Elle est épidermique et plus encore proprioceptive. Elle est susceptible de nous toucher alors qu'il n'y a aucun toucher. C'est une expérience non tactile de ressentir qui a été qualifiée par Erwin Straus (2000) de « pathique », une expérience beaucoup plus originelle que celle du percevoir et a fortiori du concevoir. »
(François Laplantine⁴)

Ces constats font écho à des propos recueillis durant l'enquête. Un opérateur observe que la danse engendre chez celles et ceux qui la pratiquent et la regardent des émotions qui passent par le corps, contrairement au théâtre par exemple, où elles sont filtrées par le langage et l'intellect.

UN FORMAT DE DÉFILÉ QUE SON SUCCÈS À NÉANMOINS CONTRIBUÉ À FIGER

Le Cahier des charges techniques et artistique qui encadre les projets de chaque groupe a très peu bougé depuis le succès du premier Défilé. Il définit précisément un format : le Défilé se déroule obligatoirement sous forme de « marche dansée », sans pause. La vitesse de déplacement de l'ordre de 1,5 km/h est fixée à 1,8 km/h aujourd'hui, une accélération qui apporte de la vitalité au spectacle, mais rend l'exercice plus physique. L'ensemble des déplacements doit impérativement être chorégraphié ou mis en scène. Le public étant différent tout au long du parcours, la chorégraphie est appelée à se reproduire par des boucles de moins de 10 minutes. Tous les défilants doivent être costumés. Le cadre est aussi donné en ce qui concerne le nombre de participants par groupe (entre 150 et 500), leur âge (plus de 10 ans), la musique (jouée en direct et sonorisée), les chars, marionnettes ou machines d'une largeur et d'une hauteur maximales de 4 mètres.

Face aux deux grandes questions des organisateurs depuis le départ (comment lui donner plus de rythme, comment lui donner plus de cohérence ou d'unité), des solutions pérennes ont été trouvées, comme, depuis 2006, le spectacle final mobilisant participants et spectateurs, désormais rituel. L'étude indique que ce cadre, pris tel quel par les participants est dans l'ensemble plébiscité. Ils apprécient en particulier l'inscription du spectacle dans l'espace public, le spectacle final (symbole de communauté unie). Certains regrets apparaissent sur la place de la musique dans le Défilé, sur le rapport au public (absence de public aux étages rue de la Ré, mur d'écrans de smartphones...), et les artistes sont parfois découragés par le faisceau des contraintes.

COSTUME, MUSIQUE ET CHARS, DES DIMENSIONS MOINS VALORISÉES

Après la danse, les costumes occupent une fonction majeure dans le Défilé. De manière combinée avec les chorégraphies, la musique, les décors, ils contribuent à l'esthétique de la parade. Les participants, les chorégraphes ou les costumiers rapportent que les costumes changent la perception de soi et les attitudes. En portant un costume élégant, on aura tendance à se sentir élégant, et à adapter sa gestuelle. En incarnant un personnage, on s'ouvrira à des gestes nouveaux. Les costumes ajoutent à l'émotion des spectateurs face aux gestes des danseurs.

4. Laplantine François, « Penser le sensible avec la danse », *Anthropologie, et société*, n°1, 2020.

Ils identifient aussi les groupes et contribuent à la narration dans le spectacle, en évoquant ou racontant une histoire, et en singularisant des rôles. Ils contribuent enfin au caractère festif du Défilé.

La valorisation de l'art du costume par l'organisation du Défilé n'est cependant pas à la hauteur de cette contribution. Alors que certains chorégraphes du Défilé ont une notoriété nationale voire internationale, il n'y a pas d'équivalent chez les costumiers. Leurs projets de costumes, même s'ils peuvent leur donner une véritable liberté de création, découlent des souhaits exprimés par les porteurs de projet, qui sont souvent des chorégraphes. Aucun groupe n'a vu son projet artistique défini par une costumière (alors que des musiciens ont été porteur de projet).

La musique est difficile à valoriser lors du Défilé, pour des raisons acoustiques. Des musiciens de renom peuvent y participer, mais les enjeux artistiques du Défilé sont peu abordés sous cet angle.

Les chars, marionnettes, objets roulants, pourtant très évoqués par les participants, sont relativement peu investis, par rapport à d'autres événements carnavalesques (corso du carnaval de Nice, etc.). Les choix de l'organisation centrale du Défilé, qui en 2010-2012 a imposé, par le cahier des charges, des normes pour améliorer la qualité du son, a eu pour conséquence non anticipée d'amener des groupes à envisager les chars surtout comme un support technique pour sa diffusion. Des groupes ont alors sacrifié la décoration, et le Défilé compte moins de chars imposants qu'à ses débuts.

LES ENJEUX

DES DYNAMIQUES D'EMPRUNT QUI RENOUVELLENT LA DANSE, NON SANS QUESTIONNEMENTS

Les dynamiques d'appropriation dans la danse ont toujours existé, donnant lieu à des transferts esthétiques. En empruntant, un artiste peut opérer un pas de côté, surprendre, donner un nouveau souffle à un style, créer aussi des passerelles entre les arts. Deux dynamiques sont particulièrement intéressantes, parce qu'elles tournent autour de l'enjeu de la popularisation de formes artistiques : celle de chorégraphes de danse contemporaine, qui importent des pratiques ou expressions populaires, et inversement, celle d'artistes populaires qui empruntent des éléments de culture « savante ».

En schématisant, on pourra retenir que lorsque l'emprunt se fait dans le sens de l'artiste « populaire » qui va chercher du « savant », cela popularise ces éléments auprès de son vaste public. C'est le cas par exemple quand la chanteuse afro-américaine Beyoncé collabore avec le chorégraphe Sidi Larbi Cherkaoui, qui signe certaines de ses chorégraphies ou vidéo-clips, ou quand elle s'inspire directement de chorégraphies contemporaines.

Quand l'emprunt se fait en sens contraire, phénomène courant chez les chorégraphes contemporains, cela peut contribuer à l'artification, ou « passage à l'art », légitimation artistique des formes/pratiques empruntées. Dans les deux cas, il y a un travail de décontextualisation/recontextualisation qui impacte la forme de l'œuvre (Palazzolo, 2020)⁵.

Les chercheurs nous signalent que les pratiques d'appropriations ont beau être croisées, elles atténuent plutôt qu'elles n'effacent les hiérarchies existantes entre « savant » et « populaire ». Une asymétrie dans ces déplacements se mesure au fait que la direction de Centres Chorégraphiques Nationaux a été confiée fort tardivement et chichement à des chorégraphes hip-hop. Elle se mesure encore plus à la facilité qu'il y a pour des chorégraphes contemporains à se déplacer de la scène à la rue (ils peuvent facilement revenir à la scène), comparée à la difficulté pour les artistes qui n'appartiennent pas à ce milieu de faire le chemin inverse.

Christophe Apprill observe que les chorégraphes qui délaissent les scènes des théâtres pour investir la rue, l'hôpital, la prison, etc. sont légion, alors qu'il est rare de trouver des cas symétriques :

« [...]des danseurs de country qui investiraient le hall de l'Opéra Garnier pour un bal improvisé ; des danseurs de salsa qui prendraient d'assaut la scène du théâtre des Célestins de Lyon lors d'un entracte ; des danseurs de rock acrobatique qui occuperaient un conservatoire national de musique et de danse pendant trois jours et trois nuits... Sauf lorsqu'une institution ouvre ses portes. »
(Christophe Apprill⁶)

Ces chercheurs peuvent utiliser de nouveaux mots pour désamorcer la hiérarchisation des arts, telle Claudia Palazzolo qui préfère parler de danse « pop » que de danses « populaires », parce que l'usage du terme « populaire » dans le champ de la danse renvoie assez vite à des danses rurales traditionnelles, ce qui empêche de voir que ces danses font partie d'une culture globalisée⁷.

5. Palazzolo Claudia, « Rave, dystopie du populaire », *Recherches en danse*, n°9, 2020.

6. Apprill Christophe, « La danse » (populaire) est un mythe ? », *Recherches en Danse*, n°9, 2020.

7. Palazzolo Claudia, « Le corps pop de la danse contemporaine », in *Corps pop*, Toudoire-Surlapierre, Hubier (dir.), 2018.

Dans un monde où le réservoir de plus en plus vaste de techniques, de styles et d'imaginaires met le passage de frontières au cœur des logiques créatives, il est donc nécessaire de prêter attention aux logiques de pouvoir associées à ces dynamiques d'emprunt.



Le Défilé (2010)@Métropole de Lyon - Jacques Léone

APPROPRIATION CULTURELLE ET DÉCOLONISATION DE LA DANSE

L'enquête n'a pas signalé que le Défilé était critiqué pour appropriation culturelle, mais cela pourrait venir, d'autant que des ingrédients sont en place pour que la critique advienne (répertoire des danses mobilisées par le Défilé, qui peuvent être celles de minorités, artefacts, etc.).

L'appropriation culturelle désigne l'utilisation et la transformation illégitime ou hors contexte, par des membres d'un groupe dominant, d'éléments culturels appartenant à une culture minoritaire. Il s'agit donc d'un emprunt entre cultures qui s'inscrit dans un contexte de domination sur lequel on s'aveugle. Elle peut être vécue comme une forme de dépossession, déshumanisante, offensante, voire raciste.

La critique d'appropriation culturelle est parfois étendue au métissage culturel, une notion pourtant distincte qui désigne le mélange d'influences diverses dans différents domaines artistiques et culturels.

Au final, tous les aspects relatifs aux emprunts, adaptations et circulations de formes culturelles sont susceptibles d'être critiqués. La suspicion d'appropriation peut porter sur des éléments iconographiques, artistiques, des ornements, des coiffures par exemple⁸. Les accusations peuvent advenir quand des interprètes blancs jouent des personnages de couleur, ou quand ils interprètent des danses issues de minorités (Lindy Hop, voguing⁹, etc.). Sur ces sujets, il y a controverse, puisque des artistes revendiquent l'usage sans censure de différents patrimoines, alors que d'autres s'auto-censurent ou sont dans la critique.

Ce phénomène témoigne en tout cas d'un singulier renversement, puisqu'au début du Défilé, le procès en métissage était porté par l'extrême droite, alors que ces remises en cause viennent aujourd'hui de mouvements hyper progressistes. Dans la même logique, des courants, ici encore surtout dans le monde anglo-saxon, appellent à «décoloniser la danse», et dénoncent des normes qui positionnent les arts de création comme intrinsèquement occidentaux, réduisant les productions non occidentales au pittoresque et à l'exotique.

RÉSEAUX SOCIAUX : NOUVEAU RAPPORT DES JEUNES À LA DANSE, NOUVEAUX MODES DE DIFFUSION

Le cinéma a révolutionné la diffusion de la danse, donnant à voir à des millions de spectateurs des chorégraphies (Fred Astaire, Ginger Rogers, etc.) et contribuant à mettre des danses à la mode. Le petit écran va remplir ensuite cette même fonction. La forme du clip a permis la diffusion de la danse, jusqu'à l'échelle planétaire (MTV).

Avant que les réseaux sociaux n'apparaissent, une viralité était à l'œuvre quand des tubes de l'été (la lambada par exemple) étaient dansés partout. Et la télévision permettait un apprentissage, si l'on se rappelle qu'à la fin de son émission H.I.P. H.O.P. diffusée sur TF1 en 1984, Sidney présentait un petit tutoriel pour apprendre un mouvement.

⁸. Récemment, accusés d'«appropriation culturelle», des musiciens blancs d'un groupe de reggae suisse portant des dreadlocks ont dû par exemple stopper leur concert à Berne, des spectateurs se disant mal à l'aise de voir des musiciens blancs endosser la culture rasta.

⁹. Madonna a été plusieurs fois accusée, par exemple avec sa chanson «Vogue» (1990), de retirer des bénéfices de la récupération du voguing, expression d'une subculture noire, trans et homosexuelle.

Les réseaux sociaux ont néanmoins démultiplié ces possibilités, à l'échelle planétaire. Des phénomènes de viralité se saisissent de chorégraphies. Une séquence de danse issue d'un clip, film, ou vidéo amateur, postée sur TikTok, Instagram et YouTube, peut être vue des millions de fois, et reproduite. Ces reproductions postées sur les réseaux sociaux peuvent à leur tour faire le buzz (cas récent de la «Wednesday dance» issue d'une série Netflix¹⁰). Ces modalités de partage questionnent le rapport des jeunes générations à la danse, mais aussi la manière dont elles articulent l'individuel et le collectif.

Quand une même chorégraphie est interprétée par un grand nombre de personnes, qui se filment depuis chez elles avec leur smartphone, une forme de communauté se crée autour du plaisir de danser, de mimer, sur des formats courts. Sur TikTok, la danse tient une place importante, y compris dans la multitude de challenges postés (en couple, avec des amis ou en famille).

Cela interroge ensuite les formes d'apprentissage de la danse (vidéos sur smartphone, tutos, podcasts). Lors de l'enquête sur le Défilé, des participants expliquaient avoir filmé la chorégraphie, pour la danser en famille/en groupe ou s'entraîner. Cela questionne enfin la façon dont les formes se régénèrent. Quand des personnes reproduisent une chorégraphie, il arrive qu'elles la détournent d'une quelconque manière. Ceci d'autant plus que la réappropriation se fait depuis le monde entier, à partir de références culturelles largement différentes.

LA DANSE ET LES INSTITUTIONS CULTURELLES FACE AU NUMÉRIQUE

Depuis les années 1990, il est courant que la danse accueille le numérique dans ses représentations. La réalité est augmentée ou complexifiée par des images produites par des caméras, des ordinateurs ou des effets spéciaux, jusqu'à dématérialiser le corps des danseurs et exploser les repères du spectacle. Des logiciels modélisent les mouvements des danseurs, projetés sur un écran (Biped, Merce Cunningham, 1999). Des chorégraphes s'entourent de professionnels des arts numériques et de l'informatique pour créer (Pixel, Mourad Merzouki, 2014). En coulisses, des outils numériques offrent de nouvelles possibilités aux techniciens et régisseurs.

Deux tendances interpellent directement les institutions culturelles¹¹. La première, de loin la plus pratiquée, consiste à diffuser en ligne des spectacles, en complément d'autres montrés en présence de spectateurs. Avec l'épidémie de Covid-19, cette tendance s'est accélérée. En 2021, l'Opéra de Paris a lancé sa plateforme de diffusion en ligne, Paris Opera Play !, où les ballets et œuvres lyriques sont disponibles à la location. La Philharmonie de Paris a adopté une stratégie similaire, avec sa plateforme Philharmonie Live, où le public peut visionner gratuitement et en intégralité des concerts.

Ces initiatives sont aussi un moyen de viser des spectateurs plus jeunes, familiarisés avec le streaming. Une deuxième tendance, qui serait la source de changements radicaux si elle s'amplifiait, amène à la disparition des corps. C'est le cas lorsque des spectacles font intervenir des hologrammes. Une technique spectaculaire aux possibilités nombreuses, y compris de faire danser ou chanter des artistes décédés, ou des artistes rajeunis. Déjà, des avatars deviennent des stars, telle la japonaise Hatsune Miku qui s'est produite en 2020 au Zénith de Paris sous la forme d'un hologramme qui dansait et chantait.

Ces outils sont aussi des moyens de pédagogie, de mémoire, de création. En donnant accès à leurs archives numériques, des institutions offrent des outils pédagogiques au public, en prolongement de leur offre culturelle¹². Parmi les initiatives dans la danse, celle de l'institution allemande Tanz Fonds Erbe, dont les fonds permettent aux artistes d'effectuer des recherches en vue de la création de nouveaux projets et au public d'accéder à une histoire vivante de la danse contemporaine.

Numéridanse, créée en 2011 par la Maison de la danse en collaboration avec le Centre national de la danse est une plateforme qui donne accès à de nombreuses performances dansées filmées. Pour les institutions, établir une stratégie numérique est néanmoins complexe. Face à des dispositifs techniques foisonnants et aux enjeux multiples du numérique, elles peuvent encore manquer de moyens humains et de compétences.

10. «Wednesday dance, la choré virale» Arte, *Le Dessous des images*.

11. Nos sources sont ici deux billets de Florence Abitbol, «Stratégie numérique des établissements d'arts vivants : un paradoxe à apprivoiser» ; «Spectacles vivants et technologies numériques, entre apports et transformations», *M3*, janvier/février 2022.

12. Pour un panorama, voir «Le spectacle vivant à l'ère du numérique : un tour d'horizon», Julie Burgheim, IETM Mapping, 2016.

OMNIVORISME DU PUBLIC, GOÛT POUR LE MÉLANGE, LES CARTES REBATTUES DE LA « DISTINCTION »

En sociologie, le terme omnivorisme renvoie au processus historique de diversification des répertoires culturels, observé chez les populations appartenant aux classes privilégiées. Ce processus, mis en avant dès les années 1980 par Paul Di Maggio, puis documenté par les travaux de Richard Peterson, montre le passage, dans ces catégories sociales, d'un goût culturel centré exclusivement sur la « culture savante » à celui d'une large palette de pratiques culturelles¹³. Éclectiques, ses membres peuvent passer du registre savant au registre « pop ».

Certains sociologues (en France : Olivier Donnat, Michèle Ollivier, Viviana Fridman, Guy Bellavance, Myrtille Valex, Michel Ratté) parlent de l'omnivorisme en tant qu'ouverture ostentatoire des classes supérieures à la diversité. Cet éclectisme est en fait limité parce qu'un mépris subsiste envers certains genres. Il est aussi observé que la place souvent dominante prise dans les pratiques de ces catégories diplômées, de genres culturels anciennement populaires (musiques rock ou électroniques, roman policier, bande dessinée, jeux vidéo, etc.), va de pair avec la baisse de certaines pratiques (opéra, musique classique, émissions culturelles, etc.).

Des chercheurs estiment alors que des concepts usuels de la sociologie de la culture française ne sont plus opératoires : peut-on faire encore des pratiques comme assister à un concert de musique classique, à un opéra, ou à une pièce de théâtre l'emblème de la culture « dominante », alors que ces pratiques sont minoritaires, y compris chez les membres des classes supérieures ? Les catégories-mêmes de « culture cultivée », « culture moyenne » et « culture populaire » restent-elles opératoires ?

La montée de l'éclectisme dans les milieux les plus investis dans la vie culturelle, et l'hybridation de la culture cultivée, laissent deviner la complexité croissante des rapports qui lient les univers culturels et les milieux sociaux. Bernard Lahire (La Culture des individus. Dissonances culturelles et distinction de soi, 2006) montre de son côté que contrairement à ce que soutient la notion d'habitus (un modèle homogène dans lequel chaque individu est associé à un registre culturel unique), les dissonances et ambivalences, que ce soit entre les individus d'une même classe sociale ou à l'échelle individuelle sont fréquentes, ce qui augmente l'hétérogénéité des pratiques.

13. Peterson Richard, « Le passage à des goûts omnivores : notions, faits et perspectives », *Sociologie et sociétés*, vol.36, n°1, 2004.

Mais si les classes dominantes tendent à l'omnivorisme culturel, les classes populaires restent plutôt univores, ancrées dans des pratiques propres¹⁴. Avec néanmoins une relative convergence avec les classes plus aisées, puisque les jeunes dans leur ensemble vont vers l'omnivorisme¹⁵.

INDICE D'UNE FERVEUR POUR L'HISTOIRE, LE RE-ENACTMENT

Il arrive que les groupes du Défilé fassent référence à un événement historique, ou à la séquence d'un mythe. Des initiatives pourraient à ce titre être inspirantes, voire amener assez loin des formats actuels. On assiste depuis les années 2000 à une prolifération de pratiques relevant du re-enactment (reconstitution), qui consiste en la répétition ou la re-création de situations ou d'événements historiques (Caillet 2013)¹⁶. Sous forme de jeu de rôle grandeur nature mettant souvent en scène des batailles, festivités, rites religieux ou civiques, processions, repas, etc., de telles reconstitutions peuvent se saisir d'événements récents. *The Battle Of Orgreave*, de Jeremy Deller, met ainsi en scène l'affrontement entre mineurs et policiers en Grande-Bretagne en 1984, qui symbolisa la défaite de la classe ouvrière face au néolibéralisme de M. Thatcher.

Le *re-enactment* puise dans différents registres, entre représentation et performance, pratique amateur et forme artistique. Il a pénétré le champ des arts visuels, lorsqu'ont été rejouées des performances d'artistes contemporains tels que Bruce Nauman ou Marina Abramović. Mais le *re-enactment* entretient le plus souvent une relation flottante au modèle original, cherchant par exemple les traces d'un événement dans la mémoire collective.

Ce qui est intéressant ici, c'est qu'il exprime une ferveur pour l'Histoire, et donne lieu à des formats nouveaux, où la réappropriation, voire le détournement engendre une expérience sensible, participative et immersive. Ce mouvement peut aussi être questionné, alors que des relectures de l'Histoire servent des idéologies parfois peu compatibles avec les valeurs de la République.

14. Bellavance Guy, Valex Myrtille, de Verdalle Laure, « Distinction, omnivorisme et dissonance : la sociologie du goût entre démarches quantitative et qualitative », *Sociologie de l'Art*, 2006.

15. C'est ce que montre l'enquête du Crédoc/Baromètre DJEPVA, « De spectateurs à créateurs : multiplicité des pratiques culturelles et artistiques des jeunes », 2019.

16. Caillet Aline, « Le re-enactment : Refaire, rejouer ou répéter l'histoire? », *Revue Marges*, 17, 2013.

COMMENT S'EMPARER DE CES ENJEUX ? QUELQUES POSSIBLES...

METTRE LA DANSE EN AVANT OU DONNER PLUS DE PLACE À D'AUTRES ARTS : ARTS CIRCASSIENS, COSTUME, MUSIQUE, ARTS PLASTIQUES, ETC. ?

- La place singulière de la danse à Lyon, et l'attachement qu'elle suscite, militent pour laisser à la danse un statut privilégié dans le Défilé, d'autant plus qu'il est connecté à la Biennale de la danse. Dans cette optique, on se demandera surtout quelles danses faire entrer dans les cortèges, directement, ou en hybridant les styles pour toucher des publics cibles ou les rajeunir.
- Mais différents arguments plaident pour un Défilé mettant mieux en valeur différents arts, qui pourraient capter la lumière sans être à l'ombre d'une danse. Pour enclencher ce changement, il serait possible de confier la direction des projets moins souvent à des chorégraphes, et plus souvent à des musiciens, plasticiens, circassiens, costumiers, etc. Autre piste, envisager des créations collégiales (un ensemble d'artistes conçoivent ou sont associés à la conception d'un Défilé dans son ensemble).

UNE PARADE ENTIÈREMENT DANSÉE, OU DES FORMATS PLUS ÉCLATÉS ?

- La singularité du Défilé, au regard d'autres événements, est d'être une parade dansée, de niveau élevé dans la danse grâce aux mois de préparation. Ce format suscite l'adhésion des participants.
- Il serait possible de sortir du format de la parade dansée, soit en alternant, dans la parade, des groupes qui dansent et d'autres qui ne dansent pas, soit en programmant à côté de la parade dansée, reposant toujours sur une chorégraphie revenant en boucle, d'autres événements et formats artistiques, pas forcément mobiles, dans divers lieux, et pas forcément sur une seule journée. Le Défilé pourrait faire place à des reconstitutions historiques (*re-enactment*), ou à des événements autour de lui, comme des courses costumées. Cela permettrait d'ouvrir la porte à des collectifs plus petits, plus informels, qui pourraient prendre en charge une partie de la programmation du Défilé mais aussi d'arbitrer davantage entre vitesse ou lenteur et aller sur des rythmes différents.

Si le Défilé était assorti d'événements sur plusieurs jours, il pourrait s'inspirer du carnaval de Bahia, où la ville devient pendant une semaine une grande scène de spectacle pour les artistes de tout le Brésil. Il est aussi possible d'imaginer des formats évoquant l'opéra de rue ou une immense comédie musicale.

QUELLES ESTHÉTIQUES FAIRE ENTRER POUR QUELLES POPULATIONS ?

- Convient-il de choisir des chorégraphes contemporains qui hybrident les genres et pratiques, de manière à modifier les esthétiques et ouvrir les ateliers à de nouveaux participants, comme quand des chorégraphes ont fait appel au cirque, aux échasses, aux rollers, etc. ? En gardant néanmoins en tête que l'hybridation des styles plaît davantage aux catégories aisées qu'aux catégories populaires.
- Convient-il plutôt de choisir des artistes populaires et de les faire entrer dans le Défilé ? Il serait possible de prendre contact avec des artistes inscrits dans des danses qui n'ont pas accès aux institutions (elles sont nombreuses, country, rock acrobatique, voguing, etc.), et ne penseraient pas à candidater au Défilé, pour les amener à concevoir des propositions. Il reviendrait à l'organisation du Défilé de choisir vers quelles esthétiques se tourner pour chercher les publics à mettre en valeur. Si la reconnaissance du hip-hop a permis la valorisation de la jeunesse des quartiers populaires, vers quels genres artistiques se tourner demain ? Dans tous les cas, le Défilé a besoin, pour faire de tels choix, de définir comment il envisage le « populaire ».

PRENDRE LE VIRAGE DU NUMÉRIQUE ET DE LA VIDÉO OU FAIRE DE LA COPRÉSENCE UN PRINCIPE ?

- Même si la question d'installer des écrans géants à des points stratégiques du Défilé est posée depuis près de 20 ans, il échappe largement au numérique et à la vidéo, ce qui donne au Défilé un caractère décalé par rapport à d'autres événements.
- Le Défilé pourrait rester sur le principe d'un événement, certes retransmis, mais dont la valeur est dans le spectacle ici et maintenant. La présence apporte des dimensions uniques à l'échange entre danseurs et spectateurs (sentiment de communion). De plus, la multiplicité des contenus disponibles sur les écrans banalise le numérique, et le Défilé risquerait

de se fondre dans le moule des tendances actuelles en recourant à des écrans géants pour diffuser son spectacle.

- Le Défilé pourrait à l'inverse utiliser des écrans géants, situés à des points stratégiques du parcours, dans des communes de l'agglomération lyonnaise et dans des villes où il s'est préparé, pour amplifier l'expérience des spectateurs. Alors qu'ils ne voient, au mieux, que des échantillons de chorégraphies, la vidéo ouvre les possibles : donner à voir le parcours d'un groupe dans son entier, gros plans pour saisir l'expression des artistes ou des détails invisibles autrement. Ces écrans pourraient être couplés à des drones. À un deuxième niveau, le Défilé pourrait accompagner la dynamique qui rend le numérique de plus en plus présent dans l'art vivant, et l'incorporer davantage dans les projets. À Lyon et ailleurs, les initiatives qui croisent les arts vivants et le numérique (festival Nuage numérique, Mirage Festival, etc.) forment un vivier de projets collaboratifs. Enfin, sans toucher au format du Défilé, il serait envisageable d'organiser l'accès à ses archives numériques pour se remémorer, apprendre, créer de nouvelles œuvres.

CONNECTER DAVANTAGE LE DÉFILÉ AUX ESPACES MUSÉAUX ?

- Il serait envisageable d'enrichir l'expérience du Défilé en combinant danse et expositions : à plusieurs reprises, la Biennale de la danse a été partenaire du Musée des Confluences pour enrichir l'expérience du public ou des participants au Défilé par la visite d'expositions reliées à ses thèmes (Corps belles, Une Afrique en couleurs, Le monde en tête).

Il serait envisageable de rendre ce type de partenariat systématique pour chaque Défilé, avec ce musée ou d'autres institutions culturelles. La combinaison spectacle de danse/exposition a l'avantage d'élargir les connaissances des participants et de marier les approches (sensible/intellectuelle).

- On pourrait imaginer la création d'un espace muséal qui valorise des arts, des techniques, des territoires, des artistes, le tout à partir des expériences vécues du Défilé. Un espace qui donne à la France ce qui existe dans d'autres pays à tradition carnavalesque : Musée international du carnaval et du masque à Binche, Citadelle du carnaval de Viareggio, Musée des Fallas à Valence, Samba City de Rio de Janeiro, etc.

IGNORER LA THÉMATIQUE DE L'APPROPRIATION CULTURELLE OU S'EN SAISIR ?

- Il est possible d'en rester à une philosophie du Défilé et à des fonctionnements dont on peut estimer qu'ils désamorcent les principales critiques que l'on pourrait adresser au Défilé sur les thèmes de l'appropriation culturelle (choix d'ouverture culturelle, importance données aux expressions culturelles des pays du monde avec des artistes invités, etc.).
- On peut aussi faire le choix d'aller au-devant de ce sujet, de clarifier la ligne du Défilé. Dans quel cas par exemple un chorégraphe peut-il utiliser des danses issues de minorités sexuelles ou raciales, comment se costume-t-on, faut-il faire référence aux origines des formes culturelles utilisées, si oui comment, etc.



Le Défilé (2018) © Feyzin-Alissia Rimet



Cohésion sociale : vers quels publics le Défilé doit-il se tourner ?

Le Défilé est porteur, depuis ses débuts, d'une ambition de cohésion sociale. Celle-ci a largement pris la forme, dans les premières éditions, d'une volonté de faire participer les habitants des quartiers populaires et notamment les «jeunes», en liant financièrement le Défilé à la Politique de la ville et en privilégiant l'esthétique hip-hop. Signe de succès, le Défilé a été immédiatement perçu comme un emblème de cohésion sociale et de valorisation des quartiers populaires.

Avec le temps, le public s'est modifié : baisse des moyens de la Politique de la ville, féminisation, relatif vieillissement, adhésion des classes moyennes, ouverture aux territoires régionaux, etc. À l'instar des émeutes urbaines des années 1980, la crise des Gilets jaunes indique des problématiques de cohésion sociale qui ont elles aussi évolué. Par cohérence, cette fiche fait donc le choix d'aborder la question des publics du Défilé à travers cet enjeu majeur, et non à travers celui de l'émancipation par la culture, qui le recoupe seulement en partie.

Comment réaccorder les efforts pour la cohésion sociale portés par le Défilé et la cartographie nouvelle des besoins ? Faut-il orienter le Défilé vers de nouveaux publics, et lesquels ? Comment le Défilé peut-il entraîner des effets de cohésion plus forts encore pour ses participants ? Peut-on donner au Défilé un rôle et des moyens plus importants au sein de la politique métropolitaine de cohésion sociale ?

CE QU'IL SE PASSE DANS LE DÉFILÉ

LE DÉFILÉ PORTE DEPUIS LE DÉPART DES OBJECTIFS DE COHÉSION SOCIALE

Dans l'esprit de ses fondateurs, le Défilé doit permettre de rassembler l'ensemble de la population de l'agglomération et donner l'image du vivre-ensemble, de l'unité malgré la diversité (les inégalités) des situations sociales et territoriales.

« Quand je découvre [le carnaval de Rio et les écoles de samba au Brésil], je me dis, "C'est assez incroyable que l'on arrive à mélanger des gens aussi différents avec le but d'être le plus beau, le meilleur, de gagner le jour du carnaval, d'avoir un but en commun." (...) Parce que les écoles de samba ne sont pas dans la "zona sul", elles ne sont pas dans les quartiers chics, elles sont dans les communautés autour de la ville (...). [Les répétitions rassemblent] à l'intérieur de grands hangars, des gens totalement différents, (...) 4 000, 5 000 personnes, essentiellement venues de la communauté. Mais comme je le disais, avec également des médecins, des avocats, des employés, des concierges... » (Guy Darmet)

CES OBJECTIFS RENCONTRENT CEUX DE LA POLITIQUE DE LA VILLE

Cette inspiration va se trouver renforcée mais aussi orientée par le mode de financement du Défilé : il va dès les premières éditions s'appuyer sur les crédits de la récente Politique de la ville (les premiers contrats de ville sont signés en 1994) :

« On voit qu'il y a une possibilité de trouver des crédits auprès de la Politique de la ville, mais dans des conditions particulières. C'est-à-dire : de s'intéresser à des publics spécifiques, venus essentiellement des communes de la périphérie ou des quartiers qu'à l'époque on disait "sensibles" ». (Guy Darmet)

Le projet du Défilé est novateur, expérimental, il porte donc un certain flou quant à ses ambitions exactes (« Personne ne savait exactement où on allait », dira Guy Darmet). Dans ce contexte, l'implication de la Politique de la ville apporte un cadre et un certain nombre d'exigences, si bien que les objectifs du Défilé vont, dès ce premier temps, épouser assez largement ceux de la Politique de la ville.

“ En ce qui concerne la Politique de la ville, là c'était très clair. On avait un objectif qui était de réunir, essentiellement autour de la danse hip-hop, des groupes de jeunes issus des quartiers dits "sensibles", c'est l'expression de l'époque. Là, les choses étaient claires. » (Guy Darnet)

Si la Politique de la ville cible ainsi les jeunes habitants des quartiers populaires, c'est parce qu'ils sont la figure qui incarne alors l'inverse de la cohésion sociale : la « fracture sociale », thème de la campagne de Jacques Chirac en 1995. Le pays est marqué par leur irruption dans l'espace médiatique : les émeutes ont en effet rythmé les années précédant la naissance du Défilé, et tout particulièrement sur le territoire de l'agglomération lyonnaise : à la Grappinière en 1979, aux Minguettes en 1981, à Vaulx-en-Velin en 1990 puis 1992, à Bron en 1993, à la Duchère en 1997, ou encore en janvier 1998 à la Part-Dieu. C'est également depuis les quartiers lyonnais qu'a été initiée la Marche pour l'égalité et contre le racisme, en 1983. Le ministère de la ville (créé en 1990) souhaite donc particulièrement soutenir les initiatives s'adressant en priorité à ces jeunes descendant de travailleurs immigrés, dont les revendications et la colère perturbent précisément la « cohésion sociale ».

LE CHOIX DU HIP-HOP COMME ESTHÉTIQUE PERMETTANT L'ADHÉSION ET LA RECONNAISSANCE DU PUBLIC POPULAIRE

La rencontre avec ce public passe notamment par l'accueil, voire la promotion au sein du Défilé de « leur » esthétique : le hip-hop. De façon très efficace, le Défilé a ainsi fonctionné comme un cursus de reconnaissance et de promotion sociale proposé à des jeunes danseurs et chorégraphes, qui ont su saisir massivement cette occasion et se sont engagés dans cet événement.

“ Bien entendu, quand on cherche un chorégraphe et qu'il s'agit de défiler dans la rue, les premiers qui ont répondu ont été essentiellement les chorégraphes hip-hop. » (Guy Darnet)

Il y a donc, aux débuts du Défilé, une grande cohérence entre les objectifs de cohésion sociale annoncés, les financements provenant d'une Politique de la ville sensée répondre aux tensions sociales explosant dans les grands ensembles, le public de jeunes hommes prioritairement visé, et enfin les choix esthétiques du Défilé construits autour du hip-hop.

Rappel sur la notion de cohésion sociale

La « cohésion sociale » est une vieille notion de la sociologie (pour Émile Durkheim, elle désigne ce qui fait tenir ensemble les éléments d'une société), mais elle ré-émerge en Europe dans les années 1990 avec la préoccupation pour l'exclusion et la montée des inégalités. Dans le contexte de l'installation de « la crise » économique, de la mondialisation des échanges et de la production, de la désindustrialisation, du chômage de masse, de la financiarisation du capitalisme, de la massification des migrations, etc. les sociétés européennes ne sont plus tout à fait sûres d'elles-mêmes et de leur unité.



Le Défilé (2010) © Métropole de Lyon - Jacques Léone

La solidarité « objective » s'efface, celle qui émergeait du fait de partager une histoire, un territoire et une organisation du travail dans laquelle chacun pouvait percevoir l'utilité de tous. Cette solidarité émergeait aussi d'une relative confiance dans les efforts de l'État pour réduire les inégalités et rapprocher les conditions de chacun. Le contexte des années 1990 voit au contraire les États encourager la concurrence et la compétitivité, et renoncer au discours égalitaire qui risquerait d'inquiéter entrepreneurs et investisseurs.

Face aux dangers de ces dynamiques de séparation, face à des vécus et intérêts de plus en plus divergents qui portent la société à se désagréger, émerge cette préoccupation pour la cohésion sociale, dont l'enjeu est de retrouver à tout le moins une confiance entre individus, au niveau d'un quartier, d'une ville, d'une entreprise, et un consentement minimum aux normes collectives, malgré l'existence de multiples distances (sociales, économiques, spatiales, ethniques, etc.). L'État et les acteurs publics se placent alors moins dans un rôle de garants de l'égalité que d'animateurs, cherchant à éviter toute polarisation, et misant sur la dimension subjective des liens sociaux pour agréger les individus de toutes conditions.

Bien qu'encore floue, cette notion devient progressivement une catégorie de l'action publique, par exemple via les Contrats de Ville (1998) qui deviendront des Contrats urbains de « cohésion sociale » en 2007, ou la mise en place d'une Direction générale de la cohésion sociale au sein de l'administration centrale (2010).

PARI RÉUSSI : LE DÉFILÉ DEVIENT IMMÉDIATEMENT UN EMBLÈME DE COHÉSION SOCIALE

Dès les premières éditions, le Défilé répond à cette ambition de cohésion sociale : de l'avis de l'ensemble des observateurs, journalistes, politiques ou sociologues, ce sont bien « les quartiers » populaires et leurs habitants que l'on voit parcourir les rues du centre-ville lyonnais. C'est notamment l'accent mis sur l'esthétique hip-hop, musique et danse, qui symbolise cette mobilisation aux yeux du public.

Comme l'écrit Lionel Arnaud¹, le Défilé participe ainsi à redéfinir les rapports interculturels au sein de la ville, dans un mouvement de « contre-stigmatisation des minorités » : dans la France des années 1980-1990, le hip-hop est l'expression culturelle, à forte charge identitaire, d'une minorité stigmatisée, des jeunes banlieusards issus de l'immigration. Il est encore relégué au plus bas de la hiérarchie artistique tout en étant stigmatisé dans certains secteurs du champ politique comme expression d'un « extérieur » à la société française. Sa présence au centre-ville, valorisée par la municipalité et applaudie par les riverains, constitue donc une véritable promotion, une bascule, qui suscite l'enthousiasme des habitants en mal de reconnaissance.

PROGRESSIVEMENT UNE INSTITUTIONNALISATION ET UN ÉLARGISSEMENT DE L'IDÉE DE COHÉSION SOCIALE

Au-delà de la mise en valeur collective des quartiers à travers leur esthétique, le Défilé va également faire bénéficier d'autres publics de ses effets de reconnaissance et les inclure dans une logique de cohésion : par son lien historique avec le FAS/ISM-Corum, par le choix des opérateurs et des partenaires (ARALIS, CCO, etc.), le Défilé va voir participer régulièrement des publics exclus, immigrés âgés, « sans papiers », et même demandeurs d'asile même si c'est en petit nombre. Il va également rallier des associations et structures sociales et médico-sociales, et accueillir des personnes en situation d'insertion professionnelle, ainsi que des personnes porteuses de handicap. Il va accueillir aussi des femmes victimes de violences, via l'association VIFF à Villeurbanne par exemple.

Un travail va être mené avec des détenus de différents établissements pénitentiaires de la Région à partir de 2002, et jusqu'en 2014, date à laquelle les interventions en milieu carcéral ont été interrompues, notamment en raison de la baisse des moyens humains des établissements pénitentiaires. Dans la continuité de ce qui se passe au niveau institutionnel, le travail sur la cohésion sociale rejoint, par ces partenariats, les actions de travail social.

UNE GÉOGRAPHIE PRIORITAIRE QUI SE RÉTRÉCIT ET DONT L'ACCÈS DEVIENT PLUS DIFFICILE

Le lien avec la Politique de la ville a imposé dès le départ le recrutement d'habitants des quartiers faisant l'objet d'une politique spécifique. Cela a permis au Défilé de bénéficier de financements et de facilités, notamment en matière de création et de financement d'emplois aidés dédiés. Revers de la médaille, l'organisation et l'économie du Défilé ont tout de suite été très dépendantes des évolutions de la Politique de la ville. Par exemple, le remplacement en 2015 des « Zones Urbaines Sensibles » par les « Quartiers Prioritaires de la Politique de la ville », moins étendus, et par les « Quartiers en Veille Active », moins aidés, a fait perdre une large part des moyens de la Politique de la ville à de nombreuses communes de la métropole participant au Défilé.

La disparition des emplois aidés (2017), sur lesquels reposaient nombre d'actions de cette politique, touche également le fonctionnement du Défilé : ce sont notamment des postes d'animation et de coordination qui manquent désormais pour établir le lien au long cours avec les habitants et les mobiliser pour participer, mais aussi parfois des moyens de l'éducation prioritaire (lors de la perte du classement REP) qui permettaient de mener des actions auprès des publics scolaires.

Les partenariats avec les établissements scolaires restent cependant un vecteur très important d'action au sein des quartiers Politique de la ville : les scolaires constituent un public dont l'accès est plus facile, car médié par les enseignants, au point que ces partenariats forment parfois une solution de repli pour recruter au sein de quartiers dont on peine à rencontrer la population.

1. Arnaud Lionel, *Réinventer la ville : artistes, minorités ethniques et militants au service des politiques de développement urbain*, Presses universitaires de Rennes, coll. « Res publica », Rennes, 2008.

Le recrutement des habitants les plus pauvres et les plus éloignés de la participation à la vie publique repose désormais davantage sur le hasard des candidatures spontanées et sur l'engagement personnel, les savoir-faire et l'attractivité des chorégraphes.

« Ça a bien changé entre les éditions 1996, 1998, 2000, où il y avait beaucoup de jeunes, où il y avait vraiment tout... Il y avait plein de groupes dans les MJC, dans les centres sociaux, les maisons de quartier... il y avait énormément d'élan là-dessus, mais bon là ça a changé, là hein (...), on rencontre pas mal de difficultés. Pareil, aller les trouver, les séduire... Ils sont toujours un peu désintéressés, faut aller les convaincre... Mais on y va, on fait le job. Des fois on arrive à en trainer quelques-uns... Ça reste très dur. »
(Chorégraphe)

UN MODE DE RECRUTEMENT TOURNÉ VERS LES HABITANTS « INTÉGRÉS »

Le mode de recrutement des participants qui s'est progressivement installé dans le fonctionnement du Défilé s'appuie largement sur ces « corps intermédiaires » que sont les associations ou réseaux existants, les structures sociales ou d'insertion, les établissements culturels et socio-culturels. Le Défilé tend de ce fait à s'adresser de plus en plus à des personnes déjà inscrites dans une forme de participation à la vie citoyenne, voire de militantisme. Ces citoyens « engagés », sont déjà acquis, à des degrés divers, à des valeurs de partage et d'ouverture, aux vertus de l'action collective, à l'enrichissement par les différences, etc. Contrairement aux « jeunes » désignés comme cibles des premières éditions, ils ne constituent pas un public « en rupture » avec leur environnement, ni avec telle ou telle partie de la société française, pas plus qu'ils ne sont des « décrocheurs » de la participation politique, du moins au sens large.

UN RELATIF VIEILLISSEMENT DES PARTICIPANTS

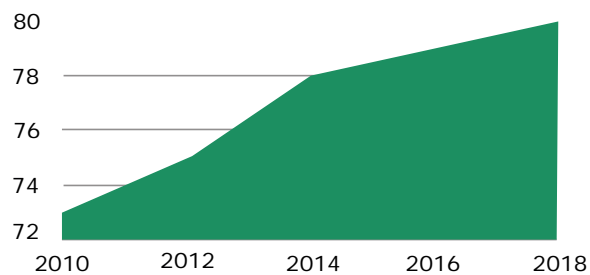
L'âge du public participant a également tendance à se modifier : la part des moins de 25 ans tend à s'éroder lentement, passant par exemple de 46 % à 33 % sur les éditions de 2010 à 2018, tandis que le nombre de participants plus âgés augmente, la part des plus de 40 ans passant sur la même période de 36 % à 48 %.

Ces chiffres sont à manier avec précaution, car ils fluctuent beaucoup et la participation ou la non-participation d'un seul établissement scolaire par exemple vient fortement modifier ces proportions d'une année sur l'autre. Ils semblent cependant esquisser une tendance également identifiée par les partenaires du Défilé.

UNE FÉMINISATION IMPORTANTE

Sans que les hommes ne soient ciblés toujours explicitement, l'esthétique et les réseaux de sociabilité liés aux hip-hop des années 1990 amènent à attirer les jeunes garçons lors des premiers Défilés. Ce phénomène est renforcé par la focalisation de certains partenaires intervenant dans les quartiers sur ce public considéré comme « à problèmes ». Mais les femmes sont très présentes dès les premières éditions du Défilé et leur part est en tous cas devenue largement majoritaire et ne cesse de croître parmi les défilants, mais aussi dans les divers ateliers, à l'exception de ceux de construction de chars ou de décors.

Part des femmes parmi les participants au Défilé en (%)
(données UrbaLyon)



L'OUVERTURE À DES TERRITOIRES HORS MÉTROPOLE

L'ouverture du Défilé vers les territoires de la région participe également à la transformation du public. Même si une partie des participants hors métropole viennent de territoires défavorisés (via les Contrats Culturels de Territoire, ou certains quartiers prioritaires d'aires urbaines plus petites), beaucoup viennent également de zones peu urbanisées, voire rurales de l'Isère ou de l'Ain, et ne sont pas recrutés sur des critères sociaux mais sur la base de leur intérêt pour cette manifestation culturelle. Ici encore, cette transformation semble éloigner le public du Défilé de sa structure initiale, attirant davantage de classes moyennes plutôt impliquées dans la vie locale.

QUEL LIEN ENTRE DÉFINITION DU PUBLIC DU DÉFILÉ ET OBJECTIFS DE COHÉSION SOCIALE ?

Ces évolutions, en matière de territoire, d'âge et de genre, transforment donc progressivement le public du Défilé, suscitant une certaine préoccupation, voire des tensions. Ainsi lit-on régulièrement cette inquiétude dans les débats animant le comité de pilotage du Défilé, ou dans les éléments de bilan. En 2004, et même si elle soutient l'ouverture du Défilé aux territoires ruraux et péri-urbains, la DRAC s'inquiète par exemple que le Défilé ne s'adresse plus « prioritairement aux publics des grands ensembles urbains ».

Le bilan 2004 note d'ailleurs qu'une « démarche particulière est à envisager en direction des publics jeunes et plus particulièrement des garçons (équipements de proximité, réseaux danse hip-hop, établissements scolaires...) ». En 2006 encore, le sous-préfet à la Politique de la ville et à la cohésion sociale constate que le Défilé « a de plus en plus de mal à mobiliser les publics les plus en difficulté », et « tend à être accaparé par des groupes sociaux dont les codes leur permettent d'accéder à ce type de sollicitation ».

Les organisateurs du Défilé se défendent de ces accusations en arguant de l'ancrage du Défilé dans les quartiers de la Politique de la ville : « En 2004, sur 22 projets, 21 se préparent sur des territoires en contrats de ville », « 11 projets intègrent un volet "insertion sociale" et 9 projets un volet "insertion professionnelle" ». Ils réclament d'ailleurs régulièrement l'implication des chefs de projets Politique de la ville pour aider à accroître la mixité du Défilé. Pour mieux appréhender ces incompréhensions, on peut se pencher sur le rôle des classes moyennes au sein du Défilé.

UNE PLACE CROISSANTE DES CLASSES MOYENNES

Le pari du Défilé consistait à faire accéder à la culture des groupes sociaux qui en sont généralement exclus. Il est largement tenu : chaque année, entre 1/5^e et 1/4 des participants sont originaires de quartiers « Politique de la ville », mais on observe néanmoins une transformation progressive de la composition du public puisque depuis le début, les classes moyennes s'intéressent au Défilé et y participent. On peut ainsi lire dans l'autre sens le chiffre précédent : entre 3/4 et 4/5^e des participants ne viennent pas des quartiers en Politique de la ville. Cet engouement des classes moyennes pour le Défilé a été relevé et expliqué par le sociologue Lionel Arnaud.

Ce groupe social, dont le poids est croissant dans la métropole, se caractérise par une position particulière : il est à la fois doté en capital culturel, mais possède peu de capitaux économiques ou politiques.

Les classes moyennes sont en rupture avec les « élites » et avec leurs formes culturelles, qu'elles soient classiques ou d'avant-garde. Elles sont donc promptes à défendre les cultures populaires, et spécialement celles des immigrés, fonctionnant pour elles comme une ressource leur permettant d'exprimer leurs valeurs, basées sur l'ouverture au monde, le multiculturalisme, et leur permettant de manifester leur humeur contestataire. Indépendamment de la manière dont des acteurs de la culture « savante » s'approprient et légitiment du même coup des productions culturelles populaires, ce sont ces classes moyennes qui opèrent le travail de requalification et de légitimation des productions culturelles populaires, à même de les rendre mobilisables dans une politique culturelle d'échelon local. La valorisation ou la spectacularisation du hip-hop, et plus largement des cultures populaires et des cultures du monde qui caractérisent le Défilé, répond donc à la fois aux besoins de reconnaissance des milieux populaires et aux goûts culturels des classes moyennes.

Cette moyennisation du public provient également de l'ascension sociale d'une partie des habitants des quartiers populaires. Si les quartiers populaires restent des quartiers majoritairement pauvres, une partie de leurs habitants a connu une ascension sociale progressive : scolarisation, diplômes professionnalisants, installation dans des emplois stables, etc. Certains d'entre eux quittent les quartiers populaires pour des habitats pavillonnaires ou le centre-ville, d'autres demeurent sur place, profitant parfois de l'offre de logements neufs issus de la rénovation urbaine.

Ils peuvent louer un logement de meilleure qualité ou même devenir propriétaires. Leur vie évolue mais ils conservent les habitudes et les relations contractées dans leur enfance, tout en développant des habitudes de consommation et des attentes en termes de loisirs, qui sont celles des classes moyennes en général, notamment l'attrait pour les pratiques culturelles. Ces nouvelles classes moyennes manifestent ce que Pierre Bourdieu appelait une « bonne volonté » culturelle. Le public du Défilé est ainsi composé pour partie d'habitants des quartiers Politique de la ville participant de longue date au Défilé, mais dont la situation s'est améliorée, ou encore d'anciens habitants de ces quartiers, vivant désormais ailleurs mais familiers du Défilé.

LES ENJEUX

UNE MISSION DE COHÉSION SOCIALE À ACTUALISER

Le Défilé avait en quelque sorte devancé les préoccupations institutionnelles pour la cohésion sociale. La succession des émeutes urbaines avait permis de révéler au pays dans les années 1990 la menace de décohésion et le besoin d'attention spécifique des habitants des quartiers populaires, et tout particulièrement des jeunes hommes descendants d'immigrés. Un public cible s'était ainsi auto-désigné. Existe-t-il aujourd'hui un mouvement de décohésion comparable, qui permettrait d'identifier un nouveau public cible ?

On peut penser au mouvement des Gilets jaunes, qui a agité la France de l'automne 2018 au début de l'année 2020. Difficile en effet de ne pas y voir une forme de décohésion et le symptôme d'un profond malaise, qui reste à comprendre et interpréter. Pour certains, la révolte des Gilets jaunes est le symptôme d'un oubli, dans le développement du territoire et des politiques françaises, d'une partie de la population, celle de la « périphérie », au profit de la France des grandes villes, des métropoles, de leurs centres urbains mais aussi de leurs banlieues.

C'est ce que défend notamment le consultant Christophe Guilluy, dont les thèses ont imprimé le débat médiatique et politique. Pour lui, ce mouvement ne fait que confirmer les thèses qu'il défend depuis plusieurs années déjà : il existe une France oubliée, invisible, une France périphérique plus ou moins constituée de tous les territoires hors métropoles.

Cette « France périphérique » perdrait pied dans l'indifférence des classes supérieures, des gagnants de la mondialisation, comme des habitants des banlieues, qui seraient, eux, les « protégés » de la mondialisation². Gentrification et immigration dans les métropoles d'un côté, relégation des catégories populaires traditionnelles (ouvriers et employés) dans la France périphérique de l'autre. Les Gilets jaunes représentent selon lui les « gens ordinaires, des personnes issues des classes populaires », partageant un même sentiment : « celui d'être relégué culturellement ».

Laissée à l'écart de la production de richesses, cette majorité invisible, blanche et laborieuse serait de plus en plus sensible aux idées du Front national en raison de son opposition au « multiculturalisme cosmopolite ». En l'absence de politiques publiques qui les protègent, tenus à l'écart culturellement et géographiquement, loin des territoires où se créent l'emploi et les richesses, ils ne veulent plus souffrir en silence mais devenir visibles en revêtant le gilet jaune.

Les thèses de C. Guilluy présentent cependant de nombreuses lacunes et incohérences aux yeux de la communauté scientifique. Le discours présentant « deux France », celle des élites contre celle des campagnes et des petites villes, souffre de sa dimension simplificatrice³, et la crise des Gilets jaunes ne fait que le démontrer. La plupart des initiateurs du mouvement vivent dans l'agglomération parisienne⁴, les points de blocage investis par le mouvement se trouvent en périphérie des grandes métropoles autant que des petites villes : ceux qui se sont mobilisés ne représentent pas « le bas » de la société, mais les catégories consolidées des classes populaires, celles qui sont motorisées et qui ont un emploi.



Le Défilé (2010) © Métropole de Lyon - Jacques Léone

La compréhension de leurs difficultés et de ce mouvement de décohésion ne peut donc se faire sur la seule base d'un effet géographique ou de l'indifférence d'une « élite mondialisée ». Reste l'existence de difficultés réelles mais diverses, d'une partie de la population, qui pèse effectivement sur la cohésion sociale.

2. Lévy Emmanuel et Polony Natacha, « Christophe Guilluy : "Tout a été fait pour effacer la dimension majoritaire des gilets jaunes" », *Marianne*, publié le 08/11/2019. - <https://www.marianne.net/societe/christophe-guilluy-tout-ete-fait-pour-effacer-la-dimension-majoritaire-des-gilets-jaunes>

3. Béhar Daniel, Dang-Vu Hélène et Delpiro Aurélien, « "France périphérique", le succès d'une illusion », tribune dans *Alternatives économiques*, le 17 novembre 2018.

4. Delpiro Aurélien, « La couleur des gilets jaunes », *La Vie des Idées*, 23 novembre 2018.

DISPERSION DES SERVICES ET PERTE DES LIEUX DE SOCIABILITÉ

Le déclencheur du mouvement des Gilets jaunes est une série de mesures concernant les déplacements en voiture : limitation à 80 km/h, renforcement du contrôle technique des véhicules, et surtout augmentation des taxes sur les carburants. Derrière cette colère, il y a donc à la fois le sentiment d'un éloignement géographique et celui d'une vulnérabilité économique.

La crise des Gilets jaunes a rendu visibles certains habitants du périurbain, ceux qui le « subissent », composé de classes moyennes fragiles et très dépendantes de la voiture⁵ pour la plupart des besoins quotidiens, vivant dans un espace qui, bien qu'inscrit dans la « zone d'influence » des grandes villes, n'offre que peu de commerces, d'administrations ou de loisirs, et dont le réseau de transports en commun est dispersé. Leur sentiment est réel de ne pas pouvoir « profiter de la ville » près de laquelle ils habitent pourtant, du moins pas sans voiture.

Cette dispersion des aménités urbaines peut conduire à un sentiment d'abandon, qui s'accroît avec la distance des centres urbains⁶. Mais ce sentiment d'abandon s'accroît également avec la disparition, plus généralement, des lieux de socialisation : notamment de commerces alimentaires (épiceries, supérettes), ou des équipements culturels, de santé ou d'éducation.

Comme le montre une analyse fine du mouvement des Gilets jaunes, « une commune qui perd son lycée, sa librairie ou son cinéma a plus de risque de connaître un évènement Gilets jaunes. La fermeture des équipements de santé, dont les maternités et les services d'urgence, conduit à un résultat similaire. (...) *A contrario*, lorsque le tissu associatif local est plus dense, les expressions de mécontentement sont plus rares. »⁷



Le Défilé (2008) © Métropole de Lyon - Jacques Léone

PEUR DU DÉCLASSEMENT ET FRAGILITÉ ÉCONOMIQUE

À cette problématique géographique s'ajoute celle, sociale, de la fragilisation des revenus et des cadres d'emploi : une partie de ces ménages, pourtant en emploi, parfois bi-actifs, peine à joindre les deux bouts.

Le mouvement des Gilets jaunes a été celui de travailleurs, mais à temps partiel, intérimaires, en contrats courts, aux salaires souvent proches du SMIC dont le montant a peu évolué ces dernières années en regard par exemple de l'augmentation du coût du logement ou de l'arrivée de nouvelles dépenses contraintes (téléphonie, internet, etc.).

Sans être véritablement pauvres, ces ménages craignent de le devenir, ils portent un sentiment d'insécurité sociale et vivent dans la peur du déclassement⁸ malgré leurs efforts quotidiens que des mesures nationales viennent brutalement compromettre. Entre désespérance et résignation, le sentiment de ne pas pouvoir s'en sortir est caractéristique des participants comme des sympathisants du mouvement⁹.

« Les participants qui se déclarent Gilets jaunes estiment également à 83% que les générations futures vivront une vie moins heureuse que la leur, contre 76% pour l'ensemble de la population, et cette part grimpe à 87% parmi les personnes les plus engagées dans le mouvement¹⁰. »

5. Boyer P., Delemotte T., Gauthier G., Rollet V. et Schmutz B. (2019) : « Les déterminants de la mobilisation des 'gilets jaunes' », CREST Working Paper, n° 2019-06.

6. INSEE : L'accès aux services, une question de densité des territoires. - <https://www.insee.fr/fr/statistiques/1908098#titre-bloc-18>

7. Algan, Y., Malgouyres, C. & Senik, C. (2020). *Territoires, bien-être et politiques publiques. Notes du conseil d'analyse économique*, p.55, 1-12. - <https://doi.org/10.3917/ncae.055.0001>

8. Maurin Eric, *La Peur du déclassement, Une sociologie des récessions*, 2009.

9. Observatoire société et consommation (OBSOCO), « Qui sont les Gilets jaunes, leurs soutiens et leurs opposants ? », Rapport d'analyse, février, 2019. - <http://obsoco.com/etude-exclusive-qui-sont-les-Gilets-jaunes-leurs-soutiens-leurs-opposants/#dl-obsoco>

10. Algan, Y., Malgouyres, C. & Senik, C. *Territoires, bien-être et politiques publiques. Notes du conseil d'analyse économique*, p.55, 1-12., 2020. - <https://doi.org/10.3917/ncae.055.0001>

DÉCOHÉSION, COMPORTEMENTS ÉLECTORAUX ET ÉVOLUTIONS DE L'ENVIRONNEMENT LOCAL

Ce monde du travail fragilisé, qui existe à la fois dans les villes, les banlieues et les campagnes, peut également avoir le sentiment que ses difficultés ne sont pas prises en compte dans la mesure où elles ne font pas l'objet d'un discours politique aussi marqué que celui concernant le chômage ou les violences urbaines.

Le rapport au politique, et notamment les pratiques électorales, peut donc constituer un marqueur significatif de ces souffrances sociales : le mal-être et le pessimisme exercent des effets puissants sur les comportements électoraux des Français. Ici encore, il faut abandonner certains préjugés : les votes dits « extrêmes » ou l'abstention sont répartis sur le territoire, et l'on ne peut pas distinguer géographiquement¹¹ le vote spécifique d'une « France périphérique ».

Cela n'empêche pas d'identifier, selon des dynamiques locales, des territoires au vote particulier. Les territoires connaissant une abstention importante sont aussi ceux qui ont vu une dégradation récente de leur environnement. Qu'il s'agisse de l'emploi, avec la fermeture d'un entrepôt par exemple, du revenu médian de la commune, ou encore de la fermeture d'équipements publics ou de commerces de détail, cette dégradation joue sur le sentiment de mal-être et d'anxiété des personnes directement concernées mais aussi des habitants de la commune en général.

« Les communes qui ont perdu leur dernière supérette sont plus susceptibles d'avoir connu une France Gilets jaunes. De même, ces communes ont également vu le taux d'abstention aux élections présidentielles augmenter plus fortement au cours de la même période. (...) L'éloignement, compris comme le temps de trajet nécessaire en voiture (en heures creuses) pour rejoindre la ville la plus proche équipée de la totalité des équipements, est associé à un taux d'abstention élevé même s'il n'atteint pas le taux particulièrement élevé des grandes communes. Le taux d'abstention augmente sensiblement au-delà de 35 minutes de trajet en voiture. »¹²

A contrario, lorsque la situation s'améliore sur les dernières années (emploi, équipements, transports), quel que soit le niveau de départ ou final, l'abstention, comme la survenue d'une mobilisation de Gilets jaunes, diminue nettement.

11. Gilli Frédéric, « Election présidentielle 2017 : "Deux France se feraient face ? C'est un peu rapide !" », *Le Monde*, 27 avril 2017. - https://www.lemonde.fr/idees/article/2017/04/27/halte-au-simplisme-sur-un-pretendu-affrontement-entre-deux-france_5118281_3232.html

12. Algan, Y., Malgouyres, C. & Senik, C. *Territoires, bien-être et politiques publiques. Notes du conseil d'analyse économique*, p.55, 1-12., 2020. - <https://doi.org/10.3917/ncae.055.0001>

LE REPÉRAGE DE LA DÉCOHÉSION SOCIALE NE PEUT REPOSER QUE SUR L'ANALYSE DE SITUATIONS HYPER-LOCALES QUI TRAVERSENT LE DÉCOUPAGE DE LA POLITIQUE DE LA VILLE

On le voit, si l'on considère la crise des Gilets jaunes comme un indicateur des risques nouveaux de décohésion sociale, c'est à la fois le sentiment d'une précarité économique personnelle, d'une dégradation de son environnement économique et social, la perte des lieux de sociabilité, le déclin du mouvement associatif ou encore l'éloignement géographique du « panier de services » publics comme privés qui participent à un sentiment d'éloignement de la vie commune et nourrissent le ressentiment et le repli.

Les frontières de cette France « malheureuse » ne passent pas seulement entre villes et campagnes, ni entre métropoles dynamiques et zones périurbaines oubliées. Les disparités territoriales « s'enracinent désormais à des échelles fines, le plus souvent au sein du monde urbanisé : les grandes villes sont à la fois les lieux privilégiés de concentration des richesses et les points de fixation de la pauvreté (les faibles niveaux de vie y sont systématiquement surreprésentés, y compris dans les villes les plus riches comme Paris ou Lyon¹³) ».

On voit également que le mal-être se décale des limites de la Politique de ville, pour traverser également des centres-bourgs ou des espaces périurbains. *A contrario*, certains quartiers ayant bénéficié de la rénovation urbaine par exemple sont des territoires dans lesquels l'amélioration du cadre de vie est réelle et palpable, du moins pour une partie des habitants. Certains quartiers, bien que regroupant par définition une population économiquement vulnérable, abritent une vie associative dynamique et des lieux de sociabilité fréquentés. Les études sociologiques qualitatives montrent par exemple les véritables tensions qui peuvent traverser le quartier des Minguettes, dont les parties rénovées abritent les ménages populaires stables, parfois en pleine ascension sociale, tandis que les ménages plus pauvres, peu diplômés, précaires, parfois nouveaux arrivants en France, vivent dans les barres anciennes, vécues comme abandonnées par les pouvoirs publics.

La recherche de cohésion sociale ne semble plus pouvoir faire l'économie de diagnostics très locaux, notamment dans le contexte d'un territoire fortement hétérogène comme celui de la métropole lyonnaise.

13. Delpirou Aurélien et Warnant Achille, *La France périphérique un an après : un mythe aux pieds d'argile*.

COHÉSION SOCIALE ET VIEILLISSEMENT

À partir des années 1970, les effets de l'allongement de la vie et de la baisse de la natalité ont entraîné une transformation progressive de la société française : quatre voire cinq générations se côtoient désormais, et la part des plus de 65 ans a progressé de 4,7 points en vingt ans. Ce mouvement va mécaniquement se poursuivre (c'est le « papy-boom »), et les plus de 65 ans représenteraient près de 30 % de la population en 2070.

Ces transformations de la population engendrent de nouvelles préoccupations, à commencer par celles des relations « intergénérationnelles » (cet adjectif s'imposant progressivement dans les années 1990), de la santé, ou encore de l'isolement des personnes âgées, dans une société où jeunes et vieux n'habitent plus que rarement sous le même toit et où les transformations sociales rapides (technologies, styles de vie, etc.) accentuent les effets de rupture, ou au moins de différenciation générationnelle¹⁴.

L'enjeu pour la cohésion sociale est multiple : l'isolement des personnes âgées est une forme de décohésion silencieuse, qui voit une partie de la population s'éloigner de la participation à la vie commune. Des tensions plus repérables peuvent émerger entre « jeunes » et « vieux » qui ne se comprennent plus. Les quartiers populaires sont particulièrement concernés. Une étude du Commissariat Général à l'Égalité des Territoires (CGET) montrait en 2017 la forte augmentation de la part des personnes âgées dans les quartiers prioritaires depuis 1990 : « Ainsi, dans une centaine de ces quartiers, plus d'un habitant sur quatre a plus de 60 ans, proportion identique à certains bourgs ruraux que l'on sait vieillissants¹⁵ ». Cette population présente d'autres caractéristiques : forte précarité, nationalité étrangère (25 %), surreprésentation des femmes et isolement :

« Le vieillissement de la population des quartiers se traduit, d'autre part, par une augmentation des ménages isolés (composés d'une seule personne), suivant en cela la tendance nationale : ils représentent 36,7 % des ménages en QPV, ce qui est supérieur à la moyenne française (34,0 %). Plus de la moitié de ces ménages isolés (56,1 %) est constituée de femmes vivant seules, dont la moitié a plus de 60 ans (54 %). Cette problématique de l'isolement des femmes âgées dans les quartiers est particulièrement prégnante, d'autant plus qu'elle se cumule avec une grande précarité. »

14. Vercauteren R., Predazzi M. & amp., Loriaux M. *L'intergénération. Une culture pour rompre avec les inégalités*, Ramonville Saint-Agne, Erès. SOC, 2001.

15. CGET, *En Bref*, n°44, Oct 2017. - <http://www.cget.gouv.fr/sites/cget.gouv.fr/files/atoms/files/en-bref-44-cget-10-2017.pdf>

LE DÉFILÉ COMME OUTIL D'ACTION AUPRÈS DE POPULATIONS AU CROISEMENT DE DIFFICULTÉS MULTIPLES

Lorsqu'il s'appuie, étant donné son mode de recrutement, sur les réseaux d'acteurs propres à un quartier, à un territoire, le Défilé est susceptible d'entrer en contact avec des populations dont les difficultés spécifiques ne sont pas correctement prises en compte par une action des pouvoirs publics trop souvent organisée en silos.

C'est par exemple le cas avec la présence parmi les participants des « chibanis », population cumulant des caractéristiques les plaçant à l'intersection de plusieurs problématiques sociales et souvent de plusieurs formes de discriminations. À la fois maghrébins en France, travailleurs pauvres et personnes âgées, parfois en situation de handicap, ce cumul de caractéristiques en fait un public particulier, dont les difficultés sont rarement appréhendées dans leur globalité, et qui ne font donc pas l'objet d'une action spécifique.

De même, les mères isolées sont à la fois surreprésentées dans les quartiers populaires et dans les statistiques des populations les plus en difficulté. Si elles bénéficient, en tant que pauvres, de certains minima sociaux, leur situation de femme (salaires plus faibles, métiers à temps partiel, injonctions multiples à correspondre à des canons de beauté et d'aisance corporelle) et de mère (souvent en charge de plusieurs enfants) n'est intégrée que depuis récemment dans la lecture de leur situation par les services sociaux. Ce n'est qu'en 2019¹⁶ que le Conseil national des Villes a formulé l'avis « Mères isolées en QPV, monoparentalité et employeurs publics et privés : le défi de la conciliation des temps », présentant des propositions et recommandations opérationnelles aux services de l'État, des collectivités locales, et des entreprises.

Là encore, le Défilé, de par son fonctionnement particulier, avait de longue date mis en place des modalités permettant à ces femmes de concilier en participant aux ateliers leurs besoins et de lever différents freins à leur implication dans des activités sociales : gratuité de la participation, accueil et prise en charge collective des enfants lors des répétitions, tolérance quant aux horaires de travail parfois changeants ou décalés, bienveillance des chorégraphes et des participants face aux difficultés d'estime de soi ou à la difficulté de se produire en public, adaptation des chorégraphies à des niveaux variés de maîtrise de son corps, etc.

16. Avis du CNV - « Mères isolées en QPV, monoparentalité et employeurs publics et privés : le défi de la conciliation des temps ». - https://agence-cohesion-territoires.gouv.fr/sites/default/files/2020-05/2019_8.10_2019_avis_meres_isolees_en_qpv.pdf

Au-delà des publics identifiés comme « sociaux » au regard de l'une de leurs difficultés, et au-delà des publics menaçant de formes de décohésion violentes, le Défilé pourrait donc être particulièrement adapté pour repérer et s'adresser aux personnes dont les difficultés spécifiques tiennent au fait de se situer à l'intersection de plusieurs formes d'inégalités, sont souvent mal prises en charge institutionnellement (problématiques dites « intersectionnelles »¹⁷).

LE RÔLE DES CLASSES MOYENNES

On l'a vu, les classes moyennes ont rapidement participé au Défilé, aux côtés des publics « Politique de la ville » et des publics liés à des acteurs du secteur social. Faut-il freiner cette évolution de la sociologie des participants ? La question traverse l'organisation du Défilé et les débats avec ses partenaires, et oriente régulièrement les démarches en direction des publics dans le sens d'une augmentation (ou d'un maintien) de la part des participants issus des quartiers sensibles.

On peut néanmoins s'interroger sur le sens de cette présence des classes moyennes dans le Défilé et sur le rôle qu'elles peuvent y tenir.

On peut tout d'abord se dire que la proportion importante de participants issus de territoires qui ne sont pas classés en Politique de la ville reflète la morphologie de la population globale de l'agglomération. Le Défilé est en quelque sorte à l'image du territoire, et donc emblème de cohésion. Mais au-delà de l'image de la représentation politique de la population réunie dans sa diversité, il peut être intéressant d'interroger les effets de cette réunion.

On retrouve ici les termes des débats sur la « mixité sociale » et ses effets : les classes moyennes, porteuses de valeurs et d'aspirations à la stabilité, à la cohésion, à l'égalité et au progrès, au travail appliqué et à l'épargne, doivent jouer un rôle de stabilisateur et apporter un équilibre. Cette vision de la fonction des classes moyennes est déjà abordée par Aristote : « Ce qu'il faut surtout à la cité, ce sont des êtres égaux et semblables, qualités qui se trouvent avant tout dans les situations moyennes » ou encore, dans les suites de la Révolution de 1789¹⁸.

Elle est cependant porteuse d'ambiguïtés : après la Révolution, comme dans les programmes de rénovation urbaine, on attend des classes moyennes qu'elles tempèrent, en dessous d'elles, des classes inférieures jugées menaçantes voire dangereuses, toujours susceptibles de basculer dans la violence ou de céder à des formes de populisme par naïveté politique.

Dans les faits, les formes concrètes de relations entre groupes sociaux observées lors de notre enquête ou rapportées lors de nos entretiens tendent à illustrer des types de collaborations : entraide entre personnes possédant un véhicule et ceux qui n'en ont pas, respect des cultures de chacun, mobilisation de compétences professionnelles de participants travaillant dans des métiers « sociaux » (éducateurs, enseignants) au service de participants, etc. Mais certains indices montrent parfois une certaine frustration quant à l'expression de revendications populaires, certains regrettant par exemple une mobilisation consensuelle des formes du hip-hop, au détriment de ses messages plus contestataires.

On ne peut pas négliger l'hypothèse que parmi les habitants des quartiers populaires qui ne participent pas au Défilé, certains ne viennent pas en raison de l'aspect « trop consensuel » de la mixité sociale proposée, la présence des classes moyennes et de leurs valeurs les empêchant de se reconnaître dans cet événement.

LES CLASSES SUPÉRIEURES : UNE SÉCESSION DES ÉLITES ?

Les mouvements de décohésion « d'en haut » sont souvent moins observés que ceux « d'en bas ». Des phénomènes de « sécession des élites » sont pourtant décrits par les sciences humaines depuis plusieurs décennies¹⁹, et une étude de J. Fourquet (IFOP) pour la fondation Jean-Jaurès²⁰ en décrivait toute l'actualité en 2018. Chiffres à l'appui, il existe bien « un séparatisme social » de la frange supérieure de la société, « creusant un fossé de plus en plus béant (avec) le reste de la population ».

17. Jaunait, A. & Chauvin, S., « Intersectionnalité », dans : Catherine Achin éd., Dictionnaire. Genre et science politique: Concepts, objets, problèmes. p. 286-297. Paris: Presses de Sciences Po. 2013. - <https://doi.org/10.3917/scpo.achi.2013.01.0286>

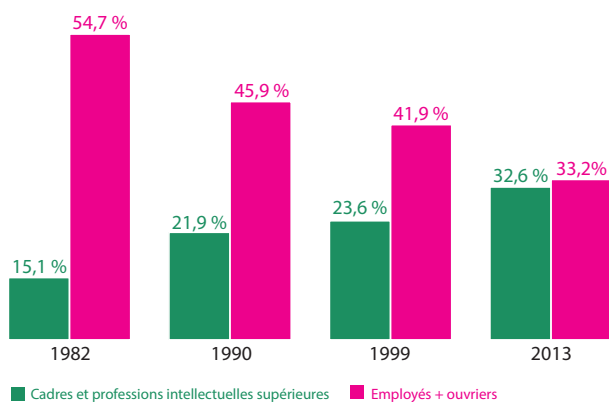
18. Pech, T., « Deux cents ans de classes moyennes en France (1789-2010) », *L'Économie politique*, 49, p. 69-97. 2011. - <https://doi.org/10.3917/leco.049.0069>

19. Lasch C., « La Révolte des élites et la trahison de la démocratie », Le Ghetto du gotha, 1995.

20. Fourquet J., « 1985-2017. Quand les classes favorisées ont fait sécession », 2017. - <https://www.jean-jaures.org/publication/1985-2017-quand-les-classes-favorisees-ont-fait-secession/>

Les «mécanismes de ce séparatisme», entamé dans les années 1980, sont multiples : une concentration résidentielle, liée à une hausse du prix des loyers qui aboutit à une réduction de la diversité sociologique notamment des grands centres urbains et à la gentrification d'anciens quartiers populaires, le déclin d'institutions qui assuraient un brassage social comme le service militaire, le renforcement de la ségrégation scolaire, qu'il passe par le recours accru aux écoles privées ou par l'éviction croissante des milieux populaires des grandes écoles, le délitement des colonies de vacances au profit des séjours thématiques privés, etc.

En clair, une large part des catégories supérieures n'a finalement plus l'occasion de fréquenter les personnes issues de milieux populaires, et conséquemment de comprendre leurs modes vie ou leurs intérêts. Cet éloignement s'illustre dans les comportements électoraux, mais aussi dans les comportements fiscaux, l'exil fiscal représentant pour J. Fourquet «le stade ultime de la sécession» d'élites qui se sentent de moins en moins contraintes de participer aux dépenses communes.



La métropole de Lyon n'est pas épargnée par cet enjeu, et a vu la sociologie de ses habitants évoluer, avec une concentration des catégories supérieures dans la ville-centre et un éloignement des autres catégories vers l'habitat social et les périphéries. Plus précisément, l'INSEE identifiait en 2016²¹ les 1^{er} et 4^e arrondissements comme des «laboratoires de "gentrification"», dont «le panorama a spectaculairement changé» en quelques années et où «les classes moyennes supérieures donnent le "ton" à la vie de quartier (activités associatives, lieux de vie nocturne, galeries d'art, etc.).»

En revanche, malgré la gentrification de certains quartiers, les 8^e et 9^e arrondissements, ainsi que Villeurbanne, gardent un profil populaire et sont touchés par la désindustrialisation : la part d'ouvriers y baisse aussi mais reste aux alentours de 50%. La population y est notablement moins diplômée (à peine plus de la moitié des habitants ont le baccalauréat), et plus d'un tiers du parc de logement y est constitué de logements HLM.

COMMENT S'EMPARER DE CES ENJEUX ? QUELQUES POSSIBLES...

RAJEUNIR LE PUBLIC PARTICIPANT AU DÉFILÉ, OU L'ADAPTER AUX ATTENTES CULTURELLES DES SENIORS ?

- Réduire le relatif vieillissement du public participant au Défilé permettrait de renouer avec les objectifs initiaux d'intégration de la jeunesse urbaine. Cette orientation s'inscrirait dans une logique préventive, en prenant soin de cette population avant que la survenue d'événements de type émeutes ne contraigne à répondre dans l'urgence à des souffrances devenues trop vives. Le Défilé peut s'appuyer dans ce sens sur le travail mené de longue date avec les écoles, mais il peut aussi s'interroger sur les esthétiques mises en avant afin de toucher à nouveau ce public.
- Assumer le vieillissement du public participant permettrait de dédier progressivement davantage le Défilé à cette population, dont la part est amenée à croître et pour laquelle existent peu de politiques inclusives : le Défilé serait une offre permettant aux plus âgés de se retrouver avec d'autres, dans une logique d'activité physique et de sortie de l'isolement. Cela peut impliquer une véritable orientation des modalités du Défilé : adaptation des mouvements demandés, de la durée du Défilé, des temps de travail, de l'encadrement, etc.

21. Maury Serge et Gilbert Axel, «Les arrondissements de Lyon : de profondes mutations socio-économiques en 40 ans», Insee, *INSEE analyses Auvergne-Rhône-Alpes*, n°29, 12/2016. - <https://www.insee.fr/fr/statistiques/2534541>

QUELS EFFORTS POUR QUELS PUBLICS, ISSUS DE QUELS TERRITOIRES ?

- Par principe, les QPV concentrent sur un territoire restreint et identifié les populations en plus grandes difficultés sociale et économique. La concentration des efforts de recherche des publics du Défilé sur ces territoires est donc cohérente avec son objectif de cohésion sociale. Cet effort pourrait être confronté et amplifié afin d'atteindre de meilleurs résultats, notamment en donnant au Défilé les moyens d'une construction de liens plus pérennes avec ces territoires. Cette démarche pourrait s'appuyer sur un lien renforcé et redéfini avec les acteurs associatifs ou les réseaux d'acteurs informels y agissant déjà
- La crise des Gilets jaunes a rendu palpables les souffrances sociales existant ailleurs que dans les QPV, mais ces populations ne sont pas localisées dans un type de territoire prédéfini, comme « le périurbain ». S'adresser à ces populations implique donc un travail de diagnostic territorial fin des difficultés sociales comme des risques de décohésion, prenant en compte plusieurs paramètres et leurs dynamiques récentes : évolution de l'emploi, présence de lieux de sociabilité, dynamique associative, proximité des seuils de fragilité économique, dépenses contraintes des ménages... La réflexion sur les publics du Défilé pourrait donc s'appuyer sur un diagnostic précis mené en lien avec les observatoires grands-lyonnais, afin de s'adresser à ces populations.



Le Défilé (2010)©Georges Calvet



Le Défilé (2012)©Jacques Léone

QUELLE PLACE POUR LES CLASSES MOYENNES ?

- Le Défilé attire naturellement les classes moyennes, en raison de son esthétique et de son succès. Il y a donc un risque à ce que ce groupe social s'approprie cet événement, au détriment des autres, moins portés vers les activités culturelles, notamment les publics empêchés. En limitant la part des classes moyennes dans le Défilé, par la sélection des communes participantes ou par la réduction des effectifs de chaque groupe, tenant compte des communes d'origine, le Défilé bénéficierait d'abord aux populations les plus éloignées de la culture.
- Les classes moyennes peuvent jouer, dans la société en général et dans le Défilé en particulier, un rôle de liant et d'entraînement, en valorisant la diversité ou en mobilisant de manière bénévole des compétences professionnelles. Leur part majoritaire au sein du Défilé n'est donc pas forcément problématique.
- La recherche de diversification du public participant peut être étendue à toutes les classes sociales, notamment en direction des classes sociales supérieures, peu présentes jusqu'à présent. Le Défilé permettrait ainsi à l'ensemble des groupes sociaux du territoire de se rencontrer, afin d'appriivoiser l'altérité. Le fait de travailler à proposer un Défilé « pour tous » permettrait alors d'éviter le glissement vers un événement perçu comme « pour les pauvres », dont les autres groupes sociaux pourraient se désintéresser ou dont ils pourraient contester le budget.

COHÉSION SOCIALE ET DIVERSIFICATION DES PUBLICS : QUELLES ÉVOLUTIONS POSSIBLES POUR LE DÉFILÉ ?

- Le Défilé peut agir sur ses propres modalités pour attirer de nouveaux publics. En proposant des thèmes susceptibles d'intéresser certaines populations «cibles», ou encore en modifiant ses modalités de sélections des projets, le Défilé pourrait encourager la participation de certains types de communes marqués par des problématiques de cohésion sociale.
- La rencontre des publics du Défilé, notamment des publics en difficulté ou éloignés de la culture, passe par l'action d'intermédiaires connaissant le territoire et ses populations. Le Défilé pourrait orienter davantage le choix de ces relais en fonction d'objectifs particuliers et de publics cibles.
- Enfin, hypothèse forte, le Défilé pourrait devenir un acteur permanent de la politique de cohésion sociale, à la fois identifié et pérenne. Cela répondrait aux demandes de nombreux acteurs de terrain, pour qui le lien avec des populations fragiles, voire en rupture, ne peut être véritablement entretenu que par une relation au long cours.



Le Défilé (2014)©Jacques Léone



Le Défilé (2012)©Jacques Léone

COMMENT AMPLIFIER L'EXPÉRIENCE D'ALTÉRITÉ ?

L'étude montre que le Défilé procure aux participants une rencontre avec des personnes différentes, tant socialement que géographiquement ou culturellement. Plusieurs pistes permettraient d'augmenter encore les effets de cette expérience :

- En cherchant une mixité plus grande des publics : si le Défilé est caractérisé par la diversité des participants, certaines catégories sociales restent moins représentées, notamment les classes supérieures. Leur participation pourrait être encouragée en développant les projets dans l'ouest lyonnais ou en proposant une communication spécifique, tout en veillant à ce que cela ne se fasse pas au détriment des publics défavorisés ou éloignés de la culture.
- En développant les expériences concrètes de contact et les possibilités de relations, par exemple en veillant à ce que des temps de répétition impliquent la co-présence de personnes de milieux différents, là où parfois, les participants de communes ou de milieux différents restent en groupes ou en ateliers séparés jusqu'au jour J.



©Lucas Manificat, 2014

Un Défilé à recharger en utopie(s) ?

L'utopie est une notion souvent associée au Défilé, tant dans les propos des chorégraphes, des directeurs artistiques, des partenaires du Défilé, que de certains participants. Chez chacun d'eux, il existe des aspirations et des désirs de transformation qui trouvent dans le Défilé matière à application ou à symbolisation.

Le Défilé accueille des aspirations largement communes à tous ces protagonistes, qui tournent autour de la citoyenneté, de l'émancipation, de la mise en œuvre d'un « vivre-ensemble » inclusif. Mais chaque protagoniste investit aussi le Défilé de ses propres enjeux, ce qui peut occasionner quelques rares tensions sur le sens de l'événement.

Enfin, au-delà du symbole dont il est difficile de mesurer l'effet mobilisateur, la dimension transformatrice du Défilé reste très relative, voire source de désillusion. Les questions sont alors : convient-il d'envisager le Défilé comme une force de transformation, ou comme une bulle utopique éphémère ? Doit-il être le réceptacle des désirs de transformation qui traversent aujourd'hui la société, et si c'est le cas, comment les accueillir, comment ne pas les décevoir, comment finalement réinvestir l'utopie du Défilé ?

CE QU'IL SE PASSE DANS LE DÉFILÉ

LE DÉFILÉ COMME IMAGE D'UN MONDE MEILLEUR SELON LES ORGANISATEURS

2010, La vie en rose !

« Pour cette 8^e édition le Défilé s'autorise à rêver une société plus solidaire, et à inventer de nouvelles utopies. Il s'agit d'aborder la construction d'un monde meilleur, la question du vivre-ensemble, en laissant s'exprimer tous nos désirs, par exemple en interprétant, en interrogeant ou en se réappropriant les notions de liberté, égalité, fraternité, solidarité, mutualité, générosité, communauté, citoyenneté, diversité, félicité... Les réponses sont multiples, visuelles, folles et belles. Et la fête, tourbillonnante de gaieté, de fantaisie et de couleurs... »

La notion d'utopie est omniprésente dans la présentation que font les organisateurs des thèmes du Défilé, renvoyant aux capacités de l'art et de l'imaginaire à ouvrir le champ des possibles. Ils explicitent souvent cette dimension utopique, en la reliant à la construction d'une société fondée sur des valeurs d'échange et d'ouverture. Les organisateurs et les chorégraphes relient l'expérience de l'art à l'utopie (recours à l'imaginaire, ouverture des possibles, etc.). Mais il est probable que la danse en particulier, omniprésente dans la préparation et le spectacle du Défilé, contribue à la perception de sa dimension utopique

En effet, la danse est un art particulièrement apte à symboliser un projet de communauté, et à ce titre, a été très investie pour soutenir des projets à dimension utopique.

LE DÉFILÉ COMME REPRÉSENTATION ET EXPÉRIMENTATION D'UN MONDE POSSIBLE SELON DES PARTICIPANTS

Les participants perçoivent aussi des dimensions utopiques dans le Défilé. Si le terme ressort rarement des entretiens, ils sont nombreux à dire leur sentiment de toucher du doigt « un autre monde » durant le Défilé. La société idéale est une image projetée par la parade le Jour J, qui donne à voir ce que pourrait être une société basée sur le partage, l'échange, l'inclusion, la joie, etc. Ce faisant, le Défilé est perçu comme une « démonstration » (le mot est souvent utilisé) : celle qu'il est possible de faire ensemble par-delà les différences sociales. Il est donc susceptible de donner un horizon non pas chimérique mais de l'ordre du possible, donc d'incarner une utopie.

« Je trouve que le Défilé de la Biennale, c'est une représentation de la société idéale. [...] C'est ça, être à l'unisson sur un truc positif. Je trouve que ça fait recroire en l'humain, de se dire : on est capable de faire des choses bien ensemble. [...] On a beau regarder les infos, il se passe plein de trucs terribles dans le monde, mais avec la Biennale je trouve c'est se dire : tout ce qu'on peut faire ensemble, en partant de pas grand-chose, chacun à son petit niveau. » (Vanessa, Saint-Étienne)

La parade finale, parce qu'elle est une expérience de mélanges (social, culturel, générationnel, etc.) et met en scène une communauté unie (gestes à l'unisson, tarentelle finale place Bellecour, thèmes) produit une symbolique qui est de l'ordre de l'utopie. Une communauté idéale s'expérimente donc concrètement et se donne à voir le temps du Défilé.

De là à étendre cette communauté au-delà des milliers de personnes rassemblées le jour du Défilé, il y a un pas qui n'est pas franchi. Aucun participant n'a discuté des moyens de rendre effective cette utopie du Défilé, sinon en utilisant l'expression du colibri, ou du Défilé comme «une goutte d'eau dans l'océan d'une vie» pour exprimer qu'il est possible de changer la réalité et d'agir à travers des gestes infimes. Le reste des participants (proportionnellement les plus nombreux) ne perçoit pas le Défilé sous le prisme de l'utopie. Ils expriment plutôt l'idée qu'il les a «ouverts» ou a été «une expérience intéressante», mais sans lendemain.

Pour éviter la confusion, et saisir où se situe l'utopie dans le Défilé, rapportons-le aux utopies classiques. Le récit de Thomas More décrit un gouvernement et une société idéale, c'est là l'utopie qu'il a livré à ses lecteurs. Le Défilé de la Biennale n'est pas un récit mais un événement, produit non par un seul mais par de nombreux acteurs.

À l'instar du récit de Thomas More, il représente, sous la forme d'un spectacle bigarré, une sorte de communauté idéale. Mais contrairement au récit de More, uniquement fictionnel, le Défilé est aussi un phénomène concret, qui mobilise des milliers de participants pendant des mois. La dimension utopique est donc double, dans l'image de communauté produite le Jour J, et dans le vécu potentiellement transformateur de l'événement.

Le Défilé (2012)©Métropole de Lyon - Jacques Léone



ENTRE BULLE ÉPHÉMÈRE ET OUTIL DE TRANSFORMATION : DEUX APPROCHES DE L'UTOPIE DANS LE DÉFILÉ

Les ateliers de danse sont particulièrement propices à la mise en place de fonctionnements utopiques éphémères. Dominique Coulin-Praud (1999) relève dans les ateliers de danse contemporaine le côté «hors-lieu, hors-temps», le mélange de personnes diverses et la forme d'égalité des participants devant le projet commun, le sentiment de former un collectif. Autant de caractéristiques souvent mentionnées dans l'étude. De fait, les ateliers de préparation peuvent donner l'impression de former une micro-société idéale, dont les participants seraient des citoyens éphémères. Certains propos évoquent une sorte de «bulle utopique», un espace «hors du temps» qui permet de «se faire du bien». Nous pouvons y voir une version faible du Défilé comme utopie.

“C'est un peu hors du temps, on se dit c'est possible, tout le monde a la banane. Ça paraît hyper mièvre dit comme ça mais c'est tellement vrai.» (Nathalie, Saint-Étienne)

La version forte, rarement exprimée, investit et promet le Défilé en tant qu'outil de transformation sociale. Le Défilé offrirait par exemple le mode d'emploi à l'élaboration d'une société inclusive. Ces deux versions, faible et forte, ont été identifiées dans la littérature scientifique sur l'utopie. Par exemple le sociologue Joseph Gabel distingue «l'utopie psychologique» qui renvoie à la fuite dans l'imaginaire, et «l'utopie socio-politique» qui s'appuie sur l'imaginaire pour en explorer les possibles et transformer la réalité sociale (Busquet, 2012). L'une et l'autre version idéalisent les ateliers, dont les rapports sociaux habituels continuent de dicter largement la composition sociale, les interactions observées et la visibilité donnée aux uns et aux autres.¹

1. Cf. «Être ensemble dans le Défilé, une ambition à parfaire au sein des ateliers ?» p.37.

Trois critères nous semblent intéressants pour comprendre ce qui fait pencher le Défilé d'un côté ou de l'autre. Tout d'abord, les attentes des acteurs qui s'y engagent. Certains d'entre eux viennent avec des motivations citoyennes et militantes, là où d'autres viennent davantage consommer une pratique culturelle. Ensuite, le choix des thèmes et du discours associé, qui fixe le niveau d'ambition et donc la vraisemblance du projet transformateur du Défilé. Enfin, l'encadrement temporel du Défilé : il apparaît que pour beaucoup l'expérience n'est qu'une parenthèse, avec un début et une fin, qui certes offre quelques lignes de fuite, mais peu de véritables débouchés.

Comme le résumait l'historienne Sophie Wahnich, « le mirage est sans lendemain, [...] certains l'acceptent et d'autres pleurent » (2006). Une vision que corroborent de nombreux témoignages : la fin du Défilé signe l'éclatement de la bulle utopique, et est souvent vécue difficilement. On retrouve aussi souvent l'idée du « soufflé qui retombe » après le Défilé. Les mois de mobilisation, de construction du lien social, de fourmillement des territoires ne se traduisent pas forcément en effet à long terme. L'enjeu de travailler « l'entre-deux défilés » a d'ailleurs été plusieurs fois soulevé par des professionnels.

UN SOCLE UTOPIQUE ET DE MULTIPLES ASPIRATIONS, PLUS OU MOINS CONGRUENTES

Les propos sur la dimension utopique du Défilé nous confrontent à une hétérogénéité d'aspirations. Chaque catégorie d'acteurs y projette ses propres enjeux. Les services de l'État et des militants de terrain ont investi ou soutenu le Défilé pour œuvrer à l'intégration des populations issues de l'immigration et des QPV. La Métropole de Lyon a ajouté à cet axe celui d'un Défilé à même d'activer le sentiment d'appartenance des habitants de l'agglomération. Les acteurs culturels sont animés par le projet de l'émancipation par la culture et de l'enrichissement par la mixité. Ces différents axes se recoupent largement. Ainsi, développer le sentiment d'appartenir à la même communauté est un objectif qui a du sens, tant du côté des services et des élus de la Communauté urbaine que du côté des services de l'État et des acteurs sociaux.

Mais ces axes ou idéaux ne sont pas toujours congruents. Par exemple, un chorégraphe habitant la Haute-Savoie ne partagera a priori pas l'aspiration d'élus de la Métropole de Lyon à représenter, par le Défilé, une société grand-lyonnaise unifiée.

Une danseuse amatrice projettera sûrement sur le Défilé des attendus différents, selon qu'elle soit issue des Monts d'Or ou de la banlieue Est, assistante maternelle ou cadre de direction, éloignée ou non des pratiques culturelles.

Le discours relativement flou et focalisé sur les valeurs du Défilé en fait le réceptacle à des aspirations disparates qui cohabitent. Si le Défilé était associé à un projet plus précis de transformation, l'écart voire les incompatibilités d'aspirations pourraient se manifester plus franchement. Les archives du Défilé font apparaître une tension constante entre deux registres d'objectifs, ceux qui visent à renforcer la cohésion sociale (réduire la ségrégation socio-spatiale, intégrer les populations issues de l'immigration, ou marginalisées), et ceux qui visent à démocratiser la culture.

Une tension qui donne matière à discussion au sein du Copil du Défilé lors de la sélection des candidatures, lors du bilan de chaque Défilé (certains s'inquiètent plus que d'autres de la proportion des participants issus des QPV dans les groupes), mais que ce même Copil, animé d'une culture de compromis, met en sourdine. Durant l'enquête il est apparu que la tension est aussi palpable lorsque des professionnels livrent des discours normatifs, qui expliquent ce que devrait être le Défilé à leurs yeux, valorisent certaines pratiques et en critiquent d'autres (sur les publics mobilisés, les modalités de fonctionnement au sein des groupes, la charge plus ou moins subversive des projets de groupes, etc.).

DU POINT DE VUE DES POUVOIRS PUBLICS : L'UTOPIE D'UNE AGGLOMÉRATION RASSEMBLÉE QUI NAÎT DE CONSTATS ALARMANTS

La Communauté urbaine puis la Métropole de Lyon ont été très actives pour investir le Défilé d'une charge utopique. Il convient de se replacer dans les années 1980-90 pour identifier la situation insatisfaisante, qui sert de point de départ au projet utopique. Un enjeu central est alors de réduire les fractures liées à la ségrégation sociale et urbaine entre Lyon et ses banlieues Est. L'intégration des jeunes issus de l'immigration est alors un enjeu fort. Le constat d'une agglomération lyonnaise ségréguée est partagé par l'ensemble de ceux qui vont mettre en œuvre et financer le premier Défilé et les suivants.



Le Défilé (2000)©Métropole de Lyon-Jacques Léone

L'utopie du Défilé est donc dès sa naissance très liée au contexte lyonnais. D'autres constats négatifs (liens sociaux défaillants, individualisme, prégnance des rapports marchands, etc.) vont définir par opposition les principes de fonctionnement et valeurs du Défilé (partage, égalité, échange, capacité à s'unir au-delà des différences, gratuité, etc.).

Un autre élément de contexte essentiel est la création par Raymond Barre, président du Grand Lyon, un peu plus d'un an après le premier Défilé, de la mission prospective et stratégie d'agglomération. Celle-ci est chargée d'élaborer, en lien avec la société civile mobilisée dans des grands débats, un projet global de développement pour l'agglomération lyonnaise.

Dès 1999, nourrie par ce cycle de débats et par la rencontre avec le politologue Philippe Dujardin qui a très tôt théorisé le Défilé, cette mission prospective estime que ce Défilé revêt une importance symbolique à plusieurs points de vue (emblème de la dynamique et de la créativité de l'agglomération, traduction d'une « conscience d'agglomération » en émergence, régénération du lien social, reconnaissance des populations, etc.).

Cette analyse, étayée par les apports de Philippe Dujardin, fait du Défilé le prisme pour penser l'utopie d'une agglomération qui saurait, sans renoncer à son identité, développer les potentiels de ses habitants et forces vives et remédier aux phénomènes de décohésion qui la fragilisent. Une invitation à mobiliser des politiques publiques pour atteindre cet objectif. Tout ceci rapporte l'utopie du Défilé aux stricts enjeux de l'agglomération lyonnaise, et indique que le Défilé n'est pas seulement perçu comme un symbole, mais comme un événement qui transforme l'agglomération. Un caractère biface du Défilé que l'on retrouvera sans cesse ensuite.

C'est dans cette optique que le Défilé a très vite été promu, par des élus, acteurs culturels, journalistes, etc., comme un « rituel d'agglomération ». Le Défilé est envisagé comme un support de « faire-cité », par l'accès de populations et d'échelles d'appartenances très différentes au cœur de ville, ce « haut-lieu » habituellement réservé à un petit nombre de citoyens privilégiés (du moins dans les représentations). La parade dansée des habitants des banlieues populaires dans le centre de la « ville-centre » est interprétée comme une « conquête du droit de cité ». Elle exprime aussi leur appartenance à une communauté politique, l'agglomération lyonnaise.

Tous les participants ont ressenti la valorisation à produire leur spectacle au cœur de la ville, qui garde donc sa fonction de haut-lieu au pouvoir ennoblissant. En revanche, très rares sont ceux qui corroborent cette vision de rituel d'agglomération. Par ailleurs, cette échelle grand-lyonnaise de la cité du Défilé est loin d'être une évidence (la participation de groupes régionaux commençant dès la deuxième édition, et se renforçant depuis². Lors de nos entretiens, on peut trouver à la fois des participants qui disent représenter leur ville, avec plus ou moins de ferveur (la ville de Bron par exemple est très sujette à des expressions d'appartenances hyper locales). D'autres sont là pour représenter et faire rayonner Lyon, ou bien juste pour le Défilé. De nombreux autres n'expriment pas du tout ce type de considération. La communauté politique de l'agglomération lyonnaise, et aujourd'hui de la Métropole, est quasiment absente des témoignages.

Au contraire, les verbatims nous montrent que les participants professionnels et amateurs qui analysent leur engagement au prisme de l'expression de l'appartenance mobilisent davantage deux autres échelles. Par exemple, pour les jeunes chorégraphes hip-hop et les publics amateurs qu'ils amènent, pour beaucoup issus de minorités ethniques et de banlieues populaires, l'échelle d'appartenance visée est celle de la société française. Et d'un autre côté, l'échelle d'appartenance que mobilise le Défilé peut être celle de l'humanité tout entière : les participants apparaissent comme des « citoyens du monde », unis autour de valeurs universalistes de solidarité, d'égalité, de partage, d'aspiration à la paix, festoyant ensemble à partir de genres culturels que la mondialisation diffuse et hybride.

“ On est égaux, face à l'écriture de la poésie ou à la danse ou à l'imaginaire. Enfin, tu vois, c'est quelque chose qui est commun à toute l'humanité. C'est un peu niais de le dire comme ça, mais c'est vraiment le fond des choses »
(Anne-Paule, structure d'insertion)

Le mythe institutionnel du rituel d'agglomération ne colle donc pas aux vécus des participants, et témoigne davantage de la nécessité ressentie au niveau de la Communauté urbaine de Lyon, au tournant des années 1990-2000, de trouver un symbole aux changements souhaitables pour débarrasser l'agglomération lyonnaise de ses démons (immobilisme, ségrégation, inégalités, etc.). C'est aussi le moyen trouvé pour faire exister et donner un contenu humain plutôt que technocratique à une Communauté urbaine qui, sous l'égide de Raymond Barre, ne se pense plus comme un établissement public, mais comme un gouvernement d'agglomération en puissance.

LES UTOPIES DE L'ÉDUCATION POPULAIRE ET DE L'ACTION SOCIOCULTURELLE

Le recours de différents acteurs du Défilé à la notion d'éducation populaire, que certains professionnels décrivent comme le cœur-même de leur engagement, est une manière différente de donner au Défilé une visée utopique. Ces termes recouvrent néanmoins des valeurs et des ambitions parfois différentes voire contradictoires selon les acteurs.

Pour certains, la culture doit permettre une pacification des rapports entre groupes sociaux différents, être un outil pour en finir avec les conflits et les différences. Dans le sillage de Guy Darnet, ils attendent du Défilé une réconciliation de la population. La culture doit permettre de sortir des luttes opposant riches et pauvres, habitants des quartiers, des centres-villes et des campagnes. La culture doit entraîner une transformation dans la perception que les groupes sociaux ont d'eux-mêmes et des autres groupes, un sentiment de communion « humaine » et de solidarité remplaçant les oppositions et les luttes, de classe, d'espace ou de « races ». Un effet « solidariste » de la culture sur la vie sociale espéré dès la fondation du Défilé par Guy Darnet, et inspiré par les fonctions sociales des écoles de samba à Rio.

Pour d'autres contributeurs du Défilé, cette dimension socio-culturelle s'entend dans le sens d'un usage de la culture au service de transformations sociales et politiques fortes. Il s'agit non pas de faire disparaître mais au contraire de porter des conflits, dans le but de changer profondément des rapports sociaux. Il s'agit notamment de donner une visibilité à des groupes sociaux minoritaires (habitants des quartiers populaires, populations issues de l'immigration) et de les imposer dans l'espace public comme dans le champ artistique en faisant émerger leurs formes culturelles. Cette ambition anime certains professionnels, qui ont vu dans la consécration du hip-hop par le Défilé un moyen de faire reconnaître les habitants des quartiers populaires aux côtés des esthétiques reconnues.

On le voit, les objectifs ou l'utopie des uns et des autres peuvent sembler proches : une communauté dans laquelle chacun est reconnu et a une place. Mais le risque est néanmoins que pour certains, dont l'engagement repose sur un militantisme fort, la culture ne soit vue comme « un moyen d'empêcher l'énonciation de conflits sociaux » (E. Ritaine, *Les stratégies de la culture*, Presses de Sciences Po, 1983), en les faisant disparaître sous un humanisme de façade, se voulant aveugle aux différences plutôt qu'attentif aux inégalités.

2. Cf. « Les territoires du Défilé » p.27.

L'UTOPIE DU DÉFILÉ S'EST-ELLE RÉALISÉE ? UN BILAN EN DEMI-TEINTE

Finalement, le Défilé est une utopie à la fois parce qu'il entend transformer une réalité, et parce qu'il offre l'image ou le symbole du but à atteindre. La transformation est à deux niveaux au moins : il s'agit de transformer les participants en personnes plus ouvertes, grâce aux ateliers de pratique artistique ; il s'agit aussi de transformer l'image des quartiers populaires, en mettant en évidence les capacités culturelles de leurs habitants, et de contribuer ainsi à leur intégration.

Quel bilan peut-on en faire ? Sur son volet transformation, le Défilé est plutôt une réussite, il a contribué à transformer, surtout les dix premières années, l'image des banlieues lyonnaises, qui comme le soutient Patrice Beghain³, ne sont plus perçues comme des espaces dépourvus de culture. C'est aussi ce que montre l'étude sur la capacité du Défilé à engendrer fierté et valorisation.

Le Défilé, en recrutant près du quart de ses participants dans les quartiers en géographie prioritaire, en sélectionnant largement les projets au sein de communes ayant des quartiers en Politique de la ville, a de manière continue, travaillé à résorber la fracture symbolique entre des lieux et des populations valorisés socialement et culturellement, et d'autres dévalorisés. Il s'est inscrit dans un mouvement de « contre-stigmatisation des minorités », selon les termes de Lionel Arnaud. Le Défilé est donc transformateur sur ce point précis.

En revanche, il est jugé globalement bien moins transformateur en termes de rencontre ou d'échange entre gens socialement différents, en raison de divers phénomènes. Les témoignages recueillis expriment un sentiment assez unanime de détérioration de la situation socio-économique et de la cohésion sociale de quartiers prioritaires de l'agglomération lyonnaise, qui va jusqu'à invalider l'idée même d'un possible brassage des populations.

La ritualisation de l'événement est allée de pair avec une déperdition de son potentiel utopique. Y contribuent une série de phénomènes : reconnaissance du hip-hop qui étant obtenue, n'est plus un enjeu ; Politique de la ville qui perd en capacité mobilisatrice ; sélection des groupes détachée des enjeux de l'agglomération lyonnaise, et dont les nouveaux enjeux comme la lutte contre les déserts culturels en zone rurale, peinent à renouveler le désir utopique ; disparition des porte-paroles dans les quartiers qui permettaient aux aspirations de s'exprimer ; modalités de

participation des habitants des QPV qui deviennent des publics captifs ; transformation enfin des motivations à participer, parfois plus consuméristes.⁴

« On avait l'impression dans les dernières années qu'on ramait un peu parce que c'était moins essentiel qu'à l'origine. Il y avait moins cette envie de dire on est là, on est dans la rue, on le fait par la danse, mais on pourrait le faire aussi par la Marche des beurs. [...] C'est aussi une sorte de tribune politique le Défilé. Et suivant les époques, ça a été des fois très en adéquation et puis après peut-être une perte de sens sur le fond. En fait, moi je le sentais aussi avec le fait qu'on avait des gens qui étaient convaincus, qui avaient fait tous les défilés depuis l'origine dans les groupes. Donc pour eux, ils voyaient le fait de dire, "Alors mon costume cette année ça va être quoi ?" Mais finalement, le sens profond d'être dans la rue, sur le pavé, c'était peut-être moins fort pour certains. » (Alexandre, Vénissieux)

Le Défilé a-t-il perdu pour autant en capacité de symbolisation ? Une partie de ses acteurs historiques le pensent, parce qu'ils ont en tête ces phénomènes, et constatent que les objectifs initiaux d'intégration des habitants des quartiers populaires n'ont pas été atteints. Selon certains, le Défilé n'a qu'une très faible influence sur les processus d'intégration et de nombreux paramètres sont hors de sa portée (politiques publiques, manière dont les populations issues de l'immigration se perçoivent et sont perçues par les partis politiques et les médias, phénomènes géopolitiques et internationaux comme la montée de l'islam radical, du populisme, etc.). Ils constatent que l'objectif d'intégration des quartiers populaires est loin d'avoir été réalisé, et laisse la place à un mal-être social, une perte de confiance envers les institutions, et une crise de la représentation. Ils perçoivent finalement un éloignement croissant entre l'horizon dont le Défilé donne l'image, et la réalité. Les politiques publiques ne les rassurent pas sur la possibilité que le réel s'approche de l'horizon.

Ainsi, des éducateurs de prévention spécialisée déclarent que le Défilé est un magnifique outil pour les jeunes qu'ils font participer au Défilé, mais ne supportent pas que les élus parlent du Défilé comme belle image du vivre-ensemble, étant donné que les politiques publiques ne vont pas dans le bon sens. Dès lors qu'une part importante de l'utopie fondatrice du Défilé a été mise en échec, le Défilé peut alors apparaître comme une symbolisation qui dessine moins un futur possible, qu'un futur auquel on a cru mais qui semble désormais irréalisable.

3. Interview à retrouver sur le site de [Millénaire 3](#)

4. Cf. « L'engagement, une ressource, précieuse pour le Défilé », p.17.

On peut même se demander si cette image n'agit pas comme un «voile» qui ne permet pas de regarder le Défilé tel qu'il est, et risque de le rendre aveugle aux transformations sociales. Pour un chorégraphe, le Défilé gagnerait alors à se départir de son «utopie Politique de la ville» pour porter son attention sur les aspirations actuelles.

“Je suis très partagé sur le Défilé parce que j'en vois tous les décalages entre la com', le discours. [...] C'est un peu un truc aussi d'un autre âge, à l'heure des réseaux sociaux, y'a un truc un peu... un peu vieillot dans le Défilé, comme en 96 quoi... d'une sorte d'utopie sur les banlieues, sur l'intégration, sur tout ça, sur le hip-hop, enfin... [...] Le Défilé est devenu tellement un... comment dire... [...] C'est une expérience pour quelques personnes, qui est vraiment top hein, je vais pas dire le contraire, mais en vrai ça change rien, c'est juste... c'est un étendard Politique de la ville. [...] À mon avis il faudrait à un moment donné sortir de cette utopie de la Politique de la ville, le Défilé est super pour ce que c'est, mais après des gens Politique de la ville y'en a moins et c'est chouette quand même, enfin je veux dire... cette obligation, cette utopie obligatoire quelque part, il faut absolument raconter que c'est la banlieue, ben finalement ça devient un peu absurde des fois, on se retrouve dans des situations des fois où on marche un peu sur la tête.» (Chorégraphe)

Il n'empêche que la quasi-totalité des personnes interrogées, chorégraphes, costumières, artistes et participants voient dans le Défilé un symbole qui a du sens. Ils ne font pas du Défilé le symbole d'une intégration des quartiers populaires, ils y voient un moment de liesse et le symbole d'une possible communauté unie. C'est cette image qui les émeut, qui a du sens et qui continue de dessiner un horizon. Cette image est incroyablement plastique, et se recharge probablement à mesure que les enjeux du vivre-ensemble évoluent.

LE DÉFILÉ SE RECHARGE-T-IL EN UTOPIE PAR LA RÉSISTANCE PLUTÔT QUE PAR L'AVANT-GARDISME ?

En effet, alors que les utopies fondatrices semblent avoir du plomb dans l'aile, certains propos laissent penser que le Défilé retrouve un potentiel symbolique et utopique de manière non volontaire : alors que les outils numériques, le télétravail, ou encore le contexte sanitaire tendent à mettre les corps à distance, en restant à un fonctionnement basé sur la co-présence des corps dans les ateliers, et qui plus est avec des dimensions de proximité physique et de toucher dans la danse, il devient le symbole d'un lien social qui garde toute sa force.

Alors que se rassembler autour des projets collectifs dans l'espace public est de plus en plus contraint⁵, il continue de célébrer cette forme d'être ensemble. Le Défilé semble donc trouver un sens nouveau en donnant de la valeur à des principes menacés par des évolutions techno-scientifiques et/ou politiques (montée des nationalismes, sécurisation des espaces publics, repli sur soi, etc.).

S'il ne représente peut-être plus la pointe avancée du progressisme, il s'offre comme un espace où des valeurs humanistes se concrétisent et prennent une valeur accrue face à des tendances déshumanisantes. Il s'inscrit alors dans un mouvement de fond, dès lors que l'avenir souhaitable est de plus en plus perçu sous l'angle de ce qu'il faut préserver/restaurer (écosystème, climat, lien social, etc.).

Le Défilé (2010)©Georges Calvet



5. Cf. « Le Défilé, fête ou spectacle dans l'espace public ? », p.7.

LES ENJEUX

DIFFICULTÉ À SE PROJETER DANS L'AVENIR ET TRIOMPHE DE LA DYSTOPIE

Jacques Ion décrivait en 2012 « l'émergence d'un nouvel horizon temporel », dans lequel le futur est connoté négativement : « non plus demain sera meilleur qu'aujourd'hui, mais demain risque d'être pire qu'aujourd'hui. Il s'agit alors de se prémunir contre un avenir non plus paré de tous les espoirs, mais porteur de dangereuses incertitudes ». Pour lui, cela induit une transformation du rapport à l'action politique : les espaces d'engagement qui attirent le plus de bénévoles viseraient « moins [à] lutter pour des jours meilleurs que se prémunir contre des dangers qui s'amplifient ».

Cette vision peut être mise en parallèle avec celles des chercheurs Leconte et Passard, qui s'interrogent sur la prégnance du registre dystopique dans les productions culturelles et le vocabulaire médiatique. Ils soutiennent que ces productions s'inscrivent dans un « espace-temps de la dystopie » : le contexte actuel (mondialisation, techno capitalisme, dérèglement climatique, etc.) déposséderait « individus et sociétés de la croyance en leur capacité à maîtriser leur destin ». Le sentiment de perte de contrôle de nos destins individuels et collectifs nourrirait la montée en puissance des représentations dystopiques de l'avenir et la désillusion.

Par ailleurs, à la suite de l'effondrement du bloc communiste et avec lui du communisme qui était la grande utopie du 20^e siècle, des intellectuels ont prononcé le triomphe de l'idéologie du capitalisme mondialisé, présenté comme la seule manière pragmatique et possible d'organiser la vie collective. L'utopie semble alors « reléguée aux oubliettes de l'histoire » : « elle ne pouvait se trouver que délaissée et discréditée, dans la mesure où toute perspective de changement social radical était renvoyée à la fois à une impossibilité de fait et à une dangerosité de droit » (Broca, 2013). Le concept d'utopie est privé de son sens, rendu inopérant. Cela explique sûrement que le vocable d'utopique soit devenu synonyme d'irréalisable dans son sens commun actuel.

L'ENVIRONNEMENT ET LE CLIMAT, ENTRE ANXIÉTÉ ET MOBILISATION

L'écologie et le climat deviennent une ressource majeure de la dystopie (effondrement, désastres environnementaux, disparition de la biodiversité, guerres pour les ressources...) donnant lieu à de nouveaux genres, comme le « cli-fi » pour *climate fiction*, riche de centaines d'ouvrages. L'anxiété suscitée par ces phénomènes pose une vraie difficulté pour mobiliser les citoyens sur le mode de l'utopie positive. Mais ce même contexte génère aussi des utopies, sous forme de textes, de fictions, d'expérimentations et de changements de comportements en matière d'habitat, d'alimentation, d'éducation, de gouvernance, d'expérimentations d'une autre société dans des éco-lieux, ou de projets de cités idéales qui se concrétisent.

Face à la nécessité de construire de nouveaux récits mobilisateurs, de nombreux appels à un retour de l'utopie émanent de milieux militants, intellectuels, politiques et culturels. Par exemple, le manifeste *Pour un parti de la fête* de Vito Marinese⁶, l'ouvrage *Au bout de nos rêves*, le retour des utopies de la fondation Jean Jaurès, ou encore la fiction *Les Déliées* de l'autrice Sandrine Roudault. Leur hypothèse est que l'agir collectif doit être porté par un retour de l'utopie politique.

QUAND FÊTE ET DANSE SONT MOBILISÉES DANS DES LUTTES POLITIQUES

Fête et danse sont toutes deux très liées à l'utopie, et font partie du répertoire d'actions de différents mouvements sociaux. Les Marches des Fiertés par exemple, si elles ont pu se banaliser et s'institutionnaliser depuis, ont commencé il y a plus de 50 ans dans une optique de revendication politique forte : investir l'espace public pour rendre visibles des minorités sexuelles et de genre, retourner le stigmate dont elles sont victimes, et critiquer la société hétéronormée. On peut également citer le voguing, style de danse et espace politique développé dans les années 1970 à New-York par les communautés gays afro-américaines et latinos. Enfin, très récemment, les importantes mobilisations contre la réforme de retraites de 2023 ont aussi donné lieu à des revendications festives et dansées par différents corps syndicaux et militants.

6. Cf. « Le Défilé, fête ou spectacle dans l'espace public ? », p.7.

À Paris, l'association Alternatiba s'est illustrée par la fête qu'elle propose dans les manifestations : des militants dansent et chantent leurs slogans sur fond de musique techno (« Pas de retraités sur une planète brûlée », « On veut taxer les riches », « La danse de la BRAV-M », etc.). Interviewée dans la presse, la militante d'Alternatiba Mathilde Caillard, aussi connue sous le pseudonyme de « MC danse pour le climat », revendique la joie, la fête et la danse comme outils de lutte et vecteur de politisation pour des publics éloignés de ces milieux politiques. Une stratégie dont il est difficile de savoir si elle est payante, puisque d'un côté de nombreux TikTok et Reels témoignent d'un changement de regard des jeunes sur les manifestations perçues comme festives et attractives, alors que d'un autre côté les nombreux commentaires négatifs sur les mêmes réseaux sociaux perçoivent plutôt une nouvelle étape dans l'éloignement de la gauche du populaire et l'adoption des codes des minorités sexuelles, raciales, etc. Il est probable que se joue ici non sans heurt une transformation des modalités de revendication politique.

UN RÉCIT UTOPIQUE CONTEMPORAIN : LE CONVIVALISME

Parmi les philosophies politiques contemporaines clairement utopiques, le convivialisme a ceci d'intéressant qu'il synthétise de nombreux enjeux écologiques et sociaux. Cette philosophie du « mieux vivre, ensemble » s'est construite en 2013 sous la plume fondatrice du sociologue français Alain Caillé, qui en rédigea le premier manifeste. Elle est aujourd'hui animée par un regroupement international de personnalités intellectuelles, associatives et politiques, qui réfléchissent et plaident en faveur d'un « monde post-néolibéral ». Pour eux, les idéologies socialiste, marxiste, anarchiste et libéraliste ne sont plus à la hauteur des enjeux actuels (environnementaux, économiques, sociaux, etc.). Ils proposent alors de dépasser le désespoir ambiant « qui nous voue tous à l'impuissance » par l'élaboration d'une vision d'un monde meilleur qui puisse rassembler par-delà les appartenances nationales, de classe, etc. Dans cette optique, le convivialisme repose sur cinq principes exprimés dans un manifeste (faire destin commun avec la nature, condamner toute forme de discrimination, affirmer la richesse des rapports sociaux/le besoin de reconnaissance individuelle, etc.). Et pour tempérer et équilibrer ces principes, le Convivialisme suppose « le respect premier de l'impératif catégorique de lutte contre l'hubris », autrement dit contre la folie des grandeurs.

COMMENT S'EMPARER DE CES ENJEUX ? QUELQUES POSSIBLES...

RÉACTUALISER L'UTOPIE ORIGINELLE EN SONDANT LES ASPIRATIONS DES QUARTIERS POPULAIRES, OU OUVRIR LE CHAMP ?

L'émergence du Défilé est complètement liée au contexte de l'agglomération lyonnaise dans les années 1990. C'est pour agir sur des rapports sociaux et territoriaux dysfonctionnels que ses modalités et son financement ont été mis en place. Aujourd'hui, l'utopie fondatrice qui l'a animé peut paraître lointaine, tandis que le discours utopique perdure.

- Le Défilé pourrait rester sur l'utopie qui l'a fondé, en allant sonder ce qui, dans les quartiers populaires, est de l'ordre des aspirations profondes. L'avantage serait de réactualiser l'utopie centrale du Défilé, tout en restant fidèle à ses objectifs.
- Le Défilé pourrait réactualiser son utopie, en se rendant attentif aux transformations à l'œuvre, sans se borner à celles qui touchent les quartiers populaires. Après l'emblème de la Politique de la ville, le Défilé pourrait-il devenir celui de l'articulation entre transition écologique et justice sociale, celui du convivialisme, ou encore des luttes féministes et des transformations du rapport au genre ?

SYMBOLISER UNE COMMUNAUTÉ À L'ÉCHELLE DE L'AGGLOMÉRATION LYONNAISE, OU SYMBOLISER UNE COMMUNAUTÉ PLUS VASTE ?

De la même manière, il y a peut-être un enjeu à réactualiser la représentation de la « cité » du Défilé. Nous avons vu que la thèse selon laquelle le Défilé est un rituel à l'échelle grand-lyonnaise est fragilisée, car son périmètre de recrutement et de valorisation va bien au-delà (région), et que des participants mobilisent des échelles d'appartenance plus larges encore (la société française, l'humanité).

- Le Défilé pourrait clarifier son ancrage comme il pourrait à l'inverse laisser l'espace ouvert à des expressions multiples du sentiment d'appartenance (l'échelle pertinente se trouve-t-elle du côté de la région, de la nation, du monde entier ?).

- Dans un contexte où le nationalisme domine l'imaginaire politique (Sophie Duchesne), il pourrait symboliquement revitaliser notre imaginaire démocratique, en articulant de manière originale des échelles d'appartenances multiples.

CONSTRUIRE L'UTOPIE DU DÉFILÉ EN CHAMBRE OU LA CO-CONSTRUIRE LARGEMENT ?

Le Défilé est un événement où des utopies et des imaginaires multiples peuvent se donner à voir au travers des propositions des chorégraphes. C'est tout de même la direction artistique qui modèle le thème et l'argumentaire du Défilé, et y traduit ses aspirations et ses convictions. Un enjeu important peut se trouver du côté des modalités de construction des thèmes du Défilé, des projets, et du cercle des acteurs qui y sont associés.

- L'utopie du Défilé pourrait continuer de se construire dans le Copil, en discussion entre la direction artistique et les différents partenaires institutionnels et politiques. C'est en effet une scène traditionnelle qui a fait ses preuves, et qui peut être revivifiée (mise à l'ordre du jour de sujets, choix possible de se donner des temps plus longs de débats sur les thèmes du Défilé).
- Le Défilé pourrait repartir bien plus largement des envies d'engagement de ses publics et s'ouvrir à de nouveaux acteurs. Promouvoir des modalités plus horizontales d'élaboration des propositions serait une manière pour le Défilé de renforcer la dimension d'espace d'expression citoyenne qu'il revendique. La question est alors : comment et qui associer ? Est-ce que ce sont les équipes artistiques et les opérateurs des groupes, qui peuvent proposer un regard aiguisé sur les problématiques de leurs publics et les aspirations de transformation en lien avec l'action culturelle ? Le Défilé doit-il être volontaire pour aller à la rencontre d'artistes et de voies qui se tiennent plus à distance de l'événement, pour se faire challenger par des regards plus critiques ? Doit-il chercher à concerter encore plus largement, en soumettant les thèmes à la discussion des participants amateurs volontaires ? Doit-il au contraire aller à la rencontre des personnes vulnérables et invisibilisées dans le débat public, pour leur donner voix au chapitre, conformément à ses objectifs de mise en valeur des publics en mal de reconnaissance ?

ASSUMER QUE LE DÉFILÉ EST UNE JOYEUSE PARENTHÈSE ? OU Y VOIR UN OUTIL DE TRANSFORMATION ?

Alors que les discours des organisateurs regorgent de références à l'utopie, le Défilé pourrait clarifier l'usage et le contenu de ce vocable. À trop être employé sans que le Défilé montre sa capacité à embrayer sur des transformations, le risque est celui d'une perte de sens et d'un événement qui tourne à vide.

- Le Défilé doit-il affirmer sa fonction de bulle utopique, et formuler des objectifs qui correspondent plus humblement à ce qu'il est capable de produire ? S'il ne change ni la vie ni la société, il peut se targuer d'offrir des rapports humains riches et respectueux, des croisements et rencontres improbables dans d'autres cadres de la société, du bien-être individuel et collectif, de nouveaux horizons dans le rapport à soi, aux autres, à l'art.
- Doit-il au contraire affirmer une ambition politique de transformation sociale ? Cela entrerait en adéquation avec les vues de professionnels militants engagés dans l'événement, et pousserait à reconsidérer son format. Il serait envisageable d'expérimenter dans des groupes des manières de « faire ensemble » en situation de mixité sociale destinées à essaimer en cas de succès, d'utiliser les ateliers comme des accélérateurs d'inclusion sociale pour des publics marginalisés et/ou isolés socialement, comme les publics des programmes de logement d'abord par exemple, ou d'articuler des ateliers de pratique artistique à des projets concrets qui offriraient un prolongement après le Défilé.

S'IL DÉCIDE D'AFFIRMER UNE AMBITION DE TRANSFORMATION SOCIALE, COMMENT LE DÉFILÉ PEUT-IL VIVIFIER LE DÉBAT PUBLIC ?

Il remonte de l'enquête que l'ambition de transformation sociale dépend en partie de la temporalité du Défilé : de l'avis de plusieurs professionnels, son caractère éphémère ne paraît pas suffisant pour entraîner des transformations durables. Il nous semble qu'elle peut aussi se jouer sur les « à côtés » du Défilé, qui peut en effet être envisagé comme un immense outil d'animation du débat public. Cependant, ses messages actuels sont relativement consensuels et le recours à la danse permet des manières d'être ensemble originales et apaisées. Susciter davantage d'expression au niveau des participants risque d'introduire une part plus forte de polémique, voire de conflictualité.

- Pour davantage animer du débat sur les territoires, le Défilé pourrait s'articuler avec d'autres événements, créés pour l'occasion ou non, sur les différents territoires du Défilé, et nourrir la réflexion autour de l'utopie qu'il a mis au centre de son thème (cycles de conférences, expositions, projections, etc.).
- Cela pose la question de l'implication des groupes dans cette animation autour du Défilé. Le Défilé pourrait susciter des prises de positions autour de thèmes précis de la part des groupes, traduits dans leur projet artistique. On peut aussi imaginer que chaque groupe soit invité à se doter d'un parrainage avec un acteur engagé dans la transformation sociale (figure locale et/ou historique, réseaux et associations acteurs du changement, etc.).

FAIRE DU DÉFILÉ LE VERSANT UTOPIQUE DE LA BIENNALE DE LA DANSE, OUVRIR LES THÈMES DU DÉFILÉ À TOUT CE QUI EST PORTEUR D'UTOPIE ?

Les thèmes du Défilé portent souvent sur les thèmes évoquant le vivre-ensemble/la cohésion sociale ou sur des entités géographiques.

- Il est possible de considérer que c'est le cœur et l'identité du Défilé que de rester sur les thèmes du vivre-ensemble qui offrent de nombreuses possibilités de déclinaisons, et qu'il y a matière à projection utopique, puisque donner à imaginer une société plus harmonieuse est un chantier sans fin.
- Il est possible de considérer à l'inverse que pour recharger le Défilé en utopie, il faut être prêt à ouvrir le champ, par exemple en donnant au Défilé des thématiques pas directement reliées au vivre-ensemble mais porteuses d'utopie, concernant par exemple l'écologie, le numérique, la santé.
- On peut aussi revoir l'articulation Biennale de la danse/Défilé, en assumant de faire du Défilé le versant utopique de la Biennale : c'est alors dans le Défilé qu'est symbolisée l'utopie portée par chaque thème ; et c'est dans les ateliers du Défilé que s'expérimentent les possibles pratiques de demain, en matière d'inclusion comme en d'autres domaines.



Le Défilé (2022) © Philippe Dujardin

Sources

- Arnaud Lionel, « Agir par la culture. Acteurs, enjeux et mutations des mouvements culturels ». Éditions de l'Attribut, 2018.
- Banlieues d'europe (collectif), « La place et le rôle de la fête dans l'espace public : nouvelles fêtes urbaines et nouvelles convivialités en Europe », CERTU, Paris, 171 p., 2006
- Bernard Philippe J, Rojey Alexandre, « Aspects politiques et culturels des utopies d'aujourd'hui », *Annales des Mines - Réalités industrielles*, 2017/2 (Mai 2017), p.86-91.
- Bove Sonia, Dujardin Philippe, Hugouvieux Gilberte, « Quand la ville danse : la naissance d'un Défilé », Lyon, Éditions Lyonnaises D'art Et D'histoire Parution, 64 p., 2000.
- Broca Sébastien, « Comment réhabiliter l'utopie ? Une lecture critique d'Ernst Bloch », *Philonsorbonne* [En ligne], 6 | 2012.
- Buquet Grégory, « L'espace politique chez Henri Lefebvre : l'idéologie et l'utopie » [translation : Sharon Moren], *justice spatiale / spatial justice*, n° 5 déc. 2012-déc. 2013.
- Clidière Sylvie, Morant Alix de, « Extérieur danse, essai sur la danse dans l'espace public », Paris, L'Entretemps, Hors les murs, 2009. (Carnets de rue).
- Coulin-Praud Dominique, « L'atelier en danse : une pratique utopique », dans *Danse et utopie*, Paris, L'Harmattan, 1999.
- Duchesne Sophie, « Citoyenneté », dans Didier Fassin (dir.), *La société qui vient*, Seuil, 2022.
- Ginot Isabelle (dir.), « Mobiles Danse et utopie », L'Harmattan, collection « Arts 8 », 1999.
- ION Jacques Ion, « S'engager dans une société d'individus », Paris, Armand Colin, coll. « Individu et société », 214 p., 2012.
- Internationale convivialiste, « Second Manifeste convivialiste : Pour un monde post-néolibéral », Actes Sud, Questions de société, 2020.
- Leconte Cécile, Passard Cédric, « Avant-propos : Retour vers le futur ? La dystopie aujourd'hui », *Quaderni*, 2021/1 (n°102), p.13-24.
- Letourneur Éric. « Présentation générale. L'utopie ou le (mauvais) rêve social », dans *Les utopies* [en ligne]. Paris : CNRS Éditions, 2013.
- Neveu Catherine, « Les enjeux d'une approche anthropologique de la citoyenneté », *Revue européenne des migrations internationales* [En ligne], vol.20 - n°3 | 2004.
- Polère Cédric, « Qu'est-ce que la citoyenneté ? Les enjeux d'une extension », *Millénaire 3*, [En ligne], 2004.
- Rousier, Claire, « Être ensemble : figures de la communauté en danse depuis le XX^e siècle », Paris, Centre national de la danse, 2003.
- Wahnich Sophie, « Pratiques participatives culturelles et régimes de la politique à Lyon : une histoire immédiate de la démocratie participative », *L'Homme & la Société*, 2006/2-3 (n°160-161), p.81-101.
- Younes Chris. « Des établissements humains durables/ soutenable : une utopie de deuxième type ? », *Millénaire 3*, [En ligne], 2004.

Making of

LE CONTEXTE – Au printemps 2020, la crise sanitaire percuta les activités culturelles, et singulièrement le spectacle vivant qui repose fondamentalement sur un principe de coprésence.

La Métropole de Lyon et la Biennale de la danse, qui souhaitaient renouveler le regard sur le Défilé, saisissent le sentiment de manque que créent les confinements pour engager un processus de questionnement sur le Défilé, mais aussi de valorisation de celles et ceux qui en sont les acteurs.

Questionnement : après 25 ans d'existence, que peut-on dire des apports du Défilé aux territoires qui portent les groupes ? Quels vécus des participants et quelles appropriations ? Le Défilé transforme-t-il certaines réalités sociales ou fonctionne-t-il comme une parenthèse enchantée ? Et dans une optique plus prospective, quels nouveaux défis doit-il relever dans le contexte d'une société, de territoires et d'institutions profondément transformés depuis l'édition fondatrice de 1996 ?

Valorisation : le Défilé repose sur des professionnels, des bénévoles, des participants amateurs qui permettent que tous les deux ans nous nous rassemblions autour d'une parade dansée, qui est aussi une fête, un moment de communion, peut-être déjà une tradition. Malgré la météo parfois capricieuse, des attentats, une pandémie et d'autres embûches, le Défilé n'a jamais fait défaut, grâce à ces multiples engagements qui méritent la reconnaissance de la communauté.

LA COMMANDE – Questionner et reconnaître impliquait de recueillir et de croiser de nombreux témoignages. Il fallait donc réaliser une enquête. Celle-ci fut confiée à la direction de la prospective et du dialogue public, qui s'appuya pour ce faire sur trois consultants-chercheurs : Pierre Grosdemouge (sociologue), Julie Jeammaud (anthropologue) et Cédric Polère (sociologue).

L'ENQUÊTE – Ceux-ci ont mobilisé de multiples sources : archives du Défilé, presse, littérature académique, et bien sûr l'enquête de terrain auprès des différents acteurs du Défilé.

L'enquête s'est déroulée du printemps à l'automne 2021. Une centaine d'entretiens ont été conduits, d'une durée d'une à trois heures chacun. L'échantillonnage des entretiens a permis de couvrir :

- La diversité des rôles, statuts et situations au sein du Défilé : participants aux ateliers danse, couture, chers et musique ; chorégraphes ; costumières ; opérateurs ; organisateurs ; élus municipaux et métropolitains ; institutions partenaires ;
- La profondeur chronologique de l'événement : chorégraphes et membres fondateurs du comité de pilotage de 1996 ; participants des éditions récentes mais aussi des premières ;
- L'étendue spatiale de la participation, des banlieues lyonnaises jusqu'à des territoires reculés des Alpes ou d'ailleurs : Trièves-Matheysine, Grenoble, Saint-Étienne, Tarare, Vienne, etc.

Quelques territoires ont concentré un plus grand nombre d'entretiens que d'autres (notamment Bron, Feyzin, Neuville-sur-Saône, Saint-Étienne, Trièves-Matheysine, Vaulx-en-Velin et Villeurbanne) afin de permettre une analyse des dynamiques territoriales du Défilé : conditions de déploiement des projets, effets induits à court terme ou dans la durée.

Il faut noter que, contrairement à ce qui était imaginé au départ, les enquêteurs n'ont pas pu observer le déroulement des ateliers, ceux-ci ayant été repoussés, supprimés ou tenus à huis-clos à cause de la crise sanitaire. Les résultats de l'enquête reposent donc bien davantage sur des propos de participants que sur une observation directe.

LE PILOTAGE – La démarche a été cadrée par un comité de pilotage réunissant les vice-présidents de la Métropole en charge de la Culture, de la Participation citoyenne, de l’Habitat et de la Politique de la ville, ainsi que la directrice, puis le directeur, de la Biennale de la danse.

Au quotidien, le processus de travail était animé par un comité technique réunissant, côté Biennale, les professionnels en charge du Défilé et, au sein de la Métropole, des professionnels de la culture, de la Politique de la ville, de la participation citoyenne et de la prospective.

Le rôle de ce comité technique était de challenger l’enquête et d’imaginer la façon d’en partager les résultats. Dans cette perspective, le 23 septembre 2022, les acteurs historiques et actuels du Défilé ont été invités à prendre connaissance des conclusions de l’enquête. Il s’agissait aussi de travailler avec eux à une mise en dynamique de la démarche elle-même.

LES LIVRABLES – Dès le départ était présente l’idée que cette enquête ne devait pas être considérée comme de la littérature grise à destination des seuls décideurs, mais comme un matériau devant porter la fierté des acteurs et sympathisants du Défilé, et comme une occasion d’entendre et de faire circuler leur parole.

Les résultats sont donc livrés sous la forme de trois cahiers, très imagés, restituant (1) l’histoire de cet événement hors norme (...en mémoires), (2) le vécu intime de celles et ceux qui le font (...en coulisses), et (3) les analyses sociologiques et questionnements pour l’avenir (...en perspectives).



Le 17 septembre 2023, c’est finalement une Célébration du Défilé qui a été imaginée pour accueillir les résultats de ce travail, pour en débattre, et pour «faire mémoire».

Le Défilé de la Biennale de la danse a 25 ans. Cela mérite bien une fête, et quelques pages pour lui rendre hommage...

Jean-Loup Molin,
Directeur adjoint Prospective des politiques publiques





Charivari : vers une nouvelle ère (2014)©Lucas Manificat

WWW.

Retrouvez
toutes les ressources

MILLENAIRE3.

COM

MÉTROPOLE DE LYON

Direction de la prospective
et du dialogue public

20 rue du Lac, CS 33569
69505 Lyon Cedex 03

MÉTROPOLE

GRAND

LYON

grandlyon.com